

1991 20 125

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14328 - 6 F

MARDI 19 FÉVRIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSURNE

La Colombie en otage

VINGT-DEUX morts, cent quarante-trois blessés, des dizaines de bâtiments endommagés : tel est le bilan de l'attentat à la voiture piégée qui a défiguré, samedi 16 février, le cœur de Medellin, la capitale du principal cartel de la drogue colombienne. Un attentat effroyable, le pire, depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Gaviria en août 1990, et qui risque d'avoir de graves conséquences politiques pour ce jeune président libéral de quarante-trois ans, élu sous l'obsédante - et indispensable - protection de ses gardes du corps, et qui a fait vœu d'en finir avec les « narcotrafiquants ». Les radios locales ont fait état, dimanche, de revendications - non vérifiées - d'un groupe de « sicarios », de tueurs, à la solde des cartels de la drogue. Même si d'autres hypothèses sont envisagées, il est certain qu'en Colombie ce pays pris depuis si longtemps en otage par une guérilla tenace et désordonnée et une mafia empuetée mais toujours redoutable, la sang coule rarement sans que de près ou de loin la drogue n'y soit mêlée.

M. CÉSAR GAVIRIA a beau déclarer aujourd'hui devant cet acte de « démesure » que saules « des personnes ne pouvant être considérées comme des fils de la Colombie » en sont responsables, la guerre à mort entre le gouvernement et les cartels s'amalgame bien en voie de se rallumer. Et ce au moment où la guérilla mène ses actions jusqu'aux portes de Bogotá.

Soucieux d'enrayer la vague de terrorisme qui a ensanglanté le pays avant son arrivée, M. Gaviria avait multiplié les gestes en direction des trafiquants. Renonçant pratiquement à l'arme de l'extradition, la seule vraiment redoutée par les « narcos », au risque de mécontenter les États-Unis, plus conciliants il est vrai, depuis que la guerre du Golfe occulte leurs batailles perdues contre la drogue, le président colombien a promis un jugement équitable à ceux qui se rendraient à sa justice.

CETTE politique risquée de la main tendue pratiquée par un gouvernement toujours fragile avait été suivie d'effets : les attentats aveugles avaient cessé, et, en juillet, les « narcos » annonçaient une trêve. Mieux, après le reddition, en décembre, de deux « parrains », et non des moindres, Jorge-Luis et Pablo Ochoa, samedi, Juan David, l'ainé du clan Ochoa, après s'être rendu à son tour, rejoignait ses frères dans leur prison confortable de la banlieue de cette Medellin sur laquelle ils régnaient jusque-là en maîtres. Mais la clan le plus dur, celui de Pablo Escobar, ne veut, lui, toujours rien savoir. Il réclame davantage de concessions au gouvernement, qui, en butte aux critiques de l'opposition pour sa « complaisance » à l'égard des « narcos », hésite...

Alors, pour maintenir la pression, le cartel frappe. Variant à l'occasion de tactique, et passant du terrorisme aux « enlèvements éducatifs ». En janvier, il avait libéré plusieurs journalistes pris en otage, mais il en défilait toujours deux (dont le rédacteur en chef du journal libéral « El Tiempo », « joker » pour l'étrange négociation en cours, où tout semble perpétuellement à refaire. Le Cartel n'e-t-il pas liquidé en janvier cet autre « joker » qu'était Marina Montoya, sœur d'un dignitaire du précédent régime, comme il e peut-être tué aussi Fortunato Gaviria, cousin du président, retrouvé mort samedi ? Négocier ? Sans doute, ont voulu réaffirmer les « narcos », mais seulement à nos conditions.

M0147 - 0219 0 - 6 00 F



La situation militaire dans le Golfe et la visite de M. Tarek Aziz à Moscou

- La coalition accentue les préparatifs de l'offensive terrestre
- Le président soviétique tente une ultime médiation

Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz et le vice-premier ministre, M. Saadoun Hamadi, ont été reçus, lundi 18 février, au Kremlin par M. Mikhaïl Gorbatchev, M. Bessmertnykh, ministre des affaires étrangères d'Union soviétique. L'émissaire sovié-

que récemment envoyé à Bagdad, M. Evgueni Primekov, assistait à cet entretien, présenté comme celui de la dernière chance avant l'offensive terrestre que préparent les forces alliées, et qui serait imminente selon le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas.

Voulant rassurer les Occidentaux sur la position de l'URSS, M. Andreï Gratchev, conseiller du président soviétique, a réaffirmé dimanche, à Paris, qu'« aucune solution autre que l'évacuation totale et inconditionnelle du Koweït ne peut être acceptable pour l'URSS ».

Vingt-quatre heures pour réussir

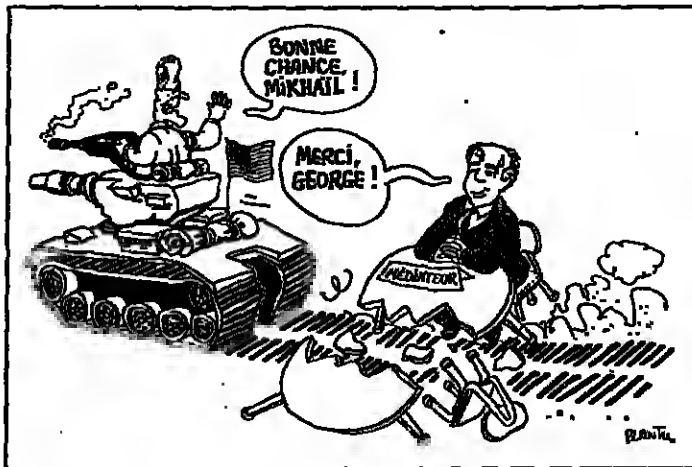
M. Gorbatchev dispose de vingt-quatre heures - trente-six, grand maximum - pour réussir sa médiation entre Bagdad et Washington. C'est ce qu'on affirme de source française bien informée, en précisant que le président soviétique avait d'abord demandé une dizaine de jours.

Trop long, lui fut-il répondu, car, de délai en délai, on soupçonne Bagdad de vouloir temporiser et retarder l'offensive terrestre jusqu'à la mi-mars, début de la saison chaude, peu propice aux combats. Toujours selon les mêmes sources françaises, la seule chance d'éviter la guerre au sol serait, pour M. Tarek Aziz, d'accepter lors de

ses discussions avec M. Gorbatchev les trois points suivants : abandon de toutes les conditions mises vendredi dernier par l'Irak à son retrait du Koweït ; acceptation d'un cessez-le-feu très bref (de l'ordre de quelques heures) pendant lequel serait échangé un retrait significatif des unités irakiennes stationnées dans l'émirat. On n'était guère optimiste, lundi en fin de matinée à Paris, sur les chances de voir accepter un tel scénario par les autorités de Bagdad mais on affirmait qu'il existait pas d'autre possibilité de mettre fin à la guerre.

J. A.

Lire nos informations page 32



1914-1991 : la censure et les guerres

par Jean-Noël Jeanneney

« La vérité, première victime de la guerre... » Naturellement, on peut mettre en exergue, dans les tonalités les plus sombres, le mot abominablement colporté après 1918. Mais quand on a répété cela plaintivement, on n'a pas encore dit grand-chose, et le précédent même de la Grande Guerre, auquel ce propos renvoie mérite d'être considéré. Parce qu'elle fut la première qui survint, à cette dimension, dans l'ère des armements modernes de destruction massive et de l'information de masse.

À la fin du problème, le choc simple de deux socs antagonistes. Premièrement, l'information sur l'ennemi étant un atout majeur sur le champ de bataille, le contrôle des nouvelles par le pouvoir militaire est une nécessité vitale. Deuxièmement, cette censure obligeait toujours des effets pervers : le doute ins-

tilé dans les esprits sur l'exactitude de ce que transmettent les médias, les rumeurs compensatrices et, parfois, la tentation d'un retrait sceptique chez une opinion publique dont pourtant le soutien permet seul, en démocratie, de conduire efficacement une guerre.

Les responsables civils et militaires qui eurent à affronter cette contradiction, à partir de 1914, en France et en Grande-Bretagne, ou furent par les personnalités ridicules qu'une ironie facile nous restitue souvent, frileusement rassemblés autour d'Aoastasia, la censure maigre, sèche et sottise avec ses grands ciseaux. À mesure que le temps passa, hommes politiques, soldats et journalistes s'efforcèrent de trouver des solutions, et ce fut généralement de bonne foi. Avec, au bout du chemin, un bilan contrasté : la conviction d'avoir permis la victoire - ou pour le moins de ne pas l'avoir

empêchée - et le ébriement de constater que la presse française (à la différence de l'anglaise), accusée de « bourrage de crâne », s'était trouvée durablement discréditée.

Pour ne pas forcer le rapprochement, il faut rappeler l'entrée de jeu une différence capitale. Pour l'heure, en France et en Angleterre, la survie même de la nation n'était pas en balance, il n'y avait pas question, au contraire de 1914 (comme de 1939), de censure directe des médias. Ainsi la presse peut-elle se considérer pour l'instant protégée contre le risque que le contrôle des nouvelles vienne à servir le sort de nos armes qu'à protéger contre la critique les pouvoirs publics : ceux-ci expliquant qu'il faut protéger le moral des troupes et de l'arrière, dont leur confiance ou ceux qui gouvernent, donc...

Lire la suite page 10

Les opposants de San-Francisco

SAN-FRANCISCO

de notre envoyée spéciale

Dans un sieste roulement de tambour, un groupe de femmes voilées avançait lentement, le visage grisé de blanc, les yeux cernés d'épais traits noirs, portant dans leurs bras des linéals d'enfant tachés de sang. À leurs côtés, une banderole proclamait : « Ceci était un abri pour les populations civiles à Bagdad », tandis qu'une gigantesque marionnette figurait George Bush marchant en répétant : « Notre seul but est de libérer le Koweït. Cette guerre ne sera pas un autre Vietnam ».

San-Francisco était, samedi 16 février, à la hauteur de sa réputation. Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées, notamment dans le parc de Golden Gate, pour protester contre l'envoi des troupes américaines dans le Golfe, à l'appel du comité réunissant une vingtaine d'associations, de groupuscules d'extrême gauche et de syndicats. La ville - et surtout le campus voisin de Berkeley qui, dans les années 60, s'est illustré dans le

mouvement contre la guerre du Vietnam - est, depuis cinq mois, le théâtre de nombreuses manifestations spectaculaires et provocatrices. À côté des badges « Faites l'amour, pas la guerre » qui fleurissent par milliers comme à la grande époque des sixties, d'autres slogans moins classiques prônent « des brocolis, pas des bombes » ou multiplient les jeux de mots avec les noms des compagnies pétrolières, tenues pour responsables de la guerre.

Dès le début de la crise, les communautés noires et hispaniques ainsi que des groupes d'écologistes, de pacifistes et d'homosexuels se sont concertés, rejoignant par une pléiade de mouvements étudiants dès le 16 janvier. Le bombardement meurtrier, la semaine dernière à Bagdad, d'un « abri-bunker » et le rejet par le président Bush de l'offre de « négociation » lancée vendredi par Saddam Hussein, a relancé un mouvement de protestation, certes très limité mais bien présent.

PASCAL ROBERT-DIARD

Lire la suite page 8

Attentats dans deux gares de Londres

Un mort et plusieurs blessés page 32

Le président équatorien à Paris

M. Rodrigo Borja, un représentant de la « nouvelle vague » latino-américaine page 13

Différend franco-allemand

Bonn rentrait en cause le statut de Paris et Londres au Conseil de sécurité de l'ONU page 5

L'argent du rugby

Polémique en Grande-Bretagne et en France à propos du nouveau règlement sur l'amateurisme page 15

CHAMPS ÉCONOMIQUES

France-Japon : le dialogue amorcé

■ Paris accueille volontiers les investissements nippons, mais réclame la réciproque. Un souhait encore mal perçu à Tokyo. ■ Déclencher l'assurance : une difficile simplicité. ■ Réglementer la banque : une souplesse surveillée. ■ La chronique de Paul Fabra : le système américain et la guerre, pages 23 à 25

Le sommaire complet se trouve page 32

Le Haut Conseil à l'intégration définit ses orientations

Dans leur premier rapport, remis lundi 18 février à M. Michel Rocard, les neuf « sages » du Haut Conseil à l'intégration nommés il y a un an proposent plusieurs mesures pour améliorer la « modération française » par la participation des immigrés à la vie nationale.

Lire page 14 l'article de ROBERT SOLÉ

Les obsessions de l'architecte Mario Botta

Le Centre culturel suisse à Paris consacrera une exposition à l'architecte tessinois Mario Botta qui s'est fait connaître par les maisons « unifamiliales » dont il a parsé son canton natal, avant de s'imposer, notamment en France, dans la construction d'équipements publics. Son projet le plus ambitieux - la cathédrale d'Evry - est toujours dans les limbes.

Lire page 16 l'article de FREDÉRIC EDELMANN

folio
actuel

Le Monde de 1990.
Dernière édition.

Connaître 1990 pour comprendre 1991.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m ; Allemagne, 220 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 30 p ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

La guerre du Golfe

Dissuasion : le combat des silences

par Pierre M. Gallois

LES armes nucléaires ont en quelque sorte accaparé le mot dissuasion. Avec lui, elles forment un couple politico-stratégique indissociable. Plus récemment, la prolifération horizontale des agents toxiques, voire bactériologiques, insère une nouvelle composante dans un concept maintenant familier : faire redouter une telle « quantité de mal », selon l'expression d'Ardant du Picq, que le conflit ne serait pas seulement destructeur pour les belligérants, il se révélerait absurde.

Une déclaration récente du président de la République relative à la nature de la riposte des forces françaises victimes d'une attaque menée à l'aide de gaz toxiques vient de susciter une nouvelle polémique sur la signification de la dissuasion et sur l'usage que la France peut en faire.

En fait, les nombreuses crises qui depuis Hiroshima ébranlèrent le monde ont vulgarisé l'expression et en ont déformé la portée. Les puissances nucléaires se sont comportées comme si elles identifiaient les armes de destruction massive à la défense de leur territoire et à la protection de la population qui l'habite. Elles ont toutes considéré que l'intérêt vital n'était pas indéfinissable, mais circonscrit à l'espace national.

La notion d'intérêt vital

En ce qui concerne la Chine, l'URSS, la Grande-Bretagne, la France, l'histoire de ce dernier demi-siècle ne témoigne d'aucune dérogation à une telle déontologie de l'atome militaire. En revanche, l'attitude du Caire et de Tel-Aviv avant et durant la guerre israélo-arabe de 1973 a illustré positivement la notion d'intérêt vital. Avant que n'éclatent les hostilités, M. Mohamed H. Heikal, directeur de *Al-Ahram*, le plus lu des journaux du monde arabe, nous confiait que l'Egypte ne supporterait pas plus longtemps les incursions aériennes des Israéliens : toutefois, depuis que ceux-ci détenaient quelques projectiles nucléaires – et les moyens de les lancer – il n'était plus question de « rejeter le peuple hébreu à la mer », mais seulement, par un conflit limité, de récupérer le Sinaï. De son côté, un fois en guerre et bien que placé dans une situation militaire difficile, Tel-Aviv renonça à l'emploi de ses armes de destruction massive parce que le territoire national proprement dit n'était pas directement menacé au moment où, par son habile et audacieuse manœuvre, le général Sharon rendit l'avantage à

Tsahal. Ainsi venait d'être mis en évidence à la fois le pouvoir d'intimidation de l'atome et son assimilation à la seule défense du « sanctuaire » national.

Alors qu'ils étaient hors d'atteinte pour les armes de l'éventuel adversaire, les Etats-Unis étendirent à leurs alliés européens le privilège dont bénéficiait leur territoire, protégé à la fois par la distance et par l'atome. Au début des années 60, les premières fusées stratégiques soviétiques se révélèrent menaçantes, Washington commença d'émettre quelques réserves quant à son engagement nucléaire au profit des Européens. Ancien chef de l'état-major, conseiller du président Kennedy, le général Maxwell Taylor écrivait : « ... Compte tenu des conditions stratégiques dans lesquelles nous allons nous trouver durant les prochaines années, il ne sera pas croyable pour nous, pour nos alliés... et pour nos ennemis, que nous utilisions de pareilles forces (les forces nucléaires) pour autre chose que pour assurer notre survie nationale... (toutefois) une attaque d'importance contre l'Europe occidentale pourrait, à long terme, menacer notre survie nationale et constituerait une éventualité d'emploi » (1).

Depuis, Washington s'est efforcé de se dégager peu à peu d'une stratégie condamnée par le progrès des techniques d'armement. A plusieurs reprises, Henri Kissinger s'employa à dissiper les illusions que voulaient entretenir les Alliés : les entretiens de Reykjavik, le traité de Washington de 1988 et les événements qui suivirent ont rendu aux armes nucléaires américaines leur véritable rôle – éventuellement terrible mais spatialement limité à la défense du territoire fédéral.

En dépit de quelques écarts dus à d'excessives prétentions ou à de gênantes envoies verbales – demeurées sans lendemain – les présidents de la V^e République sont entrés dans la logique nucléaire commune, ou y sont vite revenus.

Un avantage à bon compte

La crise du Golfe, du moins pour l'avenir prévisible, ne menace nullement les intérêts vitaux du pays tels qu'ils ont été définis précédemment. En revanche, elle expose ses contingents. Mais, après avoir réuni à Paris une conférence internationale visant au renforcement général aux armes chimiques, il était difficile d'y avoir recours. Peut-être eût-il mieux valu se tenir sur la réserve. Mais c'eût été se priver d'un avantage politique acquis

à bon compte : en effet, les Etats-Unis n'ayant pas affirmé qu'à une attaque aux gaz il ne serait pas répondu à l'aide de moyens analogues, l'effet dissuasif – dans la mesure où, localement, il conserve un sens – est matérialisé par le puissant leader de la coalition anti-irakienne, et les Français en bénéficient.

Dans le même temps, par sa déclaration, l'Élysée affiche son attachement aux principes qu'il a lui-même avancés, tout en tirant parti de l'attitude des Etats-Unis. S'il était réécrit aujourd'hui, le Prince pourrait faire allusion à cette habile politique des tristes péripéties de la guerre.

(1) Général Maxwell Taylor, *The Uncertain Trump*, Harper and Brothers, New-York, N.Y., 1960, p. 145.

► Pierre M. Gallois est général de l'armée de l'air dans le cadre de réserve.

La menace de guerre chimique

Les soldats français du Golfe viennent d'apprendre, de la bouche du général Schmitt, leur grand patron, qu'il faut s'attendre à ce que les Irakiens, poussés dans leurs derniers retranchements, utilisent les gaz de combat.

Nos jeunes gens comprendront, parce que c'est le sens qu'il faut attribuer aux propos (dangereux) du général, que l'emploi des gaz, si horrible soit-il, obéit à une sorte de déterminisme dans l'escalade à quoi Saddam Hussein aurait tort de s'en priver. Quoi qu'il en soit, nos pionniers, ainsi alertés, n'ont pas manqué de s'engager auprès de leurs chefs immédiats de ce qui serait décidé en cas d'attaque par les gaz.

Jusqu'à jeudi soir 7 février, la réponse « logique » était : « Nous répliquerons de la même manière », thèse accréditée par l'ancien patron de l'armée lors de la récente « Heure de vérité » : et M. Vauzelle, président de la commission de la défense nationale, covetée de l'émission, ne l'a pas démentie. Quant au général, sûr de lui, il a même précisé que, selon la Convention de Genève, la réponse par les gaz à une attaque par les gaz était licite.

Mais le 7 février, dans son point de presse, le président Mitterrand nous dit tout le contraire : il nous fait savoir qu'en cas d'attaque par



COURRIER

les gaz il ne serait pas répliqué par les gaz. Espérons simplement que cette saute d'humeur du président sera accompagnée, dans le Golfe, d'une saute de vent passant opportunément du sud au nord, de sorte que les gaz moutarde et autres, que recevraient nos soldats, puissent être, au moment idéal, renvoyés à leur expéditeur.

Au fait, que va-t-il advenir de la doctrine de la dissuasion nucléaire si la thèse, quelque peu angélique, du zéro-emploi d'une arme barbare en réponse à l'emploi d'une arme barbare se généralise ? Car l'arme atomique est une arme barbare, non ? Si le problème évoqué ne mettait pas en jeu la vie de nos soldats, je dirais : on attend la suite avec curiosité.

JEAN A. CORDIER
Lyon

Au moment de la guerre d'Algérie nous avons été un certain nombre – civils et militaires – à dire non à la torture : nous avions conscience que cette pratique abominable affectait les deux parties : elle bafouait la dignité des uns et souillait l'honneur des autres, l'humanisme étant le grand perdant dans cette affaire.

C'est, à l'évidence, animé du même esprit que le président François Mitterrand a déclaré que nous ne devions pas nous servir de l'arme chimique pour répondre à une attaque de ce type dans le conflit du Golfe. Mais il est clair que ce refus

créera, pour nos unités, des conditions particulièrement difficiles si le chef d'Etat irakien met ses menaces à exécution. Nos combattants tiendront, alors, dans la mesure où l'arrière les aura préalablement soutenus. Il est important que des villages et des villes de France partent un grand mouvement populaire – jusqu'à présent seulement esquissé – en direction de nos combattants.

YVES-MARIE CHOUPAUT
Lézignan (Gard)

S'il y avait quelque chose d'estimable dans le dernier discours de Mitterrand, quelque chose qui pouvait sauver un peu ce misérable plaidoyer pour un choix guerrier qui veut se donner l'air d'être un choix de paix, c'était justement l'engagement au moins de ne pas se servir d'armes « sales ». Or vous choisissez justement de lui reprocher – avec circonstances atténuantes – cette « annonce ».

Le Monde n'aurait-il donc pas d'objection à l'emploi du nucléaire et du chimique ? D'autre part, en cherchant bien, l'engagement de ne pas utiliser ces armes-là coïncide d'une certaine manière assez peu : ne dispose-t-on pas, dans le camp soi-disant « allié », d'armes conventionnelles tellement redoutables et dévastatrices, tellement sophistiquées dans l'art de faire très mal, qu'on peut se dispenser d'avoir recours aux armes maudites ?

MICHEL TULLOIS
Toulouse

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

L'Espagne s'interroge

La presse espagnole a réagi diversement dans ses éditoriaux du 15 février, à la destruction, la veille à Bagdad, d'un « abri-bunker » et à la lettre de Felipe Gonzalez à M. Bush demandant la fin des bombardements sur les villes irakiennes.

Plus de bombardements

« La tuerie d'Amiriyah ne peut être considérée sans plus comme un incident » lié à la guerre. Il est fondamental, pas seulement pour des raisons humanitaires (qui sont toujours dignes d'être défendues), mais aussi pour des raisons politiques, que quelque chose de semblable ne se reproduise plus. Les bombardements sur les villes irakiennes, aussi sévères que l'on prétend qu'ils soient, doivent être interrompus. C'est ce que le président Gonzalez considère et c'est ce qu'il a fait savoir. L'effort de guerre doit se concentrer sur le Koweït pour obtenir le seul objectif à propos duquel il existe une quasi-unanimité, y compris parmi les pays arabes : libérer l'émirat (...). Le gouvernement espagnol a droit à l'appui catégorique de ses concitoyens lorsqu'il s'exprime ainsi avec fermeté et clarté, et lorsqu'il agit avec cohérence. *El País* (centre gauche)

Un épisode obligé

« La position de Gonzalez, qui mérite d'être qualifiée de honnête, répond au comportement continuellement en zig-zag du gouvernement, d'abord ouvertement pacifiste et ensuite favorable au conflit. Les bombardements, même s'ils sont horribles, représentent un épisode obligé de la guerre. Ils constituent l'effet, et non la cause, de l'attentat perpétré par Saddam Hussein contre un pays voisin, et ont pour objectif de réduire les pertes que souffriront les troupes alliées lors de la bataille terrestre. Il est donc inévitable que ceux qui ont été impliqués dans la bataille de la guerre, et qui se sont battus pour les Ponce, aient obtenu un certificat de bonne conduite. Les guerres doivent être menées avec toutes les conséquences, et la lutte contre l'Irak est un combat juste et juridiquement appuyé par les Nations unies. *ABC* (droite).

Un équilibre difficile

« Les alliés ne devraient pas se hasarder à cet équilibre difficile qui consiste à bombarder des objectifs à qui peut surgir une dramatique surprise. Lors de la guerre du Vietnam, l'armée a été avec les forces lorsqu'il a pris conscience de la portée des bombardements sur Hanoi, ou lorsque certaines patrouilles ont réalisé des actions, comme celle de My-Lai, qui faisaient reculer l'homme à l'âge des cavernes. Mais, en matière d'équilibre difficile, la palme revient sans doute à Felipe Gonzalez, qui adopte un ton pacifiste tandis que les B-52 continuent à décoller de la base de Moron en direction du Golfe. Alors que la marée anti-interventionniste ne cesse de monter dans le pays, Felipe Gonzalez, une fois de plus, donne l'impression de vouloir miser sur les deux tableaux pour satisfaire tout le monde. C'est aussi difficile que de pratiquer des bombardements en tapis sur Bagdad sans faire de victimes civiles. *Diario 16* (centre). De Madrid THIERRY MALINIAK

MICHEL JARRETY
Valéry devant la littérature
Mesure de la limite

L'auteur s'attache à comprendre ce qui circonscrit l'entreprise Valéryenne, son ambition, ses soubassements, ses partis pris. Il tente de redéfinir la portée d'une littérature à l'intérieur de quoi Valéry ne se laisse jamais enfermer, préférant se placer toujours devant elle.

Collection « *Essais* » dirigée par Béatrice Didier. 484 pages - 178 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des Lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE
André Fontaine, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 296 136 F
Tél. 45-55-94-70 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Comptez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde
Imprimerie du Monde
12, rue de Valenciennes
95011 VILLY-LEZ-LILLE

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-26
Télécopieur : 40-66-25-99
ISSN : 0395-0337

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.
Renseignements sur les microfilms et l'index du Monde au (1) 40-66-29-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS (voies normales y compris CEE avion)
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Pays : _____
Code postal : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Pignatelli directeur de la rédaction Jacques Gollu directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colymbani Robert Solé (indépendant directeur de la rédaction)

Thomas Farenzet Philippe Herveaux Jacques-François Simon

Daniel Vermet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Pauzet (1969-1982) André Laurent (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-26
Télécopieur : 40-66-25-99
ISSN : 0395-0337

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

كلنا من العالم

Comment un pays au bord de la guerre fait-il
pour accueillir 1 million de personnes
qui rentrent ce jour là à la maison?

Israël aujourd'hui, n'est pas engagé dans la guerre. Malgré les provocations. Israël est engagé dans une autre bataille. L'insertion en son sein d'1 million de Juifs soviétiques qui ont enfin la possibilité de vivre dans le pays de leur choix.

Israël doit faire face à l'un des plus grands mouvements de population de son Histoire. (L'équivalent de 15 millions de personnes à l'échelle de la France).

Ce mouvement est devenu une cause pour le monde. Aider à la réussite de ce défi historique, c'est montrer une solidarité entre les nations. Aider Israël à donner une maison, à éduquer, à donner du travail, à soigner des familles, c'est exprimer une solidarité entre tous les hommes.

C'est au moment où l'Economie d'Israël est arrêtée, au moment où Israël vit masqué, immobile, retenu, qu'il a le plus besoin de votre aide pour redoubler de vitalité, d'énergie, d'imagination afin de donner à chacun des conditions de vie normale.

Aujourd'hui l'aide de tous est pour Israël le nerf de la Paix.

Appel Unifié Juif de France

Je soussigné à l'Appel Unifié Juif de France la somme de.....
ci-joint mon chèque. Pénom.....
Nom..... Adresse.....
(A renvoyer de ce chèque un reçu pour verser à l'Appel Unifié Juif de France
19 rue de Tolbiac 75008 Paris
tel (1) 45 65 06 10

هكذا من الأصل

25.02.1991

LA GUERRE DU GOLFE

L'entrevue de Moscou et les spéculations sur l'ouverture des hostilités terrestres

La rencontre Tarek Aziz-Gorbatchev suscite « beaucoup d'intérêt mais peu d'espoir »

déclare M. Roland Dumas

M. Roland Dumas a affirmé, dimanche 17 février, lors d'une émission organisée par Radio-Monte-Carlo et l'Express que la date de l'offensive terrestre était connue de la France, ce qui lui a valu un démenti non seulement de M. Pierre Joxe (voir ci-contre), mais du général Richard Neal, directeur adjoint des opérations dans le Golfe. « Aucune date n'a été fixée pour l'instant », a déclaré à Ryad le général américain.

On précisait peu après dans l'entrevue de M. Dumas que le ministre, en parlant de « veille d'avant-veille » d'une offensive terrestre ne voulait pas parler de lundi ou mardi mais de l'imminence de cette opération. On ajoutait qu'aucune date précise n'était fixée mais qu'il existait bien un « créneau » pour le déclenchement des opérations.

M. Dumas, en fait, voulait faire apparaître un lien entre l'imminence de l'offensive terrestre et l'initiative prise par l'URSS d'explorer une dernière fois avec les responsables irakiens l'éventuelle possibilité d'autoriser la guerre par la voie diplomatique. « Les Soviétiques ont pris l'initiative de cette démarche qu'ils

considèrent comme la dernière avant l'offensive terrestre qui est programmée et prévue », a dit M. Dumas. Il a ajouté qu'il attendait le résultat des entretiens de M. Tarek Aziz à Moscou « avec beaucoup d'intérêt mais avec peu d'espoir », car ils « devraient avoir pour objectif d'amener l'Irak sur les positions du Conseil de sécurité et non l'inverse ».

Le ministre des affaires étrangères a rappelé qu'aux yeux de la France l'annonce par les dirigeants irakiens qu'ils acceptent la résolution 660 (le retrait du Koweït) « ne peut avoir de signification que si elle est suivie d'effet sur le terrain et d'effet immédiat » et que, faute d'un retrait « massif, immédiat, sans condition, selon un programme établi », elle est considérée comme relevant de « spéculations diplomatiques ».

M. Roland Dumas a d'autre part déclaré que, selon différentes sources, « et notamment irakiennes », M. Saddam Hussein attendrait pour demander un cessez-le-feu que l'offensive terrestre ait fait un nombre important de victimes dans le camp occidental, mais il a refusé de se livrer à ces suppositions.

Le ministre a d'autre part rappelé que la France s'était livrée avant le 15 janvier aux mêmes tentatives que l'URSS aujourd'hui, et il a estimé que Moscou, pour n'avoir pas opté pour l'intervention militaire, n'en avait pas plus d'atouts. « J'ai cru comprendre que M. Gorbatchev (...) n'entendait pas déroger de la ligne qu'il avait choisie une fois pour toutes aussi bien dans le domaine extérieur que dans le domaine intérieur. (...) Je serais très surpris qu'il veuille changer aujourd'hui sa position par rapport au Conseil de sécurité », a-t-il ajouté.

M. Dumas a récusé l'idée de M. Jacques Chirac d'une conférence purement israélo-arabe après la guerre : « Comment peut-on imaginer qu'une conférence régionale regroupant les pays qui ont entre eux des conflits majeurs puisse régler ces problèmes sans la participation des grandes puissances qui ont mobilisé leurs forces pour faire respecter le droit dans la région ? » A propos de l'OLP, M. Dumas a déclaré : « On ne peut pas aujourd'hui dire : M. Arafat n'existe plus. Il travaille d'abord pour la paix. Il s'y emploie à sa façon ; ça n'est pas très positif jusqu'à là, mais j'observe que dans les territoires occupés l'OLP reste populaire et représentative et que l'OLP c'est lui. Aussi longtemps qu'on n'aura pas fait apparaître d'autres personnalités représentatives, on sera bien obligé d'œuvrer avec ceux qui sont là. »

« La date d'une offensive sur le terrain sera fixée par les chefs d'Etat »

déclare M. Joxe au « Grand-Jury RTL-le Monde »

« La date de lancement d'une offensive terrestre sera fixée au moment opportun par ceux qui en ont le charge, c'est-à-dire les chefs d'Etat », a déclaré, dimanche 17 février, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, devant le Grand Jury RTL-le Monde. « Cette date ne sera fixée qu'en fonction d'un certain nombre de considérations stratégiques, c'est-à-dire à la fois militaires et politiques. »

A propos du texte du Conseil de commandement de la révolution irakienne (le Monde daté 17-18 février), M. Joxe a expliqué : « Pour appliquer la résolution 660, Saddam Hussein commence par demander que toutes les autres résolutions du Conseil de sécurité soient annulées. C'est une contradiction interne. Par-dessus le marché, une série de conditions sont posées. Le texte ne cite pas le Koweït. En acceptant ces conditions, on ferait comme si rien ne s'était passé (...). Le texte présente néanmoins un intérêt : pour la première fois, on ne parle pas seulement d'action militaire, mais on parle aussi de politique. Dans une longue introduction, qui remonte plusieurs années en arrière, le texte essaie de donner une justification laborieuse à l'agression contre le Koweït. Cela peut être le signe que la campagne arabe, rendant difficile l'approvisionnement en munitions et en vivres, a des effets qui peuvent faire réfléchir les dirigeants irakiens. »

« Le potentiel chimique de l'Irak, estime le ministre de la défense, est redoutable parce que des munitions de toute nature, et notamment, des dizaines de milliers d'obus, restent à la disposition du commandement irakien. On peut craindre que Saddam Hussein n'emploie l'arme chimique malgré les risques politiques formidables que cela entraînerait pour lui, malgré les risques épouvantables qu'il ferait courir à ses propres troupes qui ne sont pas à l'abri de leurs armes chimiques. »

Il est « faux », de dire, selon M. Joxe, que la France est au maximum de ses possibilités sur le front des lois qu'elle ne peut pas y engager ses appels. « La France, a-t-il dit, a des forces armées qui ont un certain nombre de missions remplies en permanence. Par exemple, il y a 30 000 hommes outre-mer, en particulier en Afrique, sans compter ceux qui se trouvent actuellement en Arabie saoudite. On peut relever intégralement les forces françaises qui sont déployées dans le Golfe, et en envoyer d'autres. » Pour M. Joxe, « la conscription ou un rôle militaire et une signification civique très importants. Les variétés du service national sont multiples. Ce débat sur le service ne sera pas tranché par le ministre de la défense tout seul dans son bureau. Il sera discuté par le Parlement. »

Constatant que « la capacité de dissuasion de la France ne peut pas être modifiée dans le contexte actuel », le ministre de la défense a reconnu que la difficulté de repérer les Scud irakiens allait faire « rebondir » le débat « ouvert depuis longtemps » sur la nécessité pour la France de se doter d'un missile nucléaire mobile en remplacement de ceux fixés du plateau d'Albion.

A la question du financement des opérations dans le Golfe par le biais d'une augmentation des impôts ou par celui du lancement d'un emprunt, M. Joxe a répondu : « On ne peut pas aujourd'hui estimer le coût final (...). Le problème ne se posera dans les termes que vous dites que si l'ampleur du coût budgétaire dépasse les hypothèses actuellement étudiées. »

Enfin, le ministre de la défense s'est interrogé sur une nouvelle politique de la France pour ses ventes d'armes. « Il est des domaines où une conférence internationale (qui réglementerait le commerce international) n'est pas indispensable pour prendre une position nationale : c'est le cas pour le commerce des armes (...). La situation actuelle n'a déjà et aura des conséquences sur nos industries d'armement. Mais les conséquences ne sont pas uniquement d'ordre économique et social, elles touchent aussi à notre propre défense. (...) D'où l'importance de la coopération européenne qui est l'un des moyens d'assurer à la France le maintien d'une capacité dans ce domaine qui est très remarquable. »

L'Allemagne veut faire entendre sa voix aux Nations unies

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a rappelé dimanche 17 février sur RMC la mise au point qu'il avait faite récemment devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale pour « couper court » à la discussion sur une refonte du Conseil de sécurité des Nations unies : « La France n'acceptera jamais, tant que nous sommes dans l'état actuel, de céder sa place de membre permanent », a-t-il dit. M. Dumas a affirmé en outre que les propos de M. Genscher sur le sujet ont été « déformés par les journalistes ». Le ministre allemand estime, selon M. Dumas, que « les deux pays membres permanents que sont la Grande-Bretagne et la France peuvent exprimer au sein du Conseil le point de vue commun des Douze. Ce n'est donc pas une substitution ». Un débat n'en est pas moins ouvert en Allemagne.

BONN
de notre correspondant

A peine sortie de la stupeur et de la paralysie où l'avait précipité le déclenchement des hostilités dans le Golfe, l'Allemagne entend rattraper le temps perdu en réclamant haut et fort sa voix au chapitre dans les instances internationales.

L'offensive n'est peut-être pas préméditée ni concertée mais l'effet recherché est atteint : en moins d'une semaine, des hommes politiques venus d'horizons différents, comme l'ancien chancelier Willy Brandt (SPD), le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher (FDP) et le secrétaire d'Etat à la chancellerie, M. Lutz Stavenhagen (CDU), ont évoqué l'hypothèse d'une refonte de la Charte de l'ONU qui donnerait à l'Allemagne un poids plus important que celui dont elle bénéficie actuellement.

Le plus explicite a été M. Willy Brandt, qui, dans un entretien accordé au magazine Der Spiegel, a remis en question le statut de la France et de la Grande-Bretagne au Conseil de sécurité. « Deux puissances, dit-il, vont devoir exercer des responsabilités accrues dans le monde, l'Allemagne et le Japon, à cause de leur poids économique. L'Allemagne doit maintenant exercer une pression pour une modification de la représentation de l'Europe au Conseil de sécurité. Avec tout le respect que je dois à nos voisins français et britanniques, j'estime qu'ils ne sont pas, pour l'essentiel, des puissances disposant du droit de veto. Dans une future réforme des Nations unies, on doit adopter le principe régional. Pourquoi ne pas instaurer la rotation des sièges européens ? Pourquoi n'y participerions-nous pas ? J'estime pour ma part que cela serait tout à fait opportun. »

Les porte-parole des partis de la coalition au pouvoir prennent, certes, davantage de précautions rhétoriques mais défendent, au fond, les mêmes positions que M. Willy Brandt. Pour M. Hans-Dietrich Genscher, l'Allemagne « doit avoir la possibilité d'exercer une influence plus grande sur les décisions des Nations unies, y compris au sein du Conseil de sécurité ». De son côté, M. Lutz Stavenhagen, un proche du chancelier Kohl, affirme qu'il est certain désormais que « nous ferons entendre notre voix à l'ONU. Je ne crois pas que nous devons revendiquer aujourd'hui un siège permanent au Conseil de Sécurité, bien que je

n'exclus pas que nous puissions le faire à moyen terme ».

En s'exprimant de la sorte, les hommes politiques d'outre-Rhin tentent de rappeler au monde l'existence d'une Allemagne ayant nouvellement accédé à la pleine et entière souveraineté. On peut, sans grand risque de se tromper, imaginer que le poids de l'Allemagne aurait joué en faveur d'une solution de compromis dans la crise du Golfe, tant les réflexes anti-guerre sont prédominants dans la conscience collective. Bonn ne se contente plus aujourd'hui du statut de banquier sans droit de regard sur les décisions qui lui est actuellement dévolu.

Mais est-il bien opportun de s'attaquer ainsi de front aux privilèges dont bénéficient la France et la Grande-Bretagne, cela en raison de leur appartenance au camp des vainqueurs de la seconde guerre mondiale ? On avait pu noter, dans l'attitude de la diplomatie française, un souci de maintenir Bonn dans un circuit de concertation en dépit du fait que l'Allemagne s'interdisait de participer directement aux opérations militaires dans le Golfe. Les initiatives communes de MM. Dumas et Genscher visant à relancer le débat sur la défense et la sécurité européennes - ainsi que la démarche franco-allemande mettant en garde M. Gorbatchev contre une intervention armée dans les Républiques baltes allaient dans ce sens.

Mais les réactions du porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, à la remise en question du statu quo onusien sont sans équivoque. La France, a-t-il déclaré, « ne donnerait pas son accord » à une révision de la Charte de l'ONU, ajoutant que l'Allemagne et l'Italie, puissances vaincues, « sont certes aujourd'hui des démocrates, mais est-ce suffisant pour faire une lecture rétroactive des choses ? ».

L'expression des frustrations allemandes peut également apparaître comme un contre-feu à la mise en cause du rôle peu reluisant d'une partie de l'industrie allemande dans l'approvisionnement de l'Irak en armes chimiques et biologiques. Mais cela est également la traduction d'un sentiment - largement partagé dans le pays - d'avoir été entraîné malgré soi dans un conflit qui, comme l'écrivait le directeur du Spiegel, M. Rudolf Augstein, « n'est pas notre guerre ».

LUC ROSENZWEIG

BANQUE VERNES

Dans la famille VERNES, on est banquier de père en fils depuis 1821. Cela s'appelle la tradition. Lorsque Jean-Marc VERNES, accompagné d'une équipe de fidèles, reprend en 1983 la Banque du MARAIS, c'est pour perpétuer la tradition. A la Banque VERNES, la tradition commande rigueur, clarté, prudence, mais signifie aussi vision à long terme et savoir-faire de toute une équipe. Avec cette touche personnelle, qui fait l'esprit et les performances d'une banque privée. Qu'il s'agisse de gestion de patrimoine individuel ou des intérêts d'une société, cette approche nous a bien réussi.

« Pour marquer sa tradition, la Banque du Marais devient Banque Vernes »

JEAN-MARC VERNES

LA GUERRE DU GOLFE

Les derniers préparatifs avant l'offensive terrestre

Les activités militaires se sont intensifiées

Loïn de s'apaiser, les activités militaires se sont sensiblement intensifiées depuis la publication vendredi 15 février, par Bagdad, d'un communiqué envisageant - sous de multiples conditions - la possibilité d'un retrait de ses troupes du Koweït. Après le tir, samedi soir, par l'Irak de deux missiles Scud sur le territoire israélien, le général Richard Neal, directeur adjoint des opérations militaires alliées, a fait état, dimanche 17 février, de sept incidents distincts à la frontière entre le Koweït occupé et l'Arabie saoudite.

Les troupes américaines ont attaqué des positions irakiennes avec des chars, des blindés, des hélicoptères Apache et des

pièces d'artillerie. L'évacuation allée a par ailleurs effectué 2 600 missions au cours des dernières vingt-quatre heures, ce qui porte à 78 000 le total des sorties aériennes réalisées depuis le début de la guerre du Golfe il y a un mois. Samedi, le commandement américain avait annoncé que deux de ses avions d'attaque au sol A-10 Thunderbolt avaient été abattus par la défense antiaérienne irakienne alors qu'ils effectuaient des raids contre les positions de la Garde républicaine dans le nord du Koweït. Leurs pilotes sont portés disparus.

Un chasseur-bombardier F-16 C Falcon s'est d'entre part écrasé accidentellement

en Arabie saoudite alors qu'il regagnait sa base; le pilote a été tué.

En mer, deux bâtiments de guerre américains ont, semble-t-il, heurté des mines dans le nord du Golfe, lundi, apprenant-on de sources militaires américaines. Le *Tripoli*, bâtiment d'assaut amphibie transportant des marines et des hélicoptères, a annoncé qu'un objet sous-marin avait percuté un tron dans sa coque. La brèche a été rapidement colmatée, et le navire a pu poursuivre sa route sans assistance. Il n'y a pas eu de blessés. Le croiseur lance-missiles *Princeton* a également annoncé avoir heurté une mine deux heures plus tard. On ignore les dégâts occasionnés.

Le Pentagone a de son côté annoncé, dimanche, la mort de trois soldats américains dans le Golfe - dans des circonstances toutefois extérieures aux combats, - ce qui porte à quarante-huit morts le total des pertes américaines. Un sergent âgé de quarante et un ans a succombé à une défaillance cardiaque. Deux autres sergents, âgés de vingt-trois et quarante-deux ans, ont été tués dans des accidents de véhicules. Washington a par ailleurs annoncé qu'un bombardier américain B-52 a été largué, dimanche, ses bombes en Méditerranée à la suite d'un incident technique. L'appareil s'est ensuite posé

sans encombre à Palerme (Sicile), a indiqué un porte-parole du Pentagone. De source informée, à Palerme, on avait auparavant indiqué qu'un B-52 parti de Grande-Bretagne avait atterri dimanche soir à l'aéroport Punta Raisi de Palerme, à la suite d'une avarie dans le système électrique. Le commandant de l'appareil avait demandé tout d'abord à atterrir à l'aéroport militaire Sigonella, proche de Catane (côte orientale de la Sicile), puis, en raison de la longueur insuffisante de la piste, sur l'aéroport civil Fontanarossa de Catane, avant de se poser finalement à Punta Raisi, à la pointe nord-occidentale de l'île, en début de soirée. - (AFP, Reuters, AP.)

Mouvements incessants de troupes et accrochages en première ligne

FRONTIÈRE NORD DE L'ARABIE SAOUDITE
de notre envoyée spéciale

Les traits tirés, les yeux rougis par une nuit sans sommeil, le colonel égyptien Khaled a du mal à récupérer. Le jour se lève à peine et une pluie froide et drue noie le désert dans la brume. Dans la nuit, le bruit et le souffle des explosions des bombes de très forte puissance tombées à plusieurs kilomètres à l'intérieur du Koweït ou de l'Irak ont fait trembler la terre illuminée le ciel d'une lumière très pâle, d'autant plus visible que les nuits sont sans lune. « Ça va aller vite, maintenant », lâche-t-il dans une référence au jour G (ground offensive) que chacun attend.

Si les fameuses bombes à effet de souffle, dont la chaleur dégagée, dix fois supérieure à une bombe normale, fait exploser les mines enfouies dans le sol, ont commencé à être utilisées à l'intérieur du Koweït, aucune n'a encore été employée sur les champs de mines les plus proches de la frontière. Déployés aux avant-postes, à quelques kilomètres de cette frontière qu'ils longent quotidiennement en patrouille, le colonel Khaled et ses hommes gèrent ces bombardements pour une appréciation plus précise de la marche des opérations. « Ça se rapproche », dit-il pourtant. Depuis quarante-huit heures, ses unités n'ont accueilli aucun deserteur irakien, comme si, affirme-t-il, « à l'approche du grand jour, les positions s'étaient figées ».

Dernière le mur de sable qui court en cet endroit le long de la frontière, des chars sont en position, leurs hommes à leurs côtés sur le qui-

vive. En face, c'est le vide et le silence. Pourtant chacun sait que les irakiens sont là, terrés, eux aussi dans l'attente. Dans cette zone, où est déployé le gros des troupes arabes, tout semble prêt. Au milieu du désert, où les positions se chevauchent les unes les autres, Saoudiens, Syriens, Égyptiens, Koweïtiens sont presque au coude à coude. A l'arrivée d'une voiture civile, le scénario est toujours le même : une jeep se détache pour venir contrôler qui va là. Les officiers sont uniformes : ils s'attendent plus que les ordres.

Autour de chaque position, les hommes, trappés par la pluie, vaquent à leurs occupations comme si de rien n'était. Quelques kilomètres en arrière, une cinquantaine de blindés saoudiens, alignés comme à la parade, sont sur le départ, prêts à partir. Ceux-là sont sans doute renforcés pour renforcer les lignes d'artillerie qui couvrent l'arrière. Des caissons sont montés la navette entre le camp principal et les positions avancées dans lesquelles les hommes surveillent sans arrêt ce qui peut arriver.

Sur l'autoroute du désert

Du côté des Occidentaux, c'est aussi le temps des derniers préparatifs. Le long du front, les mouvements sont incessants, plutôt d'ailleurs dans la direction est-ouest, c'est-à-dire de la frontière koweïtienne à la frontière irakienne. Sur l'une des principales routes de ravitaillement de l'armée américaine circulent, avec armes et bagages, les « rats du désert », britanniques successeurs des vainqueurs de Rommel

dans les sables de Libye. Sur la porte avant de leurs camions on blinde, le petit animal peint en rouge se détache du camouflage sable. Sans un regard sur la ville qu'ils traversent, et que la censure interdit de nommer, ils montent sans s'arrêter vers un autre front, étendue de sable plat identique à celle qu'ils viennent de quitter. Sur « l'autoroute du désert », plate tracée d'est en ouest qui s'étend chaque jour au gré des passages et des besoins, une centaine de blindés américains sont aussi en mouvement.

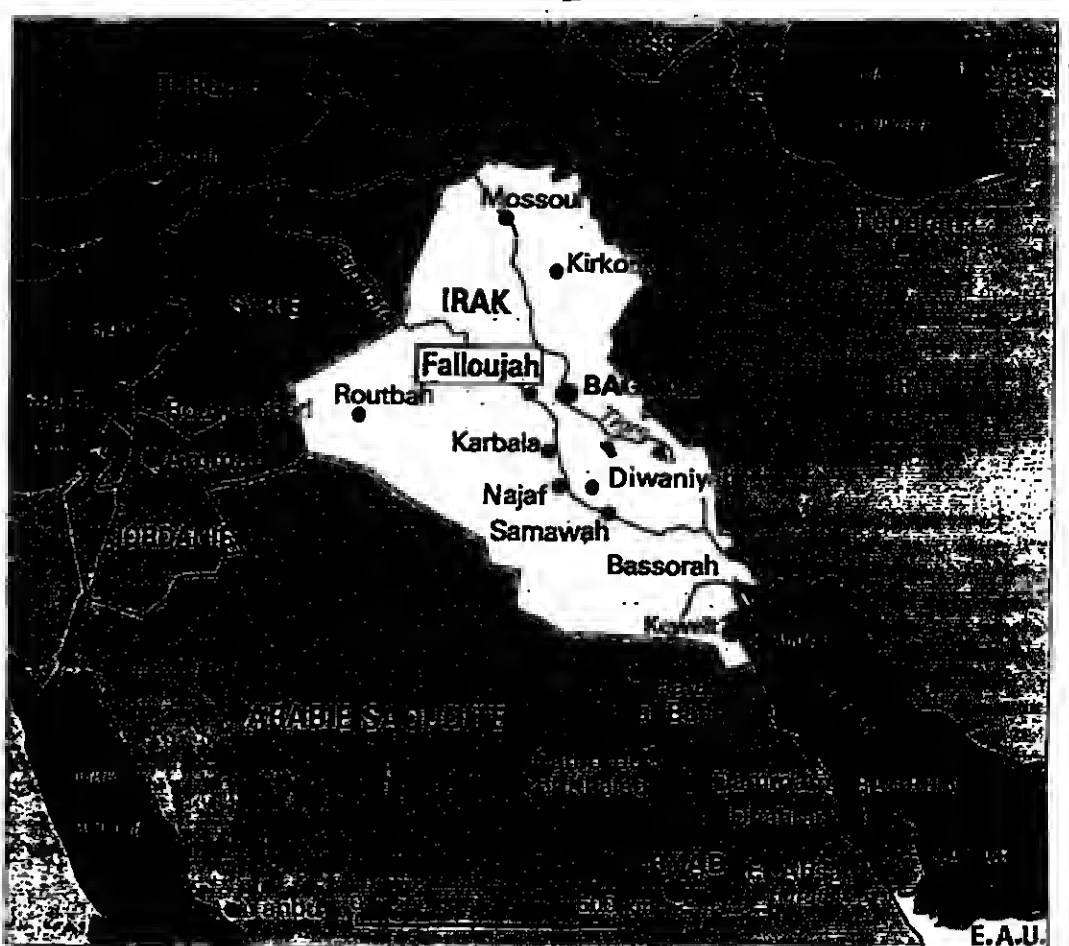
Près du front, des hôpitaux de campagne sont en place et les médecins, fébriles, vérifient et révisent qu'il ne manque rien pour les premiers blessés. Sur les ambulances britanniques, le Croissant rouge la Croix-Rouge, une façon de montrer que la médecine n'a pas de frontière.

Durant tout le week-end, le front s'est animé et sept unités séparées et distinctes selon le commandement américain, ont en lieu, provoqués, pour la plupart, à l'initiative des troupes américaines qui, à l'approche du jour G, multiplient patrouilles de reconnaissance et bombardements d'artillerie sur les postes repérés et pourraient freiner l'évacuation des alliés. Au cours d'une patrouille à l'intérieur de l'Irak, une unité de la première division d'infanterie américaine s'est fait accrocher par une colonne blindée irakienne.

C'est lors de cet accrochage, dimanche à une heure du matin, qu'un hélicoptère Apache, appelé à la rescousse, a tiré un missile Hellfire sur un transport de troupes Bradley et un M-113 de surveillance radar, détruisant les deux véhicules et tuant deux soldats, alors que six autres étaient blessés. Cet incident - le deuxième après celui au cours duquel sept marines ont été tués par un missile tiré d'un avion américain lors d'un même accrochage de nuit il y a environ deux semaines - relance déjà les interrogations sur la valeur des supports aériens dans les combats rapprochés. Après la mort des marines, l'état-major américain avait fait savoir, tout en refusant de donner des précisions, que des mesures avaient été prises pour éviter le renouvellement de tels incidents.

Problèmes de repérage

Des signes distinctifs ont, en tout cas, comme première mesure visible, été placés sur les véhicules alliés pour qu'ils soient mieux identifiés de nuit, le problème semble demeurer. Plus grave, les équipages des Bradley se sont plaints à plusieurs reprises que les hélicoptères Apache, le dernier-né des hélicop-



ters de combats américains, avaient du mal, la nuit, à repérer leurs cibles. « Nous les appelons toutes les nuits, déclarait dimanche un soldat, pour qu'ils détruisent des véhicules que nous observons, et ils n'arrivent jamais à les voir. C'est très frustrant ». Ces difficultés d'identification de nuit inquiètent d'autre part, les officiers américains sur le terrain, qui soulignent que les irakiens vont sans doute essayer, dans les affrontements à venir, de se rapprocher le plus possible pour tenter de paralyser le support aérien sur lequel compte beaucoup l'état-major.

Cet incident n'a toutefois pas empêché la première division d'infanterie américaine de poursuivre la très intense bombardement d'artillerie dimanche, au cours duquel plus de mille roquettes et obus de huit pouces ont été tirés sur des positions irakiennes en Irak. La division a largement utilisé son nouveau système de lance-roquettes multiples. Trois batteries de ces armes ultra-perfectionnées, qui envoient une roquette toutes les 4,2

secondes, soit trente lanceurs de douze tubes chacun, se sont approchées à moins de deux kilomètres de la frontière pour lancer leurs engins à quarante kilomètres en profondeur.

Au cours de deux de ces accrochages, qui ont vu les Américains engager leurs chars, leur artillerie, leurs missiles antichars Tow et leurs hélicoptères, les troupes américaines ont fait vingt prisonniers qui se sont rendus après que leur bunker et leurs lance-roquettes aient été détruits. Ces hommes, qui ont abandonné leurs armes et levé les mains en l'air, ont, en fait, marché vers l'arrière sous la surveillance des hélicoptères Apache. Selon le porte-parole américain, le général Richard Neal, les prisonniers du bunker ont apporté avec eux six mortiers et des documents. Ceux-ci sont à l'étude, a-t-il dit, se refusant à toute précision.

Ces accrochages le long de la frontière, les plus importants depuis l'offensive irakienne sur Khafji, démontrent que l'armée américaine entend bien, avant toute offensive générali-

sée, harceler les troupes irakiennes et nettoyer au maximum le terrain avant que les B-52, en dernier ressort, passent pour débayer les champs de mines de première ligne.

Quoi qu'il en soit de l'offensive, « aucune date, à ce jour, n'a encore été fixée. Nous avons les éléments de surprise bien en main », a déclaré, dimanche, à Ryad, le général Neal, en réponse à une question sur les déclarations de M. Roland Dumas. Les troupes sur le front sont prêtes et, de l'arrière, ne montent plus aujourd'hui que de longues files de caissons de munitions avec leurs caisses de missiles bien visibles, d'essence, de rations de campagne. Sur les pistes du désert, les engins de terrassement bouchent les trous creusés quotidiennement par les convois et les sapeurs s'affairent autour des grands ponts métalliques qui pourront être jetés à travers les tranchées.

Dans leurs trous humides, cassés et armés jusqu'aux dents, les hommes n'ont, pour la plupart, qu'un désir : en finir au plus vite et rentrer chez eux.

FRANÇOISE CHIPAUX

Pour le général Schwarzkopf

« Cela n'aurait pas de sens » d'attaquer les Irakiens s'ils commençaient à se retirer...

Le commandant en chef du corps expéditionnaire américain dans le Golfe, le général Norman Schwarzkopf, a déclaré, dimanche 17 février, dans une interview à la chaîne américaine NBC, que « cela n'aurait pas de sens » d'attaquer les irakiens s'ils commençaient à se retirer massivement du Koweït. Il a estimé qu'un début de retrait tendrait à faire différer l'exécution des résolutions de l'ONU. Le général Schwarzkopf a précisé qu'il ne livrait là qu'une opinion purement personnelle, et que ce serait « à d'autres personnes de prendre la décision ». En réponse à une question sur la possibilité d'accorder une garantie de non-attaque pendant ce retrait, le général a affirmé que c'était une « supposition logique » car « nous ne pouvons pas nous attendre à ce qu'ils évacuent si nous les martelons pendant ce temps ». - (AFP.)

PLUS VITE. MOINS CHER!

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite!

3615 NEUBAUER votre occasion + un grand jeu!

Les offres exclusives gratuites NEUBAUER:

- 205 V.I.P. Cuir/Bois
- ou Intérieur cuir sur la PEUGEOT de votre choix
- ou Contrat Service de 4 ans ou 80 000 km
- ou votre Peugeot super équipée (alarme, toit ouvrant et poste de radio)

* sur présentation de cette annonce jusqu'au 15 mars 1991; ces offres ne sont pas cumulables et ne concernent pas les modèles de base et les séries limitées.

7, bd. Guionnet St-Denis 75007 PARIS ☎ 47 66 02 32
18, rue Cuvier 75007 PARIS ☎ 47 76 67 60
179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎ 42 89 55 91
1, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42 85 53 33
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42 61 15 08
20, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42 93 59 52
227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 49 21 60 21

NEUBAUER
PEUGEOT

L'Inde aurait interdit le ravitaillement des avions américains sur son territoire

NEW-DELHI
de notre correspondant

Le premier ministre indien, M. Chandra Shekhar, a annoncé, dimanche 17 février, la suspension de l'autorisation accordée jusqu'à aux avions américains en route vers le Golfe de se ravitailler en carburant en Inde. « Si les gens n'en veulent pas et si le Congrès est satisfait du retrait de cette facilité, a-t-il indiqué, et bien nous la retirons ».

Cette question faisait l'objet d'une intense polémique et le parti du Congrès-I de M. Rajiv Gandhi avait lancé samedi un quasi ultimatum à ce sujet au premier ministre : « Si le gouvernement ne prend aucune mesure pratique pour mettre fin au ravitaillement avant le 21 février (date de l'ouverture de la session parlementaire), il pourrait être difficile à notre part de le soutenir devant le Lok Sabha (l'As-

semblée nationale), si un vote de confiance est organisé sur cette question », avait souligné un porte-parole du Congrès.

La plupart des partis politiques demandaient l'arrêt immédiat de cette aide logistique qui, selon M. Gandhi, faisait apparaître l'Inde comme prenant parti aux côtés des forces alliées dans la guerre du Golfe. Pour le président du Congrès (I), cette attitude « pro-américaine » était incompatible avec le statut de pays non-aligné de l'Inde.

Une certaine confusion demeurait cependant lundi matin quant à la mise en œuvre de cette interdiction. Deux avions américains ont été ravitaillés à Bombay dimanche soir et un troisième devait l'être lundi. D'autre part, selon l'agence de presse indienne UNI, le premier ministre aurait fait une nouvelle déclaration, qui contredit apparemment ses propos antérieurs sur

le ravitaillement. Mais cette déclaration n'a pas encore été confirmée par d'autres sources.

Une conversation téléphonique s'est déroulée ce week-end à ce sujet entre le président Bush et le premier ministre indien. Il semble qu'en vu du tollé que cette question déclenche en Inde, le président américain ait offert de ne pas demander la poursuite des ravitaillements. D'autre part, il n'a peut-être pas été possible de mettre fin immédiatement aux vols déjà prévus. Enfin, des émissaires d'avions américains pour raisons de « sécurité » restent autorisés. Ces atterrissements semblent dictés, de toute façon, par la volonté de M. Chandra Shekhar de ne pas apparaître comme étant obligé de céder devant le diktat du parti de M. Gandhi.

LAURENT ZECCHINI

هذا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

M. Saddam Hussein a failli être tué lors d'un raid aérien des alliés

selon le « Sunday Times »

M. Saddam Hussein a failli être tué il y a neuf jours dans un bombardement allié, a affirmé le *Sunday Times* dans son édition du 17 février. Selon le périodique britannique, les alliés ne savaient pas que le président irakien se trouvait dans le convoi de cinquante véhicules bombardé à environ 150 kilomètres au nord de Bassorah par deux chasseurs américains F-16. Ils ont ensuite appris, par l'intermédiaire d'opposants irakiens, que M. Saddam Hussein était dans un des véhicules, qui n'a pas été atteint. D'après ces sources, le chef de l'Etat irakien revenait d'une visite à ses troupes en première ligne. Certains de ses gardes du corps auraient été tués ou blessés.

Le *Sunday Times*, citant des sources du Pentagone, affirme en outre que des avions américains équipés de dispositifs électroniques patrouillaient aux environs de Bagdad pour tenter de repérer M. Saddam Hussein, en interceptant des conversations entre le président et ses commandants militaires. L'opération, ajoute le journal, a été baptisée « Option Yamamoto », du nom d'un pilote japonais abattu au-dessus du Pacifique pendant la seconde guerre mondiale après une opération des services de renseignement.

Par ailleurs, le bombardement du bunker-abri de Bagdad n'a pas été une erreur car ce bâtiment constituait bien un objectif militaire, ont affirmé dimanche des responsables

américains en rejetant catégoriquement d'autres informations publiées par le *Sunday Times* selon lesquelles le Pentagone aurait reconnu que « le raid était une erreur ». Ce bâtiment était « absolument un objectif militaire », a souligné le conseiller pour les affaires de sécurité de la Maison Blanche, M. Brent Scowcroft, lors d'une interview à la chaîne de télévision CBS. « Nous n'avons aucun doute » sur le fait qu'il s'agissait d'une « cible légitime » en raison de son caractère militaire, a réaffirmé de son côté le général Richard Neal à Ryad.

Les proches du président irakien visés dans le bunker

Le *Sunday Times* a affirmé que « les informations qui identifiaient ce bâtiment uniquement comme bunker militaire étaient dépassées », en citant « des sources haut placées au Pentagone ». « Même s'ils ont défendu publiquement cette attaque comme une attaque contre une cible légitime, écrit l'hebdomadaire, les hauts responsables du Pentagone admettent en privé qu'ils ont eu tort de ne pas vérifier si ce bâtiment était utilisé par des civils avant de le faire bombarder. » « Les informations recueillies par satellite montraient qu'il s'agissait d'un bunker profond du même type que les autres centres de commandement », a déclaré un haut responsable du Pentagone cité

par le journal, « mais nous n'avions pas d'informations recueillies sur place et nous ignorions totalement que des civils s'y trouvaient ».

L'hebdomadaire *Newsweek*, dans son édition du 25 février, indique pour sa part que le raid avait pour objectif les proches de Saddam Hussein. Selon des sources de renseignements alliées, le bunker avait été identifié « comme l'un de peut-être deux douzaines destinés à abriter les dirigeants et les familles du commandement du Conseil de la révolution et du parti Baas ». *Newsweek* ajoute, en rapportant les propos d'une source gouvernementale alliée non désignée : « Il y a de la place dans le bunker juste pour 1 % de la population de Bagdad... Quel 1 %, pensez-vous, est autorisé dans ces bunkers ? », affirme cette source laissant entendre que les civils très font partie des familles des dirigeants.

Toujours selon *Newsweek*, les plans du bunker avaient été fournis par un constructeur suédois qui l'avait rénové en 1985. Ce qui avait permis d'identifier ses points faibles, à savoir les puits de ventilation. L'hebdomadaire rapporte les propos d'une source au Pentagone à laquelle il était demandé si effectivement les victimes faisaient partie de l'élite dirigeante irakienne. « Je ne sais pas », a-t-il répondu, « y a-t-il une différence entre des femmes et des enfants brûlés ? »

La Royal Air Force s'explique sur l'« erreur » de bombardement de Falloujah

La Royal Air Force a admis dimanche 17 février qu'une bombe lancée par un Tornado et guidée par laser avait manqué sa cible, mercredi dernier, et avait explosé sur un quartier de la ville de Falloujah, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Bagdad. Les autorités irakiennes avaient affirmé samedi que la bombe avait touché un immeuble d'habitations et un marché, tuant cent trente personnes et en blessant soixante-dix-huit autres, ce que la RAF avait d'abord démenti.

LONDRES

de notre correspondant

Après trois communiqués successifs et contradictoires, la RAF a reconnu avoir effectué une mission de bombardement sur Falloujah et expliqué les raisons de cette « erreur ». Le colonel de l'armée de l'air Niall Irving, au cours d'un briefing à Ryad, a montré une bande vidéo de l'opération. Il s'agissait de détruire un pont sur l'Euphrate. Pour épargner la population civile, il avait été décidé de frapper au centre du pont et non aux extrémités, dont l'une touche à la ville elle-même, ce qui aurait été plus efficace.

Les bombes, de 500 kilos chacune, étaient larguées par les Tornado et guidées vers leurs cibles par un rayon

laser émis par un avion Buccaneer volant au-dessus des Tornado.

Quatre bombes ont été lancées, selon le colonel Irving. L'une a détruit le pont en son milieu. Deux autres sont tombées dans le fleuve. La quatrième a atteint un quartier de la ville, à environ 800 mètres du pont, comme l'indiquait la bande vidéo. L'équipage n'est nullement responsable de cette « erreur », due à une défaillance des algorithmes de direction de la bombe. Celle-ci ne suivait plus le guidage du laser et est tombée au hasard. C'était la première fois qu'un porte-parole militaire allié montrait des images d'une bombe manquant sa cible. « S'il y a eu des victimes civiles, je le regrette profondément », a déclaré le colonel.

Prestige intact

La RAF avait d'abord démenti avoir bombardé Falloujah, puis admis avoir atteint le pont mais non la ville. Les autorités militaires britanniques se sont efforcées au cours du week-end de justifier ces contradictions par le fait que les irakiens avaient donné une date erronée pour le bombardement. Radio-Bagdad avait affirmé que celui-ci avait eu lieu jeudi et qu'un Tornado avait été abattu. La RAF avait alors répliqué qu'il n'avait effectué aucun raid contre Falloujah ce jour-là. Quant au Tornado manquant, il faisait partie d'une autre mission, visant un aéroport, et il s'est écrasé à une vingtaine de kilomètres de la ville. Son équipage de deux hommes n'a été porté

disparu. Les irakiens n'ont pas indiqué si ceux-ci étaient vivants ou morts.

L'affaire a provoqué un certain malaise en Grande-Bretagne mais n'a pas en le retentissement de la destruction du « bunker-abri » de Bagdad. L'opinion est prête à admettre assez facilement que des erreurs de ce genre sont inévitables. Même les errements des communiqués militaires successifs n'ont pas suscité une véritable indignation. La RAF jouit d'un prestige intact, qui remonte à son rôle décisif pendant la Bataille d'Angleterre de 1940-1941, et que les raids effectués à très basse altitude par les Tornado contre les aéroports militaires irakiens dans les premiers jours du conflit ont encore renforcé.

Le *Guardian* cite le témoignage d'un journaliste espagnol qui s'est rendu samedi à Falloujah à l'invitation des autorités irakiennes. Celui-ci a indiqué que cette ville de 40 000 habitants avait été bombardée une première fois le 18 janvier et qu'un centre de communications avait été détruit. Il a visité un hôpital où se trouvaient quelques blessés. Le bilan qui lui a été fourni par un médecin, entre trente et cinquante morts et une centaine de blessés, est nettement moins élevé que celui des autorités irakiennes. L'opinion britannique continue de soutenir massivement l'effort de guerre. Selon un sondage de *The Independent* on Sunday, 84 % des personnes interrogées estiment ainsi que cette guerre ne peut pas être « convenablement gagnée » tant que M. Saddam Hussein n'a pas été renversé.

DOMINIQUE DHOMBRES

Pour les oulémas irakiens, l'assassinat de M. Bush et de ses alliés arabes « est le devoir de tous les musulmans »

L'Irak est « prêt pour la bataille décisive », et les alliés ont tort de penser qu'il montre « des signes de faiblesse », a affirmé dimanche 17 février Radio-Bagdad. Le régime de M. Saddam Hussein est « prêt à l'affrontement terrestre ». L'organe du parti unique Baas, *Al-Saoura*, a menacé de « transformer le désert saoudien en cimetière » et de « brûler la moitié d'Israël ». Pour leur part, les oulémas irakiens ont appelé tous les musulmans à la guerre sainte contre les pays de la coalition anti-irakienne et affirmé que l'assassinat du président Bush et de ses alliés arabes « apostats » « est le devoir de tous les musulmans ».

Bagdad a connu samedi sa première nuit calme depuis le début de la guerre du Golfe. Mais ce n'était qu'une pause dans des bombardements. Le maire de la capitale a affirmé que la destruction du système d'égouts par les raids aériens, qui ont également endommagé les canalisations d'eau, risquait de provoquer des épidémies. « Le choléra et la typhoïde pourraient se déclarer bientôt si la population manque d'eau potable », a-t-il dit. Certains Bagdadis doivent s'approvisionner en eau et se laver dans le Tigre, dont l'eau est polluée.

La capitale irakienne utilise tous les moyens à sa disposition pour lutter contre les bombardements. L'armée et la milice organisent le ramassage des vieux pneus et des produits inflammables pour y mettre le feu et créer un épais rideau

de fumée noire cachant la ville aux avions.

Mais cela n'empêche pas les avions de poursuivre leurs missions. Ainsi la ville de Samawa, au sud de Bagdad, a été coupée en deux après la destruction des trois ponts sur l'Euphrate. L'agence irakienne IRNA a aussi fait état de la mort de 250 personnes dans la ville saïte chite de Najaf. Selon des réfugiés arrivés d'Irak et du Koweït en Jordanie, la population irakienne se trouve dans un profond état de choc après l'euphorie éphémère suscitée, la semaine dernière, par l'offre de retrait conditionnel de l'émirat.

Des responsables du Baas tués ?

Toujours selon des voyageurs venant d'Irak, une foule de cinq mille personnes qui manifestaient le 10 février dans la ville de Diwaniyah, à 180 kilomètres au sud de Bagdad, a tué dix responsables du Baas alors qu'ils tentaient d'affronter la foule, qui était des slogans contre M. Saddam Hussein. Ces informations ont été reprises par le journal britannique *Sunday Express*.

L'Irak s'inquiète également des dégâts causés à l'environnement par les bombardements. Ainsi, des pluies noires ont commencé à tomber dimanche dans la province d'Iam, à l'ouest de l'Irak ; cette pollution proviendrait des installations pétrolières pilonnées par l'aviation alliée.

A Washington, le Pentagone a accusé samedi l'Irak d'avoir fabriqué de toutes pièces de prétendus bombardements alliés contre des objectifs civils, les dommages soigneusement des immeubles avant d'y conduire des journalistes occidentaux pour leur faire constater les dégâts. « Nous les avons vu endommager eux-mêmes un immeuble », a affirmé l'amiral Mike McConnell, sans fournir plus de précisions.

A Ryad, de source militaire américaine, on a déclaré que les irakiens avaient été le toit d'une mosquée à Bagdad entre le 4 et le 11 février. « Nous n'aurions pas pu faire cela avec une bombe (...) Le bâtiment, y compris le minaret, étaient intacts », a précisé un officier.

Enfin, au Koweït, plusieurs personnes - entre six et huit dont une ou deux femmes selon les sources - auraient été récemment exécutées par les forces d'occupation. La Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a, pour sa part, accusé l'Irak d'avoir persécuté, torturé ou tué des syndicalistes koweïtiens. (AFP, AP, Reuters.)

Les récits et dépêches des envoyés spéciaux en Irak de toutes les grandes agences de presse internationales sont soumis à la censure préalable des autorités de Bagdad, qui « encadrent » les journalistes. D'autre part, les services de presse des armées alliées stationnées en Arabie saoudite contrôlent la plupart des reportages diffusés par les chaînes de télévision occidentales et exigent notamment que les lieux de tournage ne soient pas indiqués avec précision. La censure militaire préalable n'est pas appliquée en Egypte ni en Jordanie. En Israël, elle existe, mais les autorités n'exigent pas de voir les articles des journalistes avant leur transmission.

BANQUE VERNES

La famille VERNES est notre principal actionnaire. Banque familiale, donc familière, nous savons veiller sur des intérêts privés, avec compréhension et réalisme. Avec compréhension : à une époque où tout se standardise, nous pensons que rien ne peut égaler la personnalisation, le service sur mesure. Avec réalisme : pour nous, une banque privée, c'est une banque ouverte sur son temps, qui ose affirmer ses choix. Et nous n'avons pas peur d'affirmer que notre vocation première est bien de faire gagner de l'argent à nos clients, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises. Conseiller, prêter, rapprocher, gérer, inventer, c'est notre métier.



« Pour confirmer sa vocation de banque privée, la Banque des Marais devient Banque Vernes »

JEAN-MARC VERNES

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions internationales

L'impuissance de l'opposition en Egypte

Si l'opinion éprouve de la « tristesse » devant le sort de l'Irak matraqué par les bombardements, les islamistes restent divisés à l'égard de Saddam Hussein, dénonçant même sa « fausse conversion »

LE CAIRE

de nos envoyés spéciaux

« C'est une guerre coloniale. » Porte-parole et figure de proue des Frères musulmans, ancien député, M. Maamoun El Hodeibi n'a qu'une phrase pour qualifier le conflit du Golfe auquel son pays, l'Egypte, participe aux côtés des américains. Il a, comme d'autres petits partis d'opposition, réclamé le retrait des troupes égyptiennes d'Arabie saoudite. Mais, dans le même temps, il condamne l'occupation du Koweït par l'Irak, « dangereuse, illégale, porteuse de troubles dans la région et offrant un prétexte à une intervention étrangère ».

La position de M. Hodeibi est révélatrice de l'embarras d'une opposition divisée et impuissante à mobiliser la rue contre une politique — celle du président Hosni Moubarak — qu'une partie de la classe politique déteste. Si l'est si hostile à la « guerre coloniale » dans laquelle le président Moubarak a plongé l'Egypte, pourquoi M. Hodeibi n'appelle-t-il pas à la révolte — ou tout au moins à une opposition active — à la ligne du raisonnement ? « Nous ne voulons pas d'affrontement avec le gouvernement contre lequel nous ne désirons pas commettre d'actes agressifs », assure-t-il avant de reconnaître qu'il s'agit « inutile d'opposer à manifester (contre la guerre) car toute manifestation serait immédiatement réprimée ».

La peur de la répression n'est toutefois pas la seule raison de cette prudence. Le 7 février dernier, ils n'ont été qu'une soixantaine à se retrouver dans les rues du Caire à l'appel des Frères musulmans, du Parti socialiste du travail (PST), qui sert en fait de couverture aux islamistes, des marxistes nassériens, du Rassemblement progressiste unioniste et de trois autres petites formations. Certes, les autorités avaient

pris les devants et déployé un impressionnant dispositif de sécurité pour contraindre cette manifestation qu'elles avaient interdite. Mais, en d'autre temps, de telles démonstrations de force de la part du gouvernement n'avaient pas empêché la rue de bouillonner.

Quant à la prévention des Frères musulmans contre tout « acte agressif », elle paraît bien nouvelle au regard des précédents au cours desquels ils n'avaient pas répué à utiliser largement la violence. Aujourd'hui, le langage est tout de modération. « Nous sommes des gens raisonnables, sensés. Nous ne sommes pas des fous », dit M. Hodeibi tout en regrettant de ne pouvoir avoir accédé aux grands médias et de voir le message des Frères musulmans écorché sous « la propagande gouvernementale en faveur de la guerre ».

« Un masque destiné à cacher des péchés »

Il est vrai que les islamistes ne bénéficient plus de la tribune de choix dont ils disposaient il y a encore quelques mois, à savoir celle du Parlement où ils occupaient trente-sept sièges — sous l'étiquette du PST — jusqu'à octobre dernier, date à laquelle l'Assemblée a été dissoute. Les Frères musulmans ont ensuite boycotté les élections de fin novembre-début décembre, tout comme l'autre grand mouvement d'opposition, le Wafd, libéral (trente-cinq sièges dans l'ancien Parlement). Aujourd'hui, seuls quelques islamistes ayant enfreint les consignes de boycottage siègent dans un Parlement contrôlé à plus de 80 % par le Parti national-démocratique du président Moubarak. Encore les islamistes sont-ils divisés

sur la guerre du Golfe. Ainsi, M. Fahmi Hweidi, un islamiste modéré, n'hésite pas à dénoncer la « fausse conversion » de Saddam Hussein, l'accusant d'imposture et de méconnaissance totale de l'Islam. Dans un récent article publié par *Al-Ahram*, M. Hweidi s'est employé à souligner « la sauvagerie et les crimes » du président irakien dont le dernier en date est « l'invasion d'un autre pays arabe et musulman, le Koweït ». S'écroulant que des croyants « puissent oublier ces crimes, dont le viol du Koweït, par le simple fait que Saddam Hussein ait joué un bon musulman », l'auteur estime que « l'Islam, dans le discours de Saddam, n'est qu'un masque destiné à cacher des péchés innombrables ».

Or M. Hodeibi ne porte pas le numéro un irakien dans son cœur et affirme avoir souhaité dans le passé sa disparition. Il estime que ce n'est plus le moment de réclamer le départ de celui dont il dit qu'il « est devenu un symbole de résistance pour avoir tenu tête à une formidable coalition ». « Le problème, ce n'est pas Saddam, en fait c'est sa puissance », poursuit-il en jugeant que les bombardements de la coalition ne constituent pas « le moyen de libérer le Koweït mais de le détruire et d'endosser l'Irak ». Face à ces attaques, « Saddam tient », dit M. Hodeibi, « les gens en sont conscients ».

Ces divergences, on les retrouve dans l'ensemble de l'opposition puisque le Wafd, lui, a publiquement affirmé son appui à la politique du gouvernement du président Moubarak dans la crise du Golfe. Un soutien sans nuance affiché dès le début des événements, dans la logique des prises de position du parti de M. Fouad Serag Eldin bien avant la guerre, lorsqu'il critiquait le gouvernement égyptien pour son attitude jugée alors trop amicale vis-

à-vis de l'Irak. A cette époque, le Wafd reprochait aux autorités de fermer les yeux sur les mauvais traitements dont étaient victimes les Égyptiens en Irak. Il avait en outre vu d'un mauvais œil l'adhésion de l'Egypte au Conseil de coopération arabe (CCA) aux côtés de l'Irak, du Yémen et de la Jordanie.

L'embarras des intellectuels

Aux divisions de l'opposition répond l'embarras des intellectuels égyptiens. « Aucun intellectuel ne se prononcera catégoriquement pour ou contre » la guerre du Golfe, d'autant qu'il s'agit, en la matière, « moins de rationnel que d'émotif », assure M. Mohamed Sid Ahmed, journaliste et l'un des principales personnalités du Rassemblement progressiste unioniste. Quant au calme — jusqu'à présent — de la rue, il est dû, explique M. Sid Ahmed, à une spécificité égyptienne, à « des critères alternatifs » par rapport au reste du monde arabe. Si, pour beaucoup d'Arabes, estime-t-il, Saddam Hussein, qui « a osé dire « non » aux riches », est devenu « un personnage charismatique », le président irakien est perçu tout à fait différemment dans la Vallée du Nil.

D'abord, la région du Golfe est « complémentaire » de l'Egypte, ne serait-ce que par les importantes occasions de travail qu'elle offre et, donc, « un Golfe tranquille est une nécessité ». Dans ces conditions, « Saddam dérange ». En outre, ajoute M. Sid Ahmed, « il est positif d'être Nasser dans le monde arabe, ça ne l'est pas forcément en Egypte » étant donné la mise en évidence qui a été faite dans le pays, depuis 1970, des « aspects négatifs du nassérisme ». En troisième lieu,

les Égyptiens gardent au souvenir cuisant de l'Irak — porteur d'« hostilité » — en raison des problèmes liés à l'émigration de centaines de milliers d'entre eux vers le pays de Saddam Hussein où l'accueil a été très loin de répondre à leurs vœux. Humiliation, mauvais traitements et morts suspectes sont encore dans toutes les mémoires.

Reste cependant — chez de nombreux Égyptiens — un mélange de sentiments qui ne fait que croître à mesure que dure la guerre et le matraquage de l'Irak, soulignant-t-on de diverses sources au sein de l'opposition. D'une part, il y a, sinon un soutien, du moins une acceptation de la guerre, voire de l'indifférence; d'autre part, parce un sentiment de « gêne » ou de « tristesse » devant le sort de l'Irak et des Irakiens soumis à un tel traitement de la part de la coalition — dont beaucoup se demandent quelle est finalement son véritable objectif. Si l'on s'agit que de libérer le Koweït, pourquoi alors bombarder et détruire les ponts de Bagdad? se demande-t-on avec une insistance croissante. Ce genre de questions ne fait que se multiplier avec la prolongation du conflit, qui paraît de plus en plus suspecte aux yeux de certains. Ainsi de l'auteur de cet article paru le 14 février dans *the Egyptian Gazette* et qui attribue à des buts purement mercantiles la volonté de certains membres de la coalition anti-irakienne de faire la guerre.

Le calme de la rentrée universitaire

Du côté du pouvoir, qui bénéficie d'un atout de poids avec le soutien inconditionnel de l'islam officiel — le grand mufti a notamment assuré que les musulmans avaient le devoir

de combattre l'Irak, — on se réjouit bien sûr du « consensus » autour de la politique du président Moubarak. « Une très, très grande majorité en Egypte soutient l'action du gouvernement », estime M. Mohamed Abdallah, un proche de M. Moubarak et président de la commission des affaires étrangères du Parlement, pour qui cette situation est due au fait que les Égyptiens, qui « doivent respecter la légalité, sont conscients du vrai visage de Saddam Hussein » et ont en — pour nombre d'entre eux — à souffrir directement de l'invasion du Koweït. Que la guerre traîne en longueur, accroissant les destructions et pouvant développer un sentiment d'administration pour le président irakien, « n'affectera que marginalement le soutien populaire à la politique du gouvernement », estime encore M. Abdallah.

Tout le monde n'est pas d'accord avec cette analyse en Egypte. Certains redoutent, en effet, qu'une prolongation de la guerre sur plusieurs mois ne provoque une gréve que les difficultés économiques rencontrées par nombre d'Égyptiens en raison du conflit pourraient alimenter. « La solution idéale pour Moubarak », dit M. Sid Ahmed, « aurait été une guerre courte et une élimination rapide de Saddam Hussein ». Certes, le pouvoir a passé avec succès le test redouté de la réouverture, le 9 février, de l'université. La reprise des cours — reportée de quinze jours par crainte de troubles — s'est faite sans incident pour les six cent cinquante mille étudiants égyptiens.

Mais « le fait que la rue est calme ne veut pas dire qu'elle soutienne Moubarak », estime encore M. Sid Ahmed. Et, depuis la révolte de 1979 (contre les Britanniques, qui a fait plusieurs centaines de morts), aucune émeute n'a pu être prévue en Egypte. Toutes ont explosé soudainement.

ALEXANDRE BUCCIANI et YVES HELLER

En Turquie

Un sabotage provoque le déraillement d'un train militaire

En Turquie, le déraillement d'un convoi militaire, dû à un sabotage, a fait un mort et plusieurs blessés, samedi 16 février. De nouveaux attentats anti-américains ont également eu lieu en Amérique latine.

Un premier acte de sabotage grave a eu lieu, samedi 16 février, en Turquie, dans le sud-est anatolien : l'adjudant d'un chef de train a été tué à Pazarelik lors du déraillement d'un convoi acheminant du matériel militaire vers le quartier général de l'armée turque, à Malatya, où stationne une partie de la force d'intervention de l'OTAN. Un rail de dix-huit mètres avait été enlevé. Selon le gouverneur par intérim de Kahramanmaraş, une « enquête de grande envergure » aurait été ouverte sur ce sabotage qui n'avait pas été revendiqué lundi en fin de matinée.

L'enquête s'enrichira sans doute du témoignage de trois personnes placées en garde à vue la veille à Pazarelik : elles avaient été surprises, vendredi, alors qu'elles tentaient de dévisser les boulons de hooage des rails sur cette même voie de chemin de fer, selon l'agence turque Anatolie. L'une d'elles appartenait, toujours selon les mêmes sources, à une « organisation » politique.

Attentat à l'explosif à Lima

Au Pérou, un attentat à l'explosif a détruit, samedi 16 février, un restaurant de la chaîne américaine Kentucky Fried Chicken situé dans un quartier chic de Lima. Cinq personnes ont fait irruption dans le restaurant en tirant des coups de feu en l'air avant d'ordonner aux propriétaires de quitter les lieux. Le commando a ensuite fait exploser deux bombes, l'une à l'intérieur du restaurant, l'autre devant le bâtiment.

Une troisième charge explosive, a été découverte après l'attentat dans le parking du restaurant. L'établissement a été détruit et douze personnes ont été blessées.

L'attentat n'avait pas été revendiqué lundi, en fin de matinée, mais la police soupçonnait le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), qui signerait, dans ce cas, son quatorzième attentat contre les intérêts des pays de la coalition anti-irakienne depuis le début de la guerre du Golfe.

La veille, le département d'Etat américain avait conseillé à ses ressortissants d'éviter de se rendre au Pérou en raison de la multiplication des attentats visant les « bâtiments diplomatiques américains, les intérêts commerciaux et les organisations religieuses ». Dans un communiqué publié ven-

dredi soir, il invitait les Américains désirant se rendre au Pérou à reporter leur voyage ou à se faire enregistrer, dès leur arrivée, auprès de l'ambassade américaine à Lima.

Un second attentat anti-américain a eu lieu, samedi 16 février, toujours en Amérique latine : la résidence du personnel de sécurité de l'ambassade des Etats-Unis, à Santiago-du-Chili, a été attaquée au lance-roquettes et à l'arme automatique par un commando qui a pris la fuite. La roquette n'a pas explosé mais son impact a endommagé un véhicule et un soldat a été légèrement blessé par des éclats de verre.

Les opposants de San-Francisco

Suite de la première page

« Si l'on avait encore besoin d'une preuve pour comprendre que Bush est prêt à tout pour s'assurer le contrôle du pétrole au Moyen-Orient, la voilà », affirme Bill Saeling, l'un des animateurs de Greenpeace à San-Francisco.

Au stand du très minoritaire Parti socialiste, l'envoi d'un message au président des Etats-Unis proclamant : « Ne fermez pas la parole aux négociations », fait recette. Un peu plus loin, celui du tout jeune mouvement Brisons le blocus médiatique attire des dizaines de curieux. Sur d'immenses panneaux sont épinglés des témoignages d'informations censurées ou passées sous silence, des lettres de parents ou d'amis mobilisés pour l'opération « Tempête du désert ». A côté, on a installé une chaise et une caméra amateur sur fond de sigles pacifistes pour enregistrer les témoignages de tous les « déçus » de l'information. « Nous voulons créer un média alternatif parce que nous ne pouvons pas croire des journaux qui ne s'intéressent qu'au nombre et à la précision

des bombes », explique l'une des responsables du stand.

La communauté homosexuelle, importante et très organisée à San-Francisco, est, elle aussi, largement mobilisée. Des mouvements tels que Act Up, qui mènent depuis plusieurs années un combat national et international contre le sida, ou les Lesbien et gays contre l'interventionnisme, nés dans les années 80 pour protester contre la politique de Washington en Amérique centrale, ouvrent des stands dans chaque manifestation.

Menace sur les fonds pour la lutte contre le sida

La communauté homosexuelle voit surtout dans l'engagement des troupes américaines et dans son coût une menace sur les fonds attribués à la lutte et à la prévention contre le sida. « A l'heure où tout le monde a les yeux rivés sur le Golfe », explique Bill Haskell, de Act Up, nous devons rappeler à ce pays que notre communauté, elle, est en guerre depuis dix ans et que, dans ce seul pays, plus de 110 000 per-

En Grande-Bretagne, en Espagne et en Italie

Manifestations pacifistes devant des bases militaires

De nouvelles manifestations contre la guerre du Golfe ont eu lieu dimanche 17 février, notamment autour des bases militaires britanniques et espagnoles utilisées par les B-52 américaines.

Les militants antiguerre s'étaient donné rendez-vous, dimanche, devant les bases militaires européennes utilisées par les bombardiers américains en route pour le Golfe. Six cents pacifistes britanniques se sont réunis en silence autour de la base de Fairford, à 120 kilomètres à l'ouest de Londres, à l'appel de la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND).

Des rubans noirs et des colombes en papier ont été accrochés sur l'enceinte de fil de fer barbelé de la base, qui accueille

depuis le début du mois de février huit bombardiers américains porteurs chacun de 20 tonnes de munitions, de 30 tonnes de bombes. Le député travailliste Tony Benn a déclaré lors de cette manifestation que la guerre du Golfe « n'a pour but unique de garantir les approvisionnements en pétrole de l'Occident ».

Une manifestation semblable avait lieu au même moment à une cinquantaine de kilomètres de Séville, en Espagne, autour de la base militaire de Moron de la Frontera, utilisée, elle aussi, par les bombardiers B-52 américains. Plus de trois cents personnes ont formé une chaîne humaine autour de la base en demandant l'arrêt immédiat de la guerre.

Des manifestations ont également eu lieu en Italie où des pacifistes se sont réunis autour de deux bases militaires, l'une à Sigonella,

en Sicile, l'autre à San-Damiano dans le Piémont. En Sicile, une chaîne humaine de 3 kilomètres constituée de près de deux mille cinq cents personnes a encerclé la base de l'OTAN de Sigonella, où des oliviers, symboles de paix, ont été plantés par les pacifistes. A San-Damiano, une seconde chaîne humaine de huit mille personnes a entouré la base aérienne avant de déposer des fleurs non loin de l'enceinte.

Enfin, les interceptions de trains transportant du matériel militaire américain se sont poursuivies, notamment en Italie, où une quarantaine de manifestants anti-guerre ont bloqué un convoi acheminant vingt chars américains dans le Golfe près du port de Livourne dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 février.

sonnes sont déjà mortes du sida et que des millions sont probablement infectés par le virus. Selon Bill Haskell, l'administration Bush a d'ores et déjà opéré des coupes dans les subventions allouées à la lutte contre le sida. « Mots contre cela », constate-t-il avec amertume, nous étions les seuls à manifester. Tous ceux qui sont là aujourd'hui où étaient-ils alors? »

Pourtant, parmi les nombreuses communautés représentées dans ces manifestations, on voit rarement les représentants des communautés noire et hispanique, si importantes à San-Francisco. Tous les mouvements organisés depuis le début de la crise du Golfe sont très majoritairement blancs. « Notre communauté cherche tellement à se sentir intégrée aux Etats-Unis qu'elle ne veut pas aller se montrer dans les manifestations par crainte d'apparaître anti-américaine », observe John Gamboa, le président du centre de recherche Latino Issues Forum à San-Francisco, qui regroupe de nombreuses associations hispaniques. La « prudence », voire le « conservatisme », qu'il constate au sein de sa communauté n'ont toutefois pas empêché ses militants de dénoncer très fortement l'envoi de troupes américaines.

Ainsi, en décembre dernier, John Gamboa et trois autres leaders latino-américains ont acheté une pleine page de publicité dans l'édi-

tion de la côte ouest du New York Times pour publier un message à l'intention de l'émir du Koweït avec, en tête, l'adresse suivante : « Suite présidentielle du Sheraton Hotel, Taïf, Arabie saoudite. » Plusieurs questions lui étaient posées, dont celles-ci : « Est-il juste qu'il y ait plus de soldats de Los Angeles que de soldats koweïtiens dans le désert? » Ou encore : « Où pensez-vous réinvestir vos profits alors que la guerre voit diminuer les crédits alloués à l'éducation, à la santé, à l'aide aux familles défavorisées dont les fils et les filles défendent vos champs de pétrole? »

« Il est peut-être plus en sécurité là-bas... »

Avec 100 000 soldats d'origine hispanique actuellement mobilisés dans le Golfe et, selon lui, « plus de décorés pour conduite héroïque en temps de guerre que toutes les autres minorités américaines », John Gamboa estime que nul ne peut mettre en doute le patriotisme de sa communauté. « Nous ne sommes absolument pas pacifistes », affirme-t-il. Beaucoup d'entre nous ont appris dans leur pays d'origine le prix de la démocratie. Mais quelle est la défense de la démocratie au Koweït? Pourquoi les plus pauvres des Etats-Unis iraient-ils défendre les plus riches du Moyen-Orient? La guerre pour une mauvaise cause, le coût à payer en vies

هكذا من الاصل

PASCALE ROBERT-DIARD

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions internationales

Hassan II est « satisfait » que l'Irak « accepte » de se retirer du Koweït

A la suite de ses homologues maghrébins, le roi Hassan II a exprimé, samedi 16 février, la « satisfaction » du Maroc après « l'acceptation » de l'Irak à se retirer du Koweït, « conformément » à la résolution 660 du Conseil de sécurité. L'offre irakienne constitue « un pas positif sur la voie d'une paix juste dans la région », a considéré le souverain chérifien. Quelques heures auparavant, à Alger, le ministre algérien des affaires étrangères, M. Sid Ahmed Ghazali, avait estimé que les pays coalisés devaient « répondre positivement » au geste de Bagdad. Si ce n'est pas le cas, a souligné le ministre algérien, « cela veut dire que la guerre a un autre objectif (que l'application des résolutions de l'ONU), à savoir : la destruction de l'Irak ».

Après les violentes manifestations de vendredi à Alger, visant les locaux de l'ONU et les bureaux de certaines compagnies aériennes, l'Egypte a décidé, en signe de protestation, d'interrompre tous les vols d'Egyptair sur Alger. En Tunisie, ce sont les bureaux du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, parti gouvernemental) qui ont été, dimanche, le cible de militants islamistes. Dous rapports notre correspondant à Tunis, Michel Deuré. Le président Ben Ali devait s'entretenir, lundi, avec le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez. Celui-ci achève ainsi une tournée au Maghreb, qui l'a conduit successivement au Maroc, en Mauritanie, en Algérie et en Libye.

Un nouveau ministre de l'intérieur a été nommé en Tunisie

TUNIS

de notre correspondant

Le président Ben Ali a nommé, dimanche 17 février, M. Abdallah Kallal au poste de ministre de l'intérieur, en remplacement de M. Abdelhamid Escheikh. Aucune explication n'a été fournie sur ce brusque changement, annoncé par un communiqué de deux lignes, diffusé dans la soirée. Il semble, du moins dans l'immédiat, que M. Kallal cumule ses nouvelles fonctions avec celles de ministre de la défense qu'il assume depuis deux ans.

Ainsi se trouveront placées sous une même direction l'armée et les forces de sécurité, en état d'alerte depuis la veille du déclenchement de la guerre du Golfe. Cela devrait donc faciliter une meilleure coordination des tâches des militaires et des policiers chargés du maintien de l'ordre, au moment où les manifestations populaires de soutien à l'Irak se déroulent quotidiennement dans le pays.

Samedi encore, une marche a réuni, dans les rues de Tunis, quelque huit mille personnes. Si, dans la capitale, ces démonstrations bien encadrées se passent généralement sans incidents, il n'en est pas toujours de même dans certaines localités de l'intérieur. Des heurts ont été signalés à plusieurs reprises entre manifestants et forces de l'ordre, à la suite de « provocations » qui, selon les autorités, sont le fait des islamistes. Ces derniers ont

aussi, semble-t-il, mis au point une nouvelle tactique consistant à lancer de véritables opérations de commanda contre les locaux du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) au pouvoir. Plusieurs bâtiments ont ainsi été attaqués à coup de pierres, ces derniers semaines, dans la périphérie de Tunis.

Mais dimanche, à l'aube, l'expédition contre le siège du comité de coordination du RCD de Tunis, dans le centre de la capitale, a pris des proportions plus graves. Selon un communiqué du ministère de l'intérieur, une trentaine d'individus masqués, munis de couteaux et de marteaux, ont envahi le local et s'en sont pris aux deux gardiens, qu'ils ont ligotés et aspergés d'essence, pour tenter de les brûler vifs. Deux autres personnes ont été poignardées. Les quatre blessés ont été hospitalisés, les deux brûlés se trouvent dans un état « extrêmement grave ». La police a pu arrêter « un certain nombre » d'agresseurs, qui « ont reconnu l'appartenance de leur bande » au mouvement islamiste Ennahdha, déclare-t-on au ministère de l'intérieur. « De tels actes aussi graves et répétés, commis avec préméditation, constituent le sabotage et le crime planifié et organisé », ajoute le ministère.

Est-ce seulement une coïncidence ? Ce communiqué a été publié quelques instants après l'annonce du remplacement de M. Escheikh à la tête du ministère de l'intérieur. Ce dernier, qui passe

pour être un proche du chef de l'Etat, s'était pourtant employé, depuis le début de l'été, à lutter avec beaucoup de fermeté contre l'activisme des islamistes. Plus de deux cents d'entre eux, parmi lesquels plusieurs dirigeants d'Ennahdha, sont actuellement incarcérés et attendent d'être jugés. Samedi, l'un d'entre eux, M. Fadhel Al-Beldi, a été condamné à quinze mois de prison avec sursis pour diffamation et publication de « fausses nouvelles, susceptibles de troubler l'ordre public ».

MICHEL DEURÉ

Passé d'armes entre M. Shamir et M. Lévy sur la question palestinienne

C'est peut-être le signe que la fin de la guerre approche : les féroces batailles politiques au sein du parti au pouvoir, le Likoud (droite nationaliste), ont repris de plus belle en Israël.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Des tirs nourris viennent d'être échangés entre l'entourage du chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, et le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy. Le débat relève à la fois du différend de fond – sur l'après-guerre du Golfe – et de la bataille de succession au sein du Likoud : contre M. Lévy, M. Shamir pousse en avant M. Moshe Arens, ministre de la défense.

M. Shamir juge « prématurées » les démarches de son ministre des affaires étrangères qui entend promouvoir une initiative diplomatique israélienne, en direction des Palestiniens et des pays arabes, avant que l'Etat hébreu n'ait subi les pressions des Etats-Unis.

Le chef de la diplomatie israélienne accuse les proches de M. Shamir d'avoir trépidé le voyage à Washington qu'il devait faire la semaine passée. Mettant M. Lévy devant le fait accompli, M. Shamir avait dépeché M. Arens à Washington quelques jours avant la date prévue pour le voyage du

ministre des affaires étrangères – qui décide alors d'annuler sa visite aux Etats-Unis.

Dans un coup de colère spectaculaire – même au regard des normes de la vie politique israélienne –, M. Lévy a accusé l'entourage du premier ministre « de vouloir salir son nom » et de « comploter » dans son dos.

Intervenant à la télévision, il a encore dénoncé « ceux qui commencent à paniquer dès qu'on parle de processus de paix ». En termes très peu voilés, la bordée de critiques visait directement le premier ministre.

Premier Scud sur le sud

M. Lévy accuse encore l'entourage du chef du gouvernement – qui dément – d'être à l'origine de ce qu'on appelle ici « l'affaire Shoval ». Ce serait les proches de M. Shamir qui auraient incité l'ambassadeur israélien aux Etats-Unis, M. Zalman Shoval, à critiquer publiquement les réticences du gouvernement américain à accorder sa garantie à un prêt de 400 millions de dollars que l'Etat hébreu entend contracter auprès de banques privées pour financer l'intégration des juifs soviétiques.

Washington estime n'avoir pas suffisamment d'assurances que l'argent ne servira pas à installer les nouveaux immigrants dans les

territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

Les déclarations de l'ambassadeur ont suscité la colère de la Maison Blanche. L'affaire préfigure sans doute ce que sera l'attitude des Etats-Unis à l'égard d'Israël, une fois finie la guerre du Golfe, et elle fait peut-être déjà partie de cette campagne de pressions diplomatiques sur l'Etat hébreu ébauchée par M. Lévy – lequel devrait finalement se rendre cette semaine à Washington.

Mais on n'en est pas encore à la diplomatie. Pour l'heure, Israël essuie toujours les tirs de missiles irakiens. Samedi soir, deux engins sont allés frapper le pays, l'un au nord, l'autre au sud, sans faire de victimes ni de dégâts matériels.

C'est la première fois qu'un missile est dirigé vers le sud d'Israël ; il est allé s'écraser quelque part dans le désert. La presse estime qu'il est possible que les irakiens aient voulu donner l'impression qu'ils vissent Dimana, localité censée abriter les installations nucléaires israéliennes.

Une des premières conséquences de la poursuite de la guerre est la diminution de l'immigration des juifs soviétiques. Selon les chiffres de l'Agence juive, celle-ci a baissé de moitié, au moins, avec seize mille arrivants depuis le début de l'année alors qu'on en attendait plus de trente mille.

ALAIN FRACHON

En Corée du Nord, une occasion de relancer l'anti-américanisme

TOKYO

de notre correspondant

Le grand événement qu'est traditionnellement, depuis une décennie, l'anniversaire, le 16 février, du fils et héritier désigné du président Kim Il Sung, M. Kim Jong Il a donné lieu cette année à des manifestations de liesse populaire marquées par un nouveau thème dans la farouche propagande anti-américaine du régime nord-coréen : la guerre dans le Golfe.

Depuis le début des hostilités, la « couverture » de la guerre par la presse de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) est d'une ampleur inhabituelle. Evidemment orientées et reflétant uniquement le point de vue de Bagdad, les informations sur le déroulement de la guerre sont diffusées plus rapidement que d'ordinaire. Un éditorial récent du *Rodong Sinmun*, organe du Parti du travail, donne le ton : « La nature agressive et pillarde des impérialistes n'a pas changé ».

La RPDC n'a pas officiellement pris parti dans le conflit et nie des informations en provenance de Séoul selon lesquelles elle aurait fourni des armes à l'Irak. Mais la guerre est utilisée par le régime comme une illustration du caractère belliqueux des Etats-Unis, la présence de quarante-trois mille soldats américains au sud de la péninsule étant, selon lui, l'obstacle majeur à la réunification du pays.

Le conflit est aussi l'occasion de dénoncer la Corée du Sud, « à la solde des Américains », qui a décidé de fournir une aide financière en matériel et en hommes (équipes médicales essentiellement) : « L'histoire ne pardonnera jamais aux dirigeants du Sud le crime abominable d'avoir envoyé à la mort des citoyens coréens pour

servir la cause des impérialistes américains », affirmait récemment Radio-Pyongyang.

Cette propagande sert également à consolider l'unité nationale en détournant des problèmes quotidiens l'attention de la population. Selon les autorités du sud et des sources est-européennes à Pékin, en effet, la RPDC souffrirait d'une pénurie alimentaire consécutive à des récoltes particulièrement mauvaises.

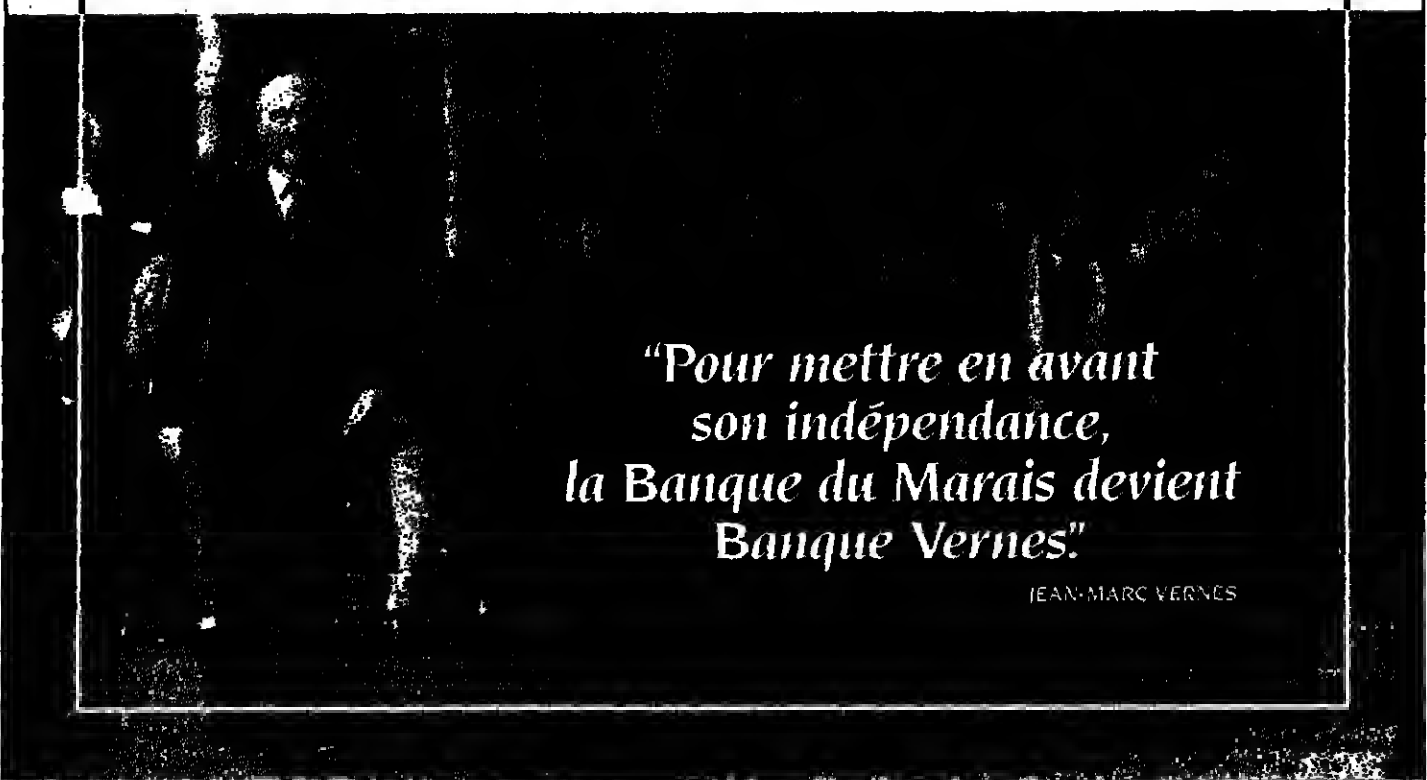
Les délégations étrangères invitées pour célébrer l'anniversaire de M. Kim Jong Il, dont la principale était dirigée par le président d'Ethiopie, M. Mélé Mariam Mengistu, ont congratué les autorités sans apparemment se soucier de l'âge réel de celui dont on fêtait l'anniversaire. Dans les documents officiels, il n'y a plus trace de la date de naissance de M. Kim Jong Il. La dernière mention remonte à 1975 : on apprenait alors, dans un livre destiné aux étrangers, qu'il était né en 1941. Il aurait donc cinquante ans. Mais, pour l'hagiographie officielle, il n'en a que quarante-neuf. De même, son lieu de naissance (apparemment Khabsanvsk) est devenu la montagne symbolique de la Corée, le mont Paekdu, où est commémorée la naissance d'une « étoile ».

Il semble que cette réécriture du roman familial des Kim – déjà abondamment pratiquée pour M. Kim Il Sung – soit destinée à faire franchir la même année au père et au fils deux caps symboliques dans leur existence : cinquante et quatre-vingts ans. En 1992, estiment certains experts japonais, M. Kim Il Sung, alors octogénaire, pourrait se retirer, laissant la place à son fils, actuellement « numéro deux » dans la hiérarchie du régime, pour devenir une sorte de patriarche à la Deng Xiaoping.

PHILIPPE PONS

BANQUE VERNES

A la Banque VERNES, nous avons une conception positive de l'indépendance. Notre indépendance nous donne la rapidité de décision, nous oblige aussi à la créativité. La rapidité de décision, nous la prouvons quotidiennement dans les tours de table, les prises de participation, les lignes de crédit que nous établissons. La créativité, nous la manifestons dans la gamme des produits et services financiers que nous adaptons aux besoins de chacun. Qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises. Nous tenons à notre indépendance pour mieux contribuer à la réussite de nos clients.



« Pour mettre en avant son indépendance, la Banque du Marais devient Banque Vernes »

JEAN-MARC VERNES

LA GUERRE DU GOLFE

Le débat sur la « couverture » du conflit par les médias

Le « patron » du SIRPA dénonce
« une exploitation injuste » par la presse
des propos de certains militaires

« Ce serait une erreur fondamentale et ce serait totalement injuste d'affirmer que le moral des pilotes de l'armée de l'air française n'est pas bon, qu'ils n'ont pas la foi dans leur mission et que leur matériel est mauvais », a déclaré, samedi 16 février à Paris, le général Raymond Germon, qui dirige le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA). Le général Germon entendait répondre à ce qu'il a appelé « une exploitation injuste » par la presse des propos tenus par deux pilotes français lors de la visite, jeudi 14 février, du premier ministre sur leur base saoudienne de Al Ahsa (le Monde du 16 février). Ces pilotes s'étaient plaints, en des termes particulièrement vifs, de leur isolement, de la vétusté de leurs avions et de la modicité de leur participation aux opérations.

« Il ne faut pas demander à des hommes qui mènent des opérations dans d'excellentes conditions, puis, que nous n'avons pas de pertes après mille sept cents sorties aériennes et mille sorties d'avions de combat, de ne pas avoir d'avis ni d'opinion », a expliqué le « patron » du SIRPA. Si

quelqu'un confie : « Nous avons un très bon moral, je ne dis pas excellent », cela ne veut pas dire qu'il ait dit que le moral est mauvais. Il ne faut pas essayer de faire dire autre chose à cette remarque, qui me semble être celle de quelqu'un qui dit la vérité et qui l'exprime très clairement ».

Sur un plan plus technique, le colonel Jacques Rolland, qui commande le SIRPA de l'armée de l'air, s'est insurgé contre les critiques faites au Jaguar, dont il e reconnaît cependant qu'il était un avion de l'avant-dernière génération. « Si vous demandez à un pilote de Jaguar s'il préfère voler sur un F-15 américain, il est normal qu'il vous réponde oui », a affirmé le colonel Rolland. Quant à la solitude des pilotes, il a noté : « La base de Al Ahsa est isolée, en plein désert, à des distances relativement importantes d'autres unités françaises ou alliées. Il est toujours plus agréable de fréquenter en dehors des vols les autres pilotes sur le même terrain d'aviation, alors que tous participent en l'air à des missions communes ».

1914-1991 :
la censure et la guerre

Suite de la première page

À la veille de la levée de bouilliers qu'a provoquée le premier ministre dans le monde des médias, l'été dernier, quand il s'est hasardé à souligner, sans s'engager à aucune censure, que dans de telles circonstances il existe des responsabilités spécifiques de la presse, on se dit qu'un tel lien, à vue humaine, de ce péril-là.

Très actuelle, au contraire, la question du contrôle des informations sur leur source et de l'accès des journalistes aux opérations militaires.

An centre, la rencontre difficile de deux univers professionnels que leurs codes, leurs habitudes, leurs règles morales, leur vision du monde préparent mal à se parler. D'un côté, des individualités passionnées, souvent d'extrême gauche, de l'autre, des gens de hiérarchie et de tradition qui ne s'interdisent pas toujours, de la part des gens de presse, la brutalité du baron de la presse, le mépris du technicien. En temps de paix, ils se sont rarement approchés, sinon par le truchement de quelques chroniqueurs spécialistes de la chose militaire.

Dans la France de 1914, l'affaire Dreyfus et les campagnes contre l'état-major ont laissé des cicatrices et éreusé les antagonismes. Joffre trouvait toujours que la censure était trop indulgente et la presse trop haverde. Typique, le mot de Pétain, le jour où il aperçut un des premiers cinéastes qui ait réussi, non sans courage, à s'approcher du champ de bataille en 1916 : « Nous nous battons, monsieur, nous ne nous amusons pas (1) ». Et si Foch signa l'armistice dans la clairière de Rethondes, c'est notamment parce que, au cœur de la forêt de Champagne, il lui était plus facile d'échapper aux journalistes.

En Angleterre aussi, quand la guerre éclata, on découvrit le heurt de deux mémoires différentes. La presse se souvint comme d'une page de gloire de l'attitude du Times pendant la guerre de Crimée, en 1862 : l'armée se le rappelle comme un attentat odieux contre la nation : un collaborateur de ce journal, de l'époque, illustra dans les années de Fletch Street parce qu'il créa le type du correspondant de guerre, William Howard Russell, avait envoyé des articles sévères et très documentés sur la conduite des opérations, et notamment l'incertitude des services hospitaliers. Le ministre de la guerre l'attaqua en termes violents pour antipatriotisme, exprimant publiquement le désir que Russell fut lynché par des soldats enragés ; le secrétaire au Foreign Office affirma que « trois banalités égarées ne suffiraient pas à réparer le mal causé à l'Angleterre par ces articles ».

Certes, en dépit de ces concours antérieurs, l'habitude était née, en Grande-Bretagne, que les journalistes fussent accueillis assez librement sur le front ; lors de la guerre des Boers, en 1901-1903, une mesure restrictive n'avait été imposée. Mais, chez les officiers, on pensait volontiers que, comme le dit un jour le maréchal Wolseley, commandant en chef de l'armée britannique à la fin du dix-neuvième siècle, le « correspondant de guerre était la malédiction des armées modernes (2) ».

Ce réflexe — éloignant les gens de presse qui ne nous comprennent pas et dont les récits nous trahissent — il fallut aux militaires du courage et un vrai retour sur eux-mêmes pour le surmonter. Nous l'ignorons, mais il était au début de la guerre, le président du « bureau de presse » expliqua au Parlement qu'il n'était pas légalement autorisé à arrêter des nouvelles, y compris — il le regretta — celles qui pouvaient alarmer. Mais très vite le gouvernement fit admettre par le Parlement la légitimité d'instructions précises à la presse et de poursuites contre les récalcitrants. Ainsi la Grande-Bretagne se rapprocha-t-elle à cet égard de la France, où une censure préventive fonctionna durant toute la guerre.

Dans les deux pays, où on mit sérieusement en cause — pas plus

qu'aujourd'hui, semble-t-il — la légitimité de cacher le nombre, la force, la détermination, la répartition sur le terrain des corps engagés. Dès après la déclaration de guerre, on rappela en France le précédent malheureux de la marche de Mac-Mahon sur Sedan, en 1870, que le haut commandement prussien avait appris par des journaux français.

En arrière
du front

L'argument de la sécurité des envoyés spéciaux, bien qu'il ne fut pas sans fondement, fut employé partout à l'excès. Aussi bien, dans les premiers mois, les seuls reportages vécus furent-ils réalisés par des témoins brûlés qui s'étaient approchés de la bataille à leurs risques et périls, et fort mal traités par l'armée quand ils étaient identifiés — à cet exercice, Albert Londres, envoyé du *Matin*, gagna sa première réputation (3). C'est seulement à la fin de 1914 que l'Association britannique des propriétaires de journaux fut autorisée à

rentrer sur le contenu des communiqués officiels des armées. Ceux-ci étaient, dans le cas français (et un système voisin fonctionna du côté anglais), élaborés trois fois chaque jour par cet ancêtre de notre SIRPA qu'était la Section d'information placée auprès du GQG à Chantilly. André Tardieu en fut l'animateur apprécié jusqu'au début de 1915, et Jean de Pierre-Feu, qui devint ensuite l'un des rédacteurs attitrés du communiqué, nous a laissé la description clarifiée de ses incertitudes quotidiennes (6).

Métier difficile que celui-là, hier comme aujourd'hui ! Car toute hiérarchie rigoureuse pousse les subordonnés, si l'on n'y veille pas, à un maximum de prudence et, dans l'incertitude du jugement des supérieurs, à caviarder trop. Or la cybernétique de l'information est telle que les effets pervers des maladroites ou des pusillanimités surgissent vite.

Il apparut bientôt que le lacanisme excessif du communiqué, confondant le secret sur les données militaires et l'ellipse sur les heurts et les inquiétudes, entraînait diverses conséquences dommageables.

Soignons à la stupeur qui frappa l'opinion française quand, n'ayant pas été jusqu'à prévenir de l'invasion, ayant même été bercée d'illusions sur une promptie victoire (« Les cosaques à cinq étapes de Berlin », titrait le *Matin*

quitté l'armée active, généralement depuis plusieurs années, se trouvaient déphasés par rapport à la réalité des combats. Ils n'étaient donc pas mieux capables que les journaux, souvent, de prévoir juste. Ils se contredirent entre eux et surtout, en remplissant les « blancs » du communiqué, ils pêchèrent par excès d'optimisme. Ainsi, ils prirent le risque de contribuer au discrédit intellectuel de leur corps en même temps qu'à celui des journaux, et de développer scepticisme et indignation au front comme à l'arrière. Caricatural fut le général Cherfils qui, après avoir proclamé la « débâcle absolue » des Allemands le 15 septembre 1914, écrivait le 2 janvier 1915 : « L'année qui commence nous apportera la victoire et la paix », et le 1^{er} mai suivant : « Rien ne pourrait nous arriver de plus heureux que cette recrudescence d'offensive boche ! ». Lui qui, surtout, en 13 novembre 1914, cette formule immortelle : « La guerre, avec ses allures dévastatrices, n'a que l'apparence de la destruction (9) ».

Les trons de l'information sont remplis aussi par les rumeurs. Nous en voyons poindre, ces temps-ci, d'inquiétantes, surtout quand elles tendent à valoriser un pouvoir quasi magique de l'adversaire. A cet égard aussi, l'effet dangereux des annonces triomphales des premiers jours de la guerre du Golfe rappelle — à une échelle heureusement moins dramatique pour

Les sorties récréatives
du docteur Jamjoon

RYAD

de notre envoyé spécial

Quand le bon docteur Shihab Jamjoon à son tour est monté sur le chameau, toute la presse internationale a éclaté en applaudissements. Depuis quelques mois, le docteur Jamjoon est l'homme le plus sollicité de Ryad : au sein du ministère de l'Information saoudien, il est en charge de la cohorte d'envoyés spéciaux qui ont déferlé sur la capitale. Pour tout problème de visa, toute demande de rendez-vous, une seule adresse : le docteur Jamjoon.

Mais le docteur Jamjoon ne se contente pas de jouer les ruses. Il lui incombe aussi de donner la meilleure image possible de son pays. Ainsi, des rencontres sont-elles régulièrement ménagées avec des personnalités locales, inamoviblement détestées et empathiques, dans une ambiance facilitée par la naturelle courtoisie saoudienne. Les reporters, à qui il reste des loisirs entre deux tours sur le terrain en « pool », affirment. La guerre, vue de Ryad, semble parfois éboulée entre la routine des briefings militaires dans la somptueuse salle de conférence de l'hôtel Hyatt et les rubriques de Desert Shield, la radio des forces américaines, qui conseillent très sérieusement à ses auditeurs de ne pas adopter d'armes d'armées dans Arabie saoudite : cela poserait des problèmes au moment du départ. Si abstrait, le guerre, qu'au cours des dernières heures, seuls les militaires sont encore descendus dans les caves. Les journalistes ont poursuivi leur sommeil.

Alore, on se rend aux invitations du docteur Jamjoon. Dimanche, on a ainsi eu droit, à quelques kilomètres de Ryad, à une sorte de « desert party », quelque peu surréaliste. On eut pu monter des chevaux et des chameaux et se restaurer à un gigantesque et somptueux méchoui. Dans la foule, on a vu une réserve d'animaux sauvages et contemplé les ébats d'un oryx, âgé d'un mois tout juste, né le premier jour de la guerre et joliment baptisé Scud.

Une bibliothèque
futuriste

La petite troupe était invitée par le prince Abdullah Bin Fayçal Bin Turki, certes membre de la famille royale, mais qui, « grand modeste », convient volontiers que, en Arabie saoudite, « nous avons davantage de princes que de chauffeurs de taxi ». Le prince n'en régit pas moins sur de considérables arpentés de désert, où, les week-end d'hiver, ses enfants, gavés de vidéo pendant la semaine, viennent en limousine courir dans les dunes et avaler du sable. La veille, c'est le Centre de recherche islamique du roi Fayçal qui accueillait la presse à déjeuner pour lui dévoiler ses installations et ses collections. Colossal

bâtiment de style californio-moréno, tout en marbre et fontaines, le centre évoque quelque fondation léguée par un magnat de la cacahuète. Il est grandiose et éblouissant comme la plupart des buildings de Ryad qui semblent en permanence disputer un concours d'audace architecturale.

L'établissement est géré par un conseil d'administration où siègent les huit fils du feu roi. Il est financé par une dotation initiale judicieusement placée et dont les revenus subviennent à son fonctionnement. A l'intérieur, se trouve d'abord un musée dédié au roi Fayçal. Y sont notamment entreposés ses deux pistolets personnels, ses fusils de chasse, ainsi que des photos de la terre saoudienne qu'il aimait, lui aussi, à s'imprégner du silence du désert. On peut aussi admirer la bibliothèque, véritable festival de technologie futuriste avec ses rayonnages à déplacement automatique et ses ordinateurs géométriques sur lesquels s'efface la cote du livre recherché, système importé du Japon. Les fermes et les petites filles ne sont pas encore autorisées à franchir les portes du centre. Même si le chose est en projet, on n'a pas encore prévu de bibliothèque ni de jardin d'enfants séparés pour elles. « Si elles veulent commander un livre, elles peuvent évidemment le faire par téléphone », explique tout guide.

Toutes ces sorties récréatives sont autant d'occasions de contacts avec des Saoudiens. Sont-ils judicieusement sélectionnés, par le docteur Jamjoon, parmi les plus « libéraux » du royaume ? Sans doute. Sans doute aussi s'élèveront-ils un peu d'eux-mêmes. Viennent les habitudes des voyages en Europe ou aux Etats-Unis, hommes d'affaires, intellectuels, journalistes, frottés à la fréquentation des étrangers.

On plaisante, on raconte sous l'œil débonnaire du docteur Jamjoon des blagues comme celle-ci : un jour, un satellite américain détecte que les officiers du contingent saoudien sur le champ de bataille semblent avoir brusquement doublé. Le général Schwarzkopf s'en étonne auprès de son homologue saoudien, qui s'informe et finit par trouver le clé du mystère : chaque soldat e fait venir son serviteur philippin pour porter son fusil !

Les Saoudiens rient, comme ravis de donner d'eux-mêmes une image inattendue. Les invités rient en regardant les Saoudiens. La guerre et cette intrusion inouïe d'Occidentaux au cœur du royaume accélèrent-elles le lent cours de l'évolution de la société saoudienne ? A cette question poète sans relâche à tous ces hôtes si attentifs et si dévoués, nous avons déjà un élément de réponse : les Saoudiens ont eu moins appris, à vitesse accélérée, à faire leur propres relations publiques.

DANIEL SCHNEIDERMAN



PANCHO

désigner des correspondants qu'on accablait de coups de GQG. A en croire le président de l'association, lord Burnham, ceux-ci furent d'abord surveillés « comme des criminels » ; après la bataille de la Somme, en 1916, les choses s'améliorèrent, et le chef d'état-major fut chargé de faire des explications stratégiques détaillées aux journalistes — l'équivalent des briefings quotidiens d'aujourd'hui, — et cet exemple fut bientôt suivi dans les autres armées (4).

Comme Fabrice
à Waterloo

Encore le filtre des militaires continuait-il ainsi à s'interposer. Ils cherchèrent à perpétuer leur malinisme en constituant un corps d'écrivains et de journalistes mobilisés qui, sous haute surveillance, préparèrent, pour être offertes aux quotidiens, des descriptions de la vie au front et de faits d'armes remarquables, ils étaient encadrés et renseignés, par un corps d'officiers informateurs, au nombre d'une trentaine à la fin de 1916. C'est en 1917, seulement, que les correspondants français, qu'on amusait jusque-là par de brèves voyages très encadrés, finirent en arrière du front, furent autorisés officiellement à pénétrer dans les tranchées de première ligne. Quelques-uns y périrent, certains s'y distinguèrent, et le courage physique dont ils firent souvent preuve contribua à dissiper une part des préventions qu'éprouvaient les officiers. Au surplus, ceux-ci découvrirent que ces comptes rendus moins espiègles de la guerre réelle n'étaient pas nuisibles à l'image de leur rôle, et surtout que les « polites » appréciaient que fût donnée à l'arrière cette évocation plus vraie de ce qu'ils vivaient, donc que leur moral n'en était pas affecté, au contraire. Impression résumée par ce général britannique qui dit un jour devant Albert Londres : « Je sais, messieurs, que les gens de votre métier ne regardent pas les choses de la guerre de la même façon que nous ne les regardons pas. C'est d'ailleurs pourquoi nous lisons les journaux (5) ».

Au demeurant, les grands chefs continuèrent d'affirmer volontiers que ces envoyés spéciaux n'étaient guère mieux à même de connaître l'ensemble du jeu que Fabrice à Waterloo, et du coup, les plus vives controverses se concentrèrent

sur le contenu des communiqués officiels des armées. Ceux-ci étaient, dans le cas français (et un système voisin fonctionna du côté anglais), élaborés trois fois chaque jour par cet ancêtre de notre SIRPA qu'était la Section d'information placée auprès du GQG à Chantilly. André Tardieu en fut l'animateur apprécié jusqu'au début de 1915, et Jean de Pierre-Feu, qui devint ensuite l'un des rédacteurs attitrés du communiqué, nous a laissé la description clarifiée de ses incertitudes quotidiennes (6).

Métier difficile que celui-là, hier comme aujourd'hui ! Car toute hiérarchie rigoureuse pousse les subordonnés, si l'on n'y veille pas, à un maximum de prudence et, dans l'incertitude du jugement des supérieurs, à caviarder trop. Or la cybernétique de l'information est telle que les effets pervers des maladroites ou des pusillanimités surgissent vite.

A chacun
son général

Autre résultat : les journaux de 1914-1918, pour nourrir leurs colonnes, se résolurent (à faire appel à des généraux à la retraite chargés de commenter à chaud, d'éclairer et surtout d'extrapoler les maigres informations fournies trois fois par jour par le communiqué. « Quel de plus tenant pour un directeur ou un rédacteur en chef ? Maximim de garanties, minimum de responsabilités (7) ».

Bien sûr, chaque grand quotidien eut son spécialiste, dont la signature devint familière au public : pour s'en tenir à la France, ce furent le lieutenant-colonel Rousset au *Petit Parisien*, le général Bonnal au *Matin*, les généraux de Lacroix et Mallette au *Temps*, le général Verraux à l'*Œuvre*, et le plus célèbre, le général Cherfils à l'*Echo de Paris* (8).

Malheureusement, même lorsqu'ils avaient une longue expérience, ces officiers, qui avaient

la nation — ceux qu'eurent les commoqués trop optimistes de l'été 14. Ceux-ci favorisèrent par contre-coup, une fois qu'ils furent démentis, une floraison de bobards qui tendaient à exagérer le pouvoir satanique de l'ennemi et la perversité de ses armées secrètes et, par là, au lien de muscler les indignations, risquant souvent de paralyser les courages.

Il reste à se demander si les progrès techniques de production et la circulation de l'information n'ont pas changé les données de fond en comble au point de rendre l'ouï tout rapprochement avec une guerre du début de ce siècle. On dira qu'on est passé de l'ère de l'imprimé à l'ère de l'électronique, et il est vrai que l'immédiété dans la transmission des images et des sons est inédite. Mais la nature profonde des problèmes en est-elle changée ? Leur portée en est-elle accrue, les émotions collectives risquant d'être plus promptes à déborder, et aussi la difficulté de les traiter avec sang-froid, puisqu'il est plus court le temps offert à la réflexion des responsables de la communication de guerre, militaires et civils, pour prendre leur décision d'occuper ou de faire savoir. Raison de plus pour ne pas négliger l'expérience, pour collaborer en confiance et pour oser, le plus souvent possible, la vérité.

JEAN-NOËL JEANNENEY

(1) Jean-Louis Croze, cité par Joseph Daniel, *Guerre et cinéma, grandes illusions et petits soldats, 1895-1971*, Paris, Presses de la FNRP, 1972, p. 52.

(2) Cité par Georges Weil, *Le Journal, origines, évolution et rôle de la presse périodique*, Paris, La Renaissance du livre, 1934, p. 320.

(3) Pierre Assolant, *Albert Londres, vie et mort d'un grand reporter*, Paris, Baland, 1989, p. 77 sq.

(4) Georges Weil, *ibid.*, p. 320-323.

(5) *Le Matin*, 10 novembre 1914, cité par Pierre Assolant, *op. cit.*, p. 84.

(6) Jean de Pierre-Feu, *GQG, secteur I, Paris, les Editions Crés, 1922, 2 vol., 304 et 264 p.*

(7) Raymond Maney, *Histoire de la presse, 1914 à 1939*, Paris, Corréa, 1943, p. 32.

(8) Cf. Pierre Albert, « La presse française de 1870 à 1940 », in Claude Bellanger, Jacques Godicheau, Pierre Guinot et Fernand Terrou, *Histoire générale de la presse française*, T. III, Paris, PUF, 1972, p. 424 sq.

(9) Cité par Jean-Jacques Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Paris, Robert Laffont, 1980, p. 34-35.

هكذا من الأصل



Bientôt, on fera un pont entre le littoral Californien et le nôtre.

Déjà 700000 passagers transportés... En 1990, avec nos 200 vols quotidiens, ils ont pu rejoindre des villes aussi capitales que Londres, Genève, Barcelone ou Nice.
Pour être plus précis, 34 villes d'Europe, ainsi, en devenant une des plus grandes compagnies françaises, nous sommes aussi devenus une grande compagnie aérienne internationale.
Il y aura toujours un littoral à atteindre, et avec une telle compagnie aérienne, tout peut aller très vite...



AIR LITTORAL
COMPAGNIE AERIENNE REGULIERE



Mais jusqu'où vont-ils aller?

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions en France

Selon un sondage BVA pour TF1
M. Mitterrand obtient un soutien exceptionnel de l'opinion

L'approbation de la politique conduite par M. François Mitterrand dans le Golfe atteint un taux exceptionnel, selon un sondage BVA réalisé pour l'émission dominicale de TF1, « 7 sur 7 ». Le président de la République obtient le soutien de 77 % des personnes interrogées (70 % dans la précédente enquête BVA du 9 février) et M. George Bush, président des Etats-Unis, recueille à nouveau 70 % d'approbation. Ce sondage a été réalisé les 16 et 17 février, après l'affaire du bunker de Bagdad et la proposition irakienne de retrait conditionnel du Koweït, auprès de neuf cent quarante-six personnes.

Selon l'analyse de cet institut, l'appui dont bénéficie M. Mitterrand est d'autant plus significatif que le chef de l'Etat est crédité d'un score record d'approbation absolue : 42 % des sondés l'« approuvent tout à fait ». M. Bush, pour sa part, arrive à 38 % d'approbation totale alors que le choc des images du bunker de Bagdad aurait pu constituer, pour lui, un réel facteur de « fragilisation ».

Pour la première fois depuis le déclenchement de la guerre, souligne BVA, il se dégage, parmi les sympathisants des principales formations politiques, y compris le Parti communiste, une majorité pour soutenir les présidents français et américains. Les chiffres sont respectivement de 67 % et 57 % au PCF, 87 % et 72 % au PS, 67 % et 54 % chez les Verts, 80 % et 80 % à l'UDF, 90 % et 84 % au RPR, 75 % et 73 % au FN. Toutefois, les résultats concernent les communistes et l'extrême droite sont à interpréter « avec prudence, compte tenu de la faiblesse des effectifs », remarque l'institut de sondage.

Enfin, une quasi-unanimité (95 %) se dégage pour affirmer que la proposition irakienne est « une manœuvre de Saddam Hussein ». « Les sympathisants communistes sont en nette contradiction avec leurs dirigeants : 77 % reconnaissent la « manœuvre », relève BVA.

Le PCF interdit de réunion publique dans l'Hérault

MONTPELLIER

de notre correspondant

Sollicité par le Parti communiste local, qui voulait obtenir une salle de réunions, M. André Gélis, maire sans étiquette de Sérignan, village situé au sud de Béziers, vient de lui adresser une fin de non-recevoir, pour cause de guerre du Golfe. Depuis, une pétition circule en ville à l'initiative de M^{me} Claudine Escot, conseillère municipale communiste. Le PCF organise chaque année une assemblée populaire où ses membres et sympathisants se retrouvent pour une soirée familiale, explique-t-elle. Or, il ne s'agit pas ici de la crainte d'un attentat mais bien de la volonté du maire de faire taire ceux qui ont une position différente sur le conflit.

M. André Gélis persiste et signe : « Je n'ai pas voulu engager de polémique en autorisant une réunion publique qui aurait été contre la guerre. Elle aurait entraîné inévitablement d'autres manifestations de la part des partisans, cette fois-ci, du soutien aux soldats engagés dans le Golfe. Je ne voudrais pas que des paranoïaques, des militaires ou d'autres partis politiques trahissent la guerre sera finie, je leur accorderai une salle avec plaisir comme je l'ai toujours fait. »

JACQUES MONIN

Manifestation pacifiste à Paris. Les pacifistes de l'Appel des 75 et ceux du Forum pour une paix juste au Moyen-Orient appellent à une manifestation, mardi 19 février à 18 h 30, place de la République à Paris. Considérant que les récentes déclarations des dirigeants irakiens sur un retrait conditionnel du Koweït constituent un fait nouveau, les « 75 » et le « Forum » demandent un « cessez-le-feu immédiat ».

La débâcle de l'arrière

par Alain Rollat

La France n'est pas en guerre. Elle est partie aux apports d'hiver en donnant procuration à ses soldats professionnels. C'est l'impression qu'on pouvait avoir devant le spectacle des bouchons du week-end sur les routes des Alpes.

Cette vision avait pourtant quelque chose de rassurant. Elle illustre à merveille les enquêtes d'opinion qui témoignent que les Français, dans leur grande majorité, vivent pour l'instant en paix avec la conscience tranquille en faisant totalement confiance à M. François Mitterrand pour diriger les opérations.

Derrière le président de la République française, de toute façon, c'est le débat. Débat des partis politiques. Débat des pouvoirs médiatiques. Débat des intellectuels.

La gauche française a le cœur en capitote. Un an après son pitoyable congrès de Rennes, le Parti socialiste traîne un nouveau boulet depuis que M. Jean-Pierre Chevènement s'est démis de ses fonctions de ministre de la Défense. Il souffre d'une fracture qui pourrait être d'autant moins réductible qu'elle est culturelle et qu'il obligera, dans un premier temps, à vivre avec une minorité décidée à lui donner mauvaise conscience, avant, peut-être, de participer ailleurs à la recomposition du paysage politique. Il n'est pas simplement anecdotique que M. Chevènement se soit entretenu, au moment de son départ du gouvernement, avec le chef de file des communistes « refondateurs », M. Charles Fiterman, qui rêve, lui aussi, d'une identité nouvelle depuis que son propre parti tourne désespérément en rond à la recherche — Marx et Lénine doivent se retourner dans leurs tombes — d'une « nouvelle forme de lutte politique » au contact des ex-masses populaires.

La droite, ténée par l'obligation de solidarité, en est réduite à faire de la figuration. Les commentateurs de M. Giscard d'Estaing, samedi, sur France-Info, paraphra-

saient ceux de M. Mitterrand, et M. Jacques Chirac est presque obligé de se justifier, comme il vient de le faire dans l'Essor du Limousin, quand il veut faire entendre sa différence en avançant des propositions diplomatiques pour l'après-guerre.

Si le Front national reste présent dans les urnes locales, aux élections partielles, la stratégie nationale de M. Jean-Marie Le Pen n'a jamais apparue aussi dépeçée par rapport au jugement de son propre électorat, ainsi que l'indique le dernier sondage de BVA pour TF1 (lire par ailleurs). Quant aux Verts de M. Antoine Waechter, ils ne sont pas mieux portants que les autres pacifistes, en particulier ceux de SOS-Racisme, menacés d'implosion à la suite des défections de plusieurs de ses porte-drapeaux.

Traumatisés par leur impuissance à imposer leur loi à la forme militaire que prend l'autorité du pouvoir exécutif sur le théâtre des opérations, les grands médias se retrouvent tout étonnés d'être tombés du destal du culte de la télévision les avaient hissés. La télévision, qui croyait incarner une pensée autonome, suffisante, souveraine, se découvre nue.

La métaphore du saucisson

Les intellectuels ? Dans leur microcosme, personne ne donne la ton. Leurs épanchements pour ou contre la guerre tranchent avec les courtoisies affichées par la plupart de leurs concitoyens. L'appel de Gilles Perrault n'a eu qu'un faible écho, et les philippiques de Régis Debray sont réduites à un vulgaire règlement de compte avec l'Elysée.

La guerre du Golfe constitue ainsi un exceptionnel révélateur de l'état de la société française. Une société dont le sommet institutionnel, représenté par M. Mitterrand, semble donc, aujourd'hui, le seul épaule par les troubles et les doutes qui assaillent tous ces pouvoirs subalternes. Et c'est bien à cause

de cela, paradoxalement, que l'après-guerre, quoi qu'il advienne, sera redoutable pour le président de la République. Les partis, les médias, les intellectuels esgorgés de M. Mitterrand d'autant plus de comptes qu'ils auront été frustrés d'avoir été cantonnés, pendant la guerre, à des rôles mineurs et passifs. Les débats sur les priorités militaires donneront lieu, au Parlement, à des polémiques qui s'esquissent déjà dans les analyses sur les missions de l'armée française. Il y aura assurément des révisions déshonorantes. Le coût de la guerre militairement et politiquement, et M. Mitterrand a déjà demandé à son cabinet de se préparer à affronter ces échéances. Enfin, et surtout, le président de la République n'échappera pas au débat sur le bien que la France fera nécessairement au terme de son engagement dans la coalition.

Il ne manquera pas de voix, alors, pour prendre M. Mitterrand au mot de sa propre argumentation. Non seulement pour invoquer la défense du droit international en faveur des Palestiniens et des Libanais, mais aussi pour souligner que l'impératif du droit a pour corollaire l'existence de devoirs, y compris à l'égard du peuple irakien, victime de la dictature de Saddam Hussein, sans oublier les populations soumises aux régimes féodaux qui auront été les alliés de la France au cours de la guerre. C'est la ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, qui le disait dimanche soir au « Grand-Jury RTL-Le Monde » : « Le droit ne se découpe pas en rondelles... » M. Mitterrand n'a pas fini d'entendre parler de cette métaphore classique au cours du printemps qui d'annonce comme celui de tous les changements.

M. Jobert : « Un impérialisme tranquille »

L'humilité du lundi 18 février publie un entretien avec M. Michel Jobert, ancien ministre de Georges Pompidou, puis de M. François Mitterrand. Dans cette interview, recueillie jeudi, précise le quotidien communiste, M. Jobert affirme notamment, à propos du nouvel ordre international évoqué par le président américain, M. George Bush, pour l'après-coup du Golfe : « M. Bush n'a probablement pas la moindre certitude sur le contenu et les perspectives de ce qu'il énonce. (...) Derrière cet impérialisme tranquille, sinon triomphant, il y a quelque chose de professeur d'université, enlaidi dans le conseil politique, malade couvrant aux Etats-Unis. Mais je peux prédire, avec plus de certitude, que les peuples donneront bien du fil à retordre à M. Bush, s'il persiste. Même nos « atlantistes », tous dociles et béats qu'ils soient, commenceront à s'émeouvoir. Les Etats-Unis pensent-ils qu'ils réussiront plusieurs fois à se faire payer, par une partie de la communauté internationale, une expédition militaire menée à leur seul profit, économique et politique ? (...) Pendant les premiers jours d'août, Bush n'avait pas du tout envisagé de s'engager dans les Nations unies. Mais il a vite compris tout le profit qu'il pouvait tirer, vis-à-vis de l'opinion publique, d'une telle couverture médiatique. Et comme il a rencontré toutes les docilités, dont la nôtre, l'idée d'une coalition lui est venue. (...) Il est évident qu'il est conforme à nos intérêts de ne pas nous mêler à cet affrontement américano-irakien, de ne pas compromettre notre rôle dans un alignement sans gloire, sur un bien suspecte conception du droit international, pratiqué à la tête du client. Alors nous osons proposer, nous aurons conservé la possibilité d'intervenir dans une médiation et surtout dans les règlements après le conflit. Il ne semblait que cela tombait sous le sens. »

Quant à l'engagement pris de ne pas envoyer le contingent dans les zones d'opérations, l'ancien ministre déclare : « Cela dépendra de l'évolution et de la durée des combats. Nul ne dément la moindre certitude sur l'une et l'autre. Surtout pas ceux qui décident. On commence à le voir, n'est-ce pas ? »

M. Giscard d'Estaing : « Une tromperie diplomatique »

M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, a estimé, samedi 16 février, sur France-Info, que la proposition irakienne de retrait conditionnel du Koweït constitue une « tromperie diplomatique », mais aussi la « première croquerie de la forteresse irakienne ». « Saddam Hussein pose des conditions évidemment inacceptables, [allant] très au-delà de tout ce qui était acceptable par la coalition », a souligné l'ancien président de la République, qui a estimé cependant que la proposition irakienne « apporte aussi une indication nouvelle, celle que Saddam Hussein se

sent en position de faiblesse et parle pour la première fois d'évacuer le Koweït ». « C'est le moment de montrer fermeté et vigilance. La manœuvre diplomatique va se développer ces jours-ci, elle montre que nous nous approchons du but : la libération du territoire du Koweït », a précisé le président de l'UDF. Interrogé sur la position adoptée par M. François Mitterrand, M. Giscard d'Estaing a exprimé son souci « de ne pas faire de politique intérieure à propos de ces questions ». « Je soutiens l'action de la France, je soutiens l'action de la coalition », a conclu l'ancien chef de l'Etat.

M. Chirac : « L'opposition doit être solidaire »

Dans l'Essor du Limousin du 14 février, M. Jacques Chirac consacre un éditorial au rôle de l'opposition. Il écrit : « Dans l'épreuve, l'opposition responsable doit être solidaire du gouvernement et des forces armées, et les soutenir. Mais elle manquera à son devoir si elle n'exprime pas publiquement ses inquiétudes sur la conduite de la guerre quand elle en ressent, et si elle ne met pas son expérience et son imagination au service de la paix. » Dans son journal électoral de Corèze, l'ancien premier

ministre rappelle ses reproches quant au renoncement à l'emploi des armes non conventionnelles, et il renouvelle sa proposition de conférence régionale après la fin de la guerre. Il ajoute : « Il serait tout de même paradoxal que puissent s'exprimer en toutes occasions les journalistes, les dissidents du Parti socialiste, les officiers généraux en retraite ou en activité, les intellectuels, les autorités religieuses et que seuls les responsables de l'opposition n'aient le choix qu'entre le silence ou l'approbation. »

M. Poperen : « Il faut continuer »

M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, a considéré, dimanche 17 février, sur Radio 1, que la proposition irakienne de retrait conditionnel du Koweït « est un fait nouveau qui va dans le sens voulu par l'ONU ». « C'est le signe que la direction irakienne voit s'approcher la défaite, que la voie choisie par les Alliés est la bonne et qu'il faut donc continuer dans cette voie jusqu'à l'application des décisions de l'ONU », a ajouté le ministre.

Interrogé sur l'attitude de la France dans l'après-guerre, M. Poperen a déclaré : « Le moment venu, nous jouerons notre rôle, à la mesure de ce

qu'est notre influence. Le ministre a également évoqué les conséquences politiques de la guerre du Golfe. Il a estimé que « l'enjeu » de la prochaine convention nationale du Parti socialiste, prévue au mois d'avril, « c'est que le PS commence à clarifier ses positions sur les questions internationales ».

Le ministre a enfin indiqué que, chaque jour, « diminue » « la violence » d'une session extraordinaire du Parlement. M. Poperen a estimé qu'une telle session pourrait être « reportée au mois de juillet », soit à la fin de la session ordinaire qui débutera le 2 avril prochain.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD :

les escadrons de la mort de nouveau en accusation

Un juriste de l'ANC a été tué par l'explosion d'un colis piégé

A la suite de l'attentat commis, dans la nuit de vendredi 15 au samedi 16 février, contre un jeune juriste de l'ANC, les avocats et groupes de défense des droits civiques ont dénoncé à nouveau l'action d'escadrons de la mort.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Un juriste du Congrès national africain (ANC), M. Bheki Mlangeni, trente-cinq ans, a été tué à son domicile de Soweto, vendredi 15 février, peu avant minuit, par l'explosion d'une micro-bombe placée dans les étagères d'un Walkman piégé. Selon une vraisemblance, M. Mlangeni est mort à la place du capitaine Dirk Coetzee, un ancien policier, condamné à l'exil après avoir dénoncé les escadrons de la mort, pour lesquels il avait lui-même travaillé dans le passé.

Une méthode déjà utilisée

Le paquet avait été posté le 10 mai 1990, du centre de Johannesburg, et adressé à M. Coetzee à Lusaka, en Zambie où il résidait depuis décembre 1989. L'ancien policier devait aller témoigner à Londres, devant une commission d'enquête chargée de faire la lumière sur les activités des escadrons de la mort. Le paquet, envoyé en recommandé, avait mis trois mois pour arriver en Zambie. M. Coetzee fut averti de son arri- vée au début du mois d'août. Mais c'est seulement deux mois plus tard, le 2 octobre, avant de prendre un avion pour Londres, qu'il s'arrêta à la poste pour retirer le colis. Les taxes de douanes étant trop élevées, M. Coetzee laissait le paquet, qui devait être, beaucoup

plus tard, retourné à l'expéditeur supposé, en l'occurrence M. Mlangeni, dont le prénom figurait dans la case « expéditeur » suivi du nom du cabinet d'avocats pour lequel il travaillait.

Le colis piégé fut distribué, jeudi 14 février, avec le courrier au cabinet Chadwick, Thompson & Hayson où M. Mlangeni le prit vendredi matin. En l'ouvrant, il trouva un Walkman, des écouteurs et une cassette sur laquelle était inscrit : « témoignages sur les escadrons de la mort ». Bheki Mlangeni rapporta le Walkman chez lui. A 21 h 35, vendredi, il mit l'appareil en marche. L'explosion le tua sur le coup. Réagissant de Londres où il se trouve, M. Coetzee, qui avait travaillé pendant près d'un an avec M. Mlangeni, a immédiatement accusé ses anciens collègues des « Hit Squads » d'être à l'origine de l'attentat. « Ils ont utilisé cette pratique très souvent, notamment contre Ruth First », a rappelé le capitaine Coetzee. Ruth First, épouse de Joe Slovo, l'actuel secrétaire général du Parti communiste sud-africain (SACP), avait été tuée par un colis piégé reçu à Maputo (Mozambique) en 1982.

« Nous n'hésitons pas à dire que ceux qui ont perpétré ce crime contre M. Coetzee et notre camarade Mlangeni l'ont fait parce qu'ils travaillaient à révéler les activités des escadrons de la mort. Ce meurtre souligne la nécessité de dissoudre définitivement ces escadrons de tueurs », a indiqué l'ANC dans une déclaration demandant leur suspension immédiate. L'ANC a exigé que l'un de ses membres soit intégré à l'équipe des policiers chargés de l'enquête. Un porte-parole de la police a fait savoir qu'il n'en était pas question, avant de s'interroger sur les raisons qui ont poussé « M. Mlangeni à ouvrir ce paquet dont il n'était ni le destinataire ni l'expéditeur ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

■ BÉNIN : Élection présidentielle. — Le général Mathieu Kérékou, au pouvoir depuis 1972, a annoncé, samedi 16 février, à Cotonou, sa candidature à l'élection présidentielle des 10 et 24 mars. Quinze autres candidatures ont été enregistrées, dont celle de l'actuel premier ministre, M. Nicéphore Soglo. — (AFP)

■ CAP-VERT : l'opposition remporte les élections. — Le président Aristides Pereira, candidat du Parti africain de l'indépendance du Cap Vert (PAICV), qui a gouverné l'archipel depuis son indépendance, il y a quinze ans, n'a perdu, dimanche 17 février, la première élection présidentielle pluraliste organisée dans cette ancienne colonie portugaise. Après dépouillement d'un cinquième des bulletins, le candidat de l'opposition, M. Antonio Mascarenhas Monteiro, était crédité d'environ 66 % des voix, contre environ 32 % pour M. Aristides Pereira. Le 13 janvier, les îles du Cap-vert avaient été la première des cinq anciennes colonies portugaises d'Afrique à organiser des élections législatives pluripartites. Le Mouvement pour la démocratie (MPD) de M. Monteiro avait déjà remporté facilement ce scrutin. — (Reuters)

■ DJIBOUTI : Amnesty International autorisée à enquêter. — Le gouvernement de Djibouti accepte qu'Amnesty International vienne enquêter sur les conditions de détention de 35 personnes arrêtées après la tentative de coup d'Etat du 8 janvier dernier, a annoncé, dimanche 17 février, l'avocat français Jacques Vergès. Défenseur de plusieurs détenus, dont M. Ali Aref Bourhan, président du conseil de gouvernement n'ayant l'indépendance, M. Vergès a précisé à Djibouti qu'il allait rentrer à Paris afin de discuter des mesures à prendre avec la représentation d'Amnesty International. — (Reuters)

■ KENYA : Une protestation d'Amnesty International. — Amnesty International a mis en garde, lundi 18 février, la justice et le gouvernement kenyans contre une possible condamnation à de lourdes peines de quatre prisonniers de conscience, dont les aveux de « sédition » auraient été arrachés sous la torture. Les quatre

hommes, qui risquent des peines allant jusqu'à dix ans de prison, font partie des centaines de personnes arrêtées en juillet dernier, au cours des manifestations qui ont suivi l'emprisonnement de six personnalités réclamant l'instauration de la démocratie. — (AFP)

■ SOUDAN : libération de trois otages français. — Les trois Français, qui étaient détenus depuis le 31 décembre 1990 par les rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), dans le sud du pays (Le Monde du 14 février), ont été libérés. Ils se trouvaient, dimanche 17 février, dans le nord du Kenya, a-t-on appris de source diplomatique à Nairobi. — (AFP)

■ ZAIRE : échouffronnée à Bruxelles. — Des affrontements ont eu lieu, samedi 16 février, à l'aéroport de Bruxelles, entre les policiers et des partisans d'un opposant zairois, M. Etienne Tshisekedi. Ce dernier, qui s'appuyait à embarquer pour Lisbonne avant de regagner Kinshasa, s'est vu remettre un ordre d'expulsion, émanant du ministère belge de la Justice. Il a alors refusé de prendre l'avion. Une bagarre s'en est suivie, au cours de laquelle trois policiers et une cinquantaine d'amis de M. Tshisekedi, en majorité zairois, ont été blessés. — (AFP)

LA RUSSIE

Histoire des mouvements spirituels

G. PODSKALSKY - I.A. MINEA
T. SPIOLIK - E. BEHR SIGEL
B. MARCHADIER - F. ROULEAUpour mieux
connaître les mouvements
spirituels qui ont animé
la vieille Russie.

180 pages 72 FF

BEAUCHESSNE
32, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

هَذَا مِنْ أَصْلِهِ

Jeudi 19.2.91

EUROPE

URSS : sur le thème « le parti et l'armée ne font qu'un »

Un général appelle les militaires à manifester à Moscou le 23 février

Le Soviet suprême de l'URSS a entamé lundi 18 février une nouvelle session qui, selon l'agence Tass, doit durer « plusieurs mois » et ratifier une série de documents, dont le traité « 2 + 4 » sur l'unification allemande, la réforme de l'armée et – surtout – les hausses de prix à la consommation, qui ont donné lieu samedi à un nouveau débat, sans conclusion, au Conseil de la fédération, l'organisme qui regroupe auprès du président de l'URSS les représentants de chaque République. Parallèlement, l'offensive des conservateurs en faveur d'une reprise en main se précède.

C'est ainsi que, pour la première fois, un général soviétique a appelé « tous les Moscovites à sortir dans la rue » le 23 février, journée traditionnelle de l'armée. Il s'agit pour les habitants de la capitale, a dit samedi soir au cours du journal télévisé le général Gennadi Kachoubas, chef du service de presse du ministère de la Défense, de se dire prêts à « renouer par notre travail la puissance de notre patrie et sa sécurité ». Selon des officiers cités par l'agence Interfax, des ordres ont été donnés au sein de l'armée pour que la totalité des officiers et la moitié des soldats stationnés dans la capitale prennent part à ce rassemblement, dont le mot d'ordre sera « le Parti et l'armée ne font qu'un » et auquel appellent notamment le groupe parlementaire conservateur Solov, les communistes de Moscou et les vétérans de la seconde guerre mondiale.

L'agence Tass rapporte également qu'un « bloc centriste », regroupant une vingtaine de groupements politiques, a constitué un « Comité public de salut national » et s'est déclaré samedi prêt à prendre le pouvoir. Ce bloc centriste est dirigé par M. Voronine, qui bénéficie des sympathies du PC et de l'appui logistique du pouvoir (le Monde du 23 janvier).

Ce danger de putsch a été à nouveau dénoncé par M. Boris Eltsine dans un entretien à la chaîne de télévision américaine CNN. Affirmant que la perestroïka « est morte en raison de l'homme qui l'a commencée », le président de la Fédération de Rus-

sie a estimé que M. Gorbatchev « s'orientait vers la dictature », non pas « une dictature fondée sur le pouvoir personnel de cet homme », a-t-il ajouté. M. Eltsine, dont la cote de popularité est en forte baisse selon un récent sondage, fait l'objet d'attaques de plus en plus vives de la presse conservatrice. Selon la Pravda, les élus communistes au Parlement russe ont réuni un nombre suffisant de signatures pour convoquer l'assemblée en séance extraordinaire afin de déposer une motion de censure contre leur président.

Pour sa part M. Andréi Gratchev,

responsable du département international du comité central du parti et conseiller de M. Gorbatchev, a estimé dimanche à Paris, au cours du « Club de la presse Europe-Libération », que le danger de dictature était ressenti en URSS « beaucoup plus gravement et sérieusement encore que par les observateurs étrangers ». Il s'est dit toutefois convaincu que « le potentiel actuel politique et personnel de Gorbatchev doit encore servir la réforme », car le président soviétique « représente la position d'un centre pas seulement stabilisateur, mais réformateur ». — (AFP, Reuter.)

Selon le ministre des affaires étrangères néerlandais

La CEE va probablement mettre fin au gel de son aide

Les ministres des affaires étrangères des pays de la CEE décideront probablement, mardi 19 février à Luxembourg, de mettre fin au gel de l'aide de la Communauté à l'URSS, a laissé entendre, dimanche à son retour de Moscou, le chef de la diplomatie néerlandaise, M. Hans van den Broek.

« Si le signal de la CEE indiquant que les désirs légitimes d'un peuple ne peuvent pas être opprimés par la violence a eu de l'effet, la Communauté peut de nouveau, a-t-il dit, faire normalement des affaires avec l'Union soviétique. » Après les interventions de l'armée rouge dans les Républiques baltes, la CEE avait

décidé notamment de suspendre les négociations avec l'URSS sur une aide technique d'un montant d'environ 557 millions de dollars et une aide alimentaire de plus de 1 milliard de dollars.

Les entretiens, samedi à Moscou, entre le président Gorbatchev et la « Troïka européenne », empanachée des ministres des affaires étrangères luxembourgeois, M. Jacques Poos, italien, M. Gianni de Michelis et néerlandais, M. Hans van den Broek, ont donné lieu à de vifs débats. Selon l'agence Tass, M. Gorbatchev s'est exprimé avec une franchise maximum et sur un ton mordant. « Si des soupçons

se développent aussi hâtivement contre un partenaire du processus de construction du nouvel ordre international, cela signifie que les stéréotypes de l'époque de la confrontation sont encore forts », a déclaré M. Gorbatchev.

Certaines interventions du président en exercice de la CEE, M. Jacques Poos, semblent avoir particulièrement déplu à la direction soviétique. Tass souligne ainsi que « les arguments, notamment ceux de M. Poos, n'ont pas paru convaincants, particulièrement lorsqu'il a été question des pays baltes comme n'étant déjà plus des Républiques soviétiques ». — (AFP.)

ESPAGNE

M. Santiago Carrillo quitte la scène politique

MADRID

de notre correspondant

M. Santiago Carrillo vient discrètement de mettre fin à une carrière politique qui s'étend sur près d'un demi-siècle. Le dirigeant historique du communisme espagnol a signé, vendredi 15 février, l'accord qui prévoit l'absorption par le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) du PTE (Parti des travailleurs d'Espagne), la petite formation qu'il avait fondée après avoir abandonné le PCE en avril 1983. M. Carrillo a toutefois précisé qu'il n'adhérerait pas lui-même au PSOE, et qu'à soixante-cinq ans il se retirait désormais de la politique active.

« J'ai toujours dit qu'un vrai communiste ressemblait beaucoup à un vrai socialiste », a assuré le vieux leader à l'issue d'un bref et discret entretien. Une manière originale de décrire un étonnant retour aux sources : c'est en effet comme socialiste général des Jeunes socialistes que M. Carrillo avait entamé en 1934, peu avant la guerre civile, sa carrière politique.

Chemin inverse

L'un de ses premiers faits d'armes fut de rompre avec le PSOE et de faire passer son organisation au sein du PCE. Un PCE dont il sera ensuite pendant plus de vingt ans le secrétaire général. Mais ce n'est certainement pas par nostalgie que M. Carrillo, au cours de sa carrière, parcourt ainsi en sens inverse le chemin qu'il avait franchi à ses débuts.

Depuis son départ du PCE, il n'avait cessé de prendre ses dis-

tances à l'égard de ses anciens compagnons de parti. Il les accusait notamment de n'enfermer dans un ghetto en faisant du PSOE la cible principale de leurs attaques. Les communistes, disait-il, ne peuvent espérer avoir prise sur la vie politique qu'à travers l'alliance avec les socialistes. Les événements d'Europe de l'Est et la chute du « socialisme réel » avaient renforcé cette théorie.

Si la réalité semblait donner raison à ses thèses, son parti n'avait jamais réussi à « percer ». Tout au plus jouissait-il d'une influence limitée parmi certains secteurs de la centrale syndicale communiste, les Commissions ouvrières. M. Carrillo n'avait pas pu se défaire de l'image de « traître » à son parti propagée par ses adversaires, qui l'accusaient d'agir davantage par ressentiment personnel que par analyse politique.

THIERRY MALINIAC

□ Tentative d'attentat contre le roi d'Espagne en 1985. — Une tentative d'assassinat du roi Juan Carlos avait été organisée, le 1^{er} juin 1985, par un groupe de militaires franquistes, affirme, dimanche 17 février, le quotidien *El País*. L'attentat devait avoir lieu à La Corogne lors du défilé militaire organisé pour la journée des forces armées. Selon *El País*, ce plan prévoyait l'explosion d'une bombe sous la tribune royale, où se trouvaient le roi Juan Carlos, la reine Sofia, le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, et le ministre de la défense, M. Narcis Serra. — (AFP.)

AMÉRIQUES

L'un des dirigeants de la « nouvelle vague » latino-américaine

M. Rodrigo Borja, président de l'Equateur accueilli en France en visite d'Etat



« En aucune façon, dit-il, il ne peut être la solution pour l'Amérique latine. »

C'est un ami que M. Mitterrand devait accueillir lundi 18 février, à 16 heures, à Orly, pour une visite d'Etat de trois jours. M. Rodrigo Borja, président de l'Equateur, avait été invité en France par M. Mitterrand lors du voyage officiel de ce dernier à Quito, en octobre 1989. Invitation maintenue, malgré la guerre du Golfe.

Breve tournée européenne pour un dirigeant représentatif de cette « nouvelle vague » latino-américaine dynamique et pragmatique, que celle qu'entreprend, lundi 18 janvier à Paris, le président équatorien Rodrigo Borja, avant de se rendre à Bruxelles et à Berne. Né à Quito le 19 juin 1935, professeur de droit, fondateur, en 1970, de la Gauche démocratique (ID), candidat deux fois malheureux à la présidence (en 1979 et en 1984), M. Borja l'a emporté en mai 1989, après de vingt ans d'une lutte politique patiente et résolue. Elégant, sportif, émérite, le visage énergique, M. Borja exalte volontiers « la persévérance ». Une vertu qu'il admire, semble-t-il, chez M. Mitterrand, à qui il a rendu publiquement hommage dans son discours d'investiture le 10 août 1988. La Gauche démocratique est membre de l'Internationale socialiste et les deux hommes ont, à ce titre, des relations personnelles depuis de nombreuses années.

M. Borja est-il un dirigeant « de gauche » dans une Amérique latine submergée par la vague du néolibéralisme ? Sans doute dans le contexte équatorien, si on compare son orientation social-démocrate à celle de son prédécesseur à la présidence, M. Leon Febres Cordero, conservateur, autoritaire, très lié aux milieux d'affaires et adepte d'un néolibéralisme musclé. En fait, M. Borja est d'abord un modéré réaliste. Il a décliné, en 1988, un sévère plan d'austérité, il a confirmé, en août 1989, sa politique d'ajustements graduels, après avoir conclu un accord avec le FMI. Et il a fait l'éloge, la même année, de « l'initiative pour les Amériques » de M. George Bush. M. Borja dénonce le populisme,

Le pétrole, chance et souci

L'Equateur est un petit pays (à l'échelle américaine) de 270 500 kilomètres carrés, avec une population estimée à 11 millions d'habitants. Mais les petits Equatoriens apprennent encore à l'école que « la vraie » superficie de leur pays est de 500 000 kilomètres carrés et que sa frontière amazonienne borde au sud-est le Brésil, au nord le Pérou, au nord-ouest la Colombie. En effet, le gouvernement de Quito ne se résigne pas à admettre le protocole de Rio de 1942, imposé par la force, dit-il, qui a mis théoriquement fin au conflit armé de 1941 entre les deux pays andins. Dans la conscience natio-

nale, le Pérou joue, à l'égard de l'Equateur, le rôle que tient le Chili à l'égard du Pérou, depuis la malheureuse guerre du Pacifique au dix-neuvième siècle, celui d'une présence « menaçante et expansionniste ». Sur les cartes officielles de l'Equateur, la « frontière » figure toujours en pointillés.

Le pétrole est, depuis 1972, à la fois la chance et le souci de l'Equateur. Membre de l'OPEP, il a d'abord largement bénéficié du boom pétrolier dans les années 70 et dans une moindre mesure, dans les années 80. Mais le tremblement de terre de mars 1987 avait détruit l'oléoduc transandinien et interrompu, pendant quatre mois, le flot d'or noir, devenu le premier produit d'exportation (53 % des revenus en 1990). La chute des cours avait fortement contribué à aggraver la crise économique et à paralyser le règlement du service de la dette extérieure (environ 11 milliards de dollars).

Depuis août 1990, la crise, puis la guerre du Golfe ont de nouveau bouleversé le tableau. L'Equateur, d'août à décembre 1990, a bénéficié d'un bonus évalué à 200 millions de dollars pour une exportation modeste de 160 000 barils-jour (la moitié environ de sa production). Un avantage inattendu, mis à l'abri dans un fonds de réserves spécial par un gouvernement prudent. Aussi s'est-on décidé à Quito d'établir le budget sur la base d'un brut à 17 dollars le baril.

M. Borja avait préconisé un contrôle plus rigoureux de la richesse pétrolière par l'Etat. Depuis 1989, l'oléoduc transandinien dépend de la Société nationale des pétroles, un accord conclu avec la Texaco sans trop de grincements de dents, car le régime des contrats permet aux compagnies étrangères de poursuivre normalement leurs opérations. Le pétrole a bouleversé le paysage de l'Equateur. De la capitale d'abord (sans doute la plus belle cité coloniale d'Amérique du sud), modernisée, allongée dans son étroite vallée indienne, à 2 800 mètres d'altitude. Du pays, ensuite : un excellent réseau routier, de nouvelles centrales hydroélectriques (l'Equateur exporte déjà de l'énergie en Colombie).

Uranium dans les Andes, titane sur la côte Pacifique, cobalt et manganèse dans les fonds marins des îles Galapagos, zones aurifères en Amazonie. D'autres réserves peuvent susciter des convoitises, mais l'Equateur reste une nation en voie de développement.

Pauvre, étouffé par sa dette extérieure, des populations marginales en expansion (cinq cent mille personnes dans les bidonvilles de Guayaquil), un chômage et un sous-emploi qui affecteraient près de la moitié de la population active, un monde rural à la limite de la survie : des maux classiques, auxquels il faut ajouter la menace des trafiquants de drogue et l'émergence d'un mouvement indigène virulent et revendicatif (une minorité de deux millions de personnes), dont le pouvoir doit tenir compte.

L'heure des épreuves a sonné

Rien à voir encore avec l'ampleur des fléaux (drogue, subversion armée, insécurité) qui frappent la Colombie et le Pérou. Mais la prudence s'impose. D'autant plus que l'heure des épreuves a sonné pour M. Borja. Il avait hissé son parti au premier rang en 1988. La Gauche démocratique n'est arrivée qu'en troisième position aux élections parlementaires de mai 1990, après la Démocratie chrétienne et le parti d'Aldela Bucaram, inusable et effervescent leader populiste de Guayaquil. M. Borja garde de solides atouts : un taux d'inflation inférieur à 50 % en 1990, le boom du tourisme, servi par une géographie spectaculaire et les annués de ses voisins.

L'Equateur, premier exportateur mondial de crevettes et de bananes, a, depuis l'année dernière, une balance commerciale favorable avec la France. La visite de M. Borja devrait donc se terminer par la signature d'un protocole financier pour relancer la coopération française dans les secteurs du pétrole, des chemins de fer, de l'eau et du téléphone.

MARCEL NIEDERGANG

EN BREF

□ CORÉE DU NORD : Pyongyang décide de boycotter les négociations avec Séoul. — La Corée du nord a annoncé lundi 18 février sa décision de boycotter les pourparlers inter-coréens prévus le 25 février. Cette mesure a été prise pour protester contre la tenue au printemps des manœuvres annuelles américano-sud-coréennes « Team Spirit ». — (AFP.)

□ PHILIPPINES : M^{re} Aquino affirme qu'il n'existe plus de menace communiste et militaire. — M^{re} Cory Aquino a affirmé, dimanche 17 février, que l'insurrection communiste était en train de disparaître et que les militaires d'extrême droite ne constituaient plus une menace pour le pays. La présidente a d'autre part déclaré qu'elle était favorable au maintien pour sept années des bases américaines dans l'archipel, à condition que Washington accepte le prix fixé par Manille, qui s'élève à 825 millions de dollars par an. — (Reuter, UPI, AP.)

□ SRI-LANKA : quarante-huit soldats tués dans une embuscade. — Quarante-huit soldats ont été tués et huit autres blessés dans une embuscade tendue, dimanche 17 février, par des séparatistes tamouls du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) dans le nord-est du pays, a annoncé lundi un porte-parole militaire à Colombo. — (AFP, Reuter.)

□ THAILANDE : l'explosion d'un camion de dynamite a fait cent soixante et onze morts. — Le dernier bilan de l'explosion d'un camion de dynamite dans le sud de la Thaïlande (le Monde daté des 17-18 février) est de cent soixante et onze morts, a annoncé la police lundi 18 février. — (Reuter.)

□ CHILI : un fonctionnaire de l'ambassade américaine grièvement blessé dans un attentat. — Un membre des services de sécurité de l'ambassade des Etats-Unis à Santiago a été grièvement blessé dans la nuit du samedi 16 au dimanche 17 janvier par des inconnus qui ont ouvert le feu sur le logement où vivent huit Marines chargés de la sécurité de la mission diplomatique américaine. L'attentat n'a pas été revendiqué. — (AFP.)

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain

Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EUROPE
DE L'AUDIOVISUEL

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque)
à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent,
75014 Paris, en spécifiant le dossier
demandé ou 180 F pour l'abonnement
annuel (90 % d'économie), qui donne
droit à l'envoi gratuit de ce numéro

SOCIÉTÉ

Un modèle français d'intégration

Les neuf «sages», nommés il y a un an, ont défini les principes d'une participation des immigrés à la vie nationale

Installé en mars 1990, le Haut Conseil à l'intégration ne s'attendait pas à publier son premier rapport annuel au milieu d'une guerre opposant la France à un pays arabe. Devait-il surseoir à cette publication ? Les neuf «sages» qui le composent (1) ont vu, au contraire, dans les événements du Golfe une raison supplémentaire de s'exprimer sur l'une des questions majeures de la société française.

Le document que le Haut Conseil a remis, lundi 18 février, au premier ministre est l'ébauche d'un véritable code de l'intégration. On y trouve, à la fois, une analyse et des propositions. C'est la première fois qu'une instance officielle va aussi loin dans la définition de ce concept, adopté récemment par la quasi-totalité de la classe politique.

Il est beaucoup question de «communautés» depuis le début de la guerre du Golfe : communautés juive, musulmane, maghrébienne... Comme si la France était un ensemble de minorités ayant chacune son opinion, son autonomie, sinon ses droits particuliers ! Le Haut Conseil souligne que cette approche est contraire à l'esprit d'une République indivisible et laïque.

Le «modèle français d'intégration», affirme-t-il, se distingue nettement de certaines tendances qui se font jour en Europe : la logique des communautés (comme en Grande-Bretagne) ou la reconnaissance de minorités nationales (comme dans les pays de l'Est). Le Haut Conseil ne nie pas qu'il existe en France, comme partout, des minorités. Il pense cependant que les principes traditionnels d'égalité des personnes,

de reconnaissance des droits individuels et de non-discrimination assurent mieux l'épanouissement de chacun, dans l'unité nationale, que la reconnaissance institutionnelle – et forcément discriminatoire – de ces minorités.

Confusion de mots, confusion de chiffres

Qu'est-ce que l'intégration ? Ce n'est pas une voie moyenne entre l'assimilation et l'insertion, affirmant les neuf «sages», mais «un processus spécifique par lequel il s'agit de susciter la participation active à la société nationale d'éléments variés et différents, tout en acceptant la subsistance de spécificités culturelles et morales et en tenant pour vrai que l'ensemble s'enrichit de cette variété, de cette complexité». Ou encore, plus simplement : «Sans nier les différences, en sachant les prendre en compte sans les exalter, c'est sur les ressemblances et les convergences qu'une politique d'intégration met l'accent dans l'égalité des droits et des obligations». En clair, les immigrés, d'où qu'ils viennent, doivent «accepter les règles» de la société française, adhérer à «un minimum de valeurs communes», pour que leur «fusion dans la collectivité nationale» continue à enrichir celle-ci et à contribuer à son rayonnement. Ou est loin de la fameuse «société multiculturelle», tant vantée par certains au début des années 80...

Le Haut Conseil à l'intégration

dénonce, à juste titre, une grande confusion dans le vocabulaire. Il distingue et précise quatre termes : l'étranger, l'immigré, la personne d'origine étrangère et la personne exclue ou marginalisée. Ainsi, de nombreux immigrés, qui ne sont plus étrangers, sont parfaitement intégrés, alors que des populations juridiquement françaises d'origine (provenant, par exemple, des départements d'outre-mer) peuvent être victimes de discrimination et rencontrer des problèmes d'intégration... Les «sages» mettent en garde à ce propos contre une sorte d'intégration à l'envers : celle qui naît de la cohabitation explosive, co-certaines quartiers, d'immigrés récents et de Français en voie de marginalisation. Dans un tel contexte, l'intégration n'est plus une promotion sociale, mais une «intégration-exclusion».

Confusion du vocabulaire, mais aussi confusion statistique. Le Haut Conseil souligne qu'une connaissance imprécise, partielle et dispersée des populations étudiées (immigrés, étrangers, personnes d'origine étrangère, marginales) ne permet ni de suivre correctement les évolutions ni d'évaluer la portée des décisions prises et d'informer clairement l'opinion. Il a donc conçu une sorte de baromètre, qui devrait permettre d'étudier l'intégration de manière un peu plus sérieuse. Différents «groupes-cibles», constitués d'immigrés et de leurs enfants, qu'ils soient français ou étrangers, seront étudiés sur la base de vingt-trois indicateurs juridiques, économiques et sociaux : durée du séjour en France, montant des revenus trans-

férés dans le pays d'origine, usage de la langue française, mariages mixtes, taux de fécondité, pourcentage de bacheliers, taux de chômage, revenus par ménage, concentration géographique, mortalité infantile, dépenses de santé, population carcérale... En attendant, le Haut Conseil a procédé à une enquête auprès de plusieurs dizaines de communes. Et il donne dans son rapport un état, aussi précis que possible, de tous les chiffres disponibles.

«Aller plus vite et plus loin»

Les neuf «sages» reconnaissent que le gouvernement et le Parlement ont pris récemment quelques mesures importantes pour favoriser l'intégration. Ils pensent cependant qu'il faut aller plus vite et plus loin. Parmi leurs propositions (voir d'autre part) : la création d'une grande «direction de la population et



de la solidarité» au ministère des affaires sociales, la transformation des foyers d'accueil pour travailleurs migrants et une extension de la protection sociale pour les étrangers.

Faut-il créer un ministère de l'intégration ? Les «sages» ne se prononcent pas vraiment sur ce point : tout dépend des pouvoirs réels qu'on donnerait à un tel organisme qui risque d'être une coquille vide. Pour le moment, il faut faire travailler ensemble des ministères différents. Or le secrétaire général à l'intégration, créé en novembre 1989, n'a pas les moyens de jouer ce rôle. Tout se passe comme si on avait seulement créé un échelon supplémentaire.

Faut-il accorder aux résidents étrangers le droit de vote aux élections locales ? Les neuf «sages» sont partagés sur le fond de cette mesure, comme sur ses effets. En tout cas, ils sont unanimes pour reconnaître que l'examen de cette question, dans les circonstances présentes, ne jouerait certainement pas en faveur de l'intégration des immigrés.

Vouloir «aller plus vite et plus loin» n'empêche pas le Haut Conseil de remarquer que l'intégration est une affaire de longue haleine. Elle ne peut réussir que dans la durée. Mais le temps n'est pas toujours linéaire : les effets dévastateurs du chômage et une urbanisation raisonnée font que certains enfants d'immigrés, même s'ils ont la nationalité française, sont aujourd'hui moins bien intégrés que leurs parents !

Un autre paradoxe tient aux rapports de la France avec ses voisins. Compte tenu de la prochaine ouverture complète des frontières communautaires et de la poussée migratoire en provenance de l'Est, toute politique à l'égard des immigrés suppose une concertation internationale et une harmonisation de certaines règles. Or la France a un «modèle» d'intégration. Et elle entend le garder.

ROBERT SOLÉ

(1) Le Haut Conseil est composé de neuf membres, élus pour trois ans : M. Marcel Long (président), vice-président du Conseil d'Etat ; M. Marie-Thérèse Joly-Lambert, inspecteur général des affaires sociales ; M. Jean-Pierre Delalande, député RPR du Val d'Oise ; André Diligent, maire CDS de Roubaix ; Philippe Farès, vice-président du Conseil national des populations immigrées ; Stéphane Hessel, ambassadeur de France ; Antoine Le Fort, conseiller d'Etat, ancien ministre communiste ; Georges Morio, conseiller technique du ministre de l'Agriculture et Jacques Vissier, président du comité de décentralisation.

Une conférence de l'ONU à Tokyo

Les pays d'Asie et du Pacifique cherchent à coordonner la lutte contre la drogue

La première conférence des nations de l'Asie et du Pacifique, organisée à Tokyo du 13 au 15 février sous les auspices de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (ECAFE), a souligné la nécessité de développer une concertation régionale dans la lutte contre la drogue. Il a été préconisé la création d'un centre polyvalent régional chargé d'une telle coordination. Cette conférence, à laquelle participaient quarante-six pays et trois organisations internationales, est l'une des premières expressions d'une nouvelle orientation de la lutte internationale contre la drogue, mettant l'accent sur les stratégies régionales, que doit renforcer la mise en place prochaine, par les Nations unies, du Programme de contrôle international de la drogue (UNIDCP).

TOKYO

de notre correspondant

Bien que l'Asie soit la grande région de production, de consommation et de trafic de stupéfiants, en particulier d'héroïne (5,8 tonnes saisies en 1989) et d'opium (2,5 tonnes), la majorité des ressources (60 millions de dollars) du Fonds des Nations unies pour le contrôle de la consommation de drogue, créé en 1971, allaient à l'Amérique latine. Le nouveau programme devrait permettre une redistribution des fonds. Grâce notamment à une contribution japonaise accrue, davantage de ressources pourront être affectées à la région.

Le Japon en Asie et l'Australie dans le Pacifique sont les pays clés de cette nouvelle stratégie régionale. Bien que le Japon ne soit confronté qu'à un problème mineur de drogue au regard des autres nations industrialisées, comme d'ailleurs la Corée du Sud (1), c'est pour Tokyo l'occasion d'affirmer sa responsabilité et son influence dans la zone. La présence d'une délégation française à la réunion de l'ECAFE était une manière de manifester la responsabilité de la France dans la lutte internationale contre la drogue et son intérêt pour la région Asie-Pacifique.

Sous la pression des Etats-Unis, l'assemblée a accepté le principe d'un contrôle plus strict sur les «précurseurs», c'est-à-dire les substances utilisées par le dédoublement de produits chimiques de base en amont de la production proprement dite de drogue. Ce souci répond aux dispositions de la Convention de Vienne sur les narcotiques de 1953 qui met l'accent sur toutes les formes de trafic.

En revanche, en ce qui concerne le «blanchiment» de l'argent de la drogue, peu de progrès ont été accomplis. Le renforcement des mesures de contrôle sur certaines places traditionnelles de blanchiment, la Suisse et le Luxembourg, incitent les trafiquants à opérer ailleurs et notamment en Asie. Mais à l'exception de Hongkong, les autorités des autres grandes places financières asiatiques traquent les pieds.

Le Japon a certes mis en place, depuis juin 1990, des mesures de contrôle, mais elles restent peu efficaces. Le ministère des finances est en butte à de sérieuses pressions des milieux d'affaires pour ne pas entamer le principe du secret bancaire. De plus, il n'existe au Japon aucune législation concernant le blanchiment. Il en va de même pour Singapour qui ne semble pas vouloir s'engager avant d'être assuré qu'il héritera de l'activité financière de Hongkong lorsque la colonie sera restituée à la Chine, en 1997. Dans le Pacifique, le Vanuatu semble devenir un lieu de recyclage d'argent «sale».

Des tendances alarmantes

Du point de vue de la production, de la consommation et du trafic, on enregistre dans la zone Asie-Pacifique des «tendances alarmantes» : augmentation de la production, diffusion de toutes les sortes de narcotiques et stimulants dans des couches toujours plus jeunes de la population (dans le cas de l'Indonésie par exemple, 80 % des 120 000 drogués ont entre quinze et vingt-cinq ans) et lien de plus en plus évident entre drogue et contamination par sida. La consommation des stupéfiants s'étend, en outre, des villes vers les campagnes.

On enregistre, enfin, une augmentation d'entrée de cocaïne au Japon et en Australie. Dans ce pays, 49 kilos de cocaïne et 160 kilos d'héroïne ont été saisis en 1989.

Sur le plan de la production, la présence à cette conférence du Laos, pays faisant partie du Triangle d'or avec la Birmanie et la Thaïlande, et la demande d'assistance qu'il y a formulée pour mettre en œuvre son plan de lutte contre la drogue ont été interprétées comme une évolution de l'attitude de ce pays producteur. Une attitude analogue a été notée de la part de la Birmanie. Bien qu'elles n'aient pas le contrôle de nombre de régions où est cultivé le pavot, les autorités birmanes ont saisi, ces deux dernières années, 429 kilogrammes d'héroïne, 8 kilos de morphine et 1,7 tonne d'opium. En 1990, elles ont détruit pour 4,4 milliards de dollars de drogue.

En Thaïlande et au Vietnam

La Thaïlande, pour sa part, a considérablement réduit les surfaces de culture du pavot sur son territoire : l'opium produit est tombé de 150 tonnes il y a vingt ans à 20 tonnes en 1990. La Thaïlande compte entre 300 000 et 400 000 drogués. On note un accroissement de la consommation de stimulants. Selon les autorités thaïes, 80 % des malades du sida sont des intoxiqués. Le Vietnam, où se manifestent des signes préoccupants de reprise de la consommation d'opium et d'héroïne, souhaite également une assistance des Nations unies.

Avec l'Afrique, Hongkong, Taiwan et le Japon sont les principaux lieux de transit de la drogue en provenance du Triangle d'or et à destination des Etats-Unis. En ce qui concerne le Croissant d'or (Afghanistan, Iran, Pakistan), alors que ces deux derniers pays ont pris des mesures de contrôle, l'Afghanistan n'a pu faire de même en raison de la guerre et la culture du pavot s'est considérablement développée : ce pays est considéré comme le plus dangereux du Croissant d'or et sa première «victime» est l'Iode. Le Pakistan a, pour sa part, un énorme problème de réhabilitation avec près d'un million d'héromanomanes. L'Iran, très présent au cours de cette conférence, souhaitait visiblement qu'on reconnaisse ses efforts – ce pays semble avoir pratiquement éliminé la culture du pavot – et que son nom soit retiré de la liste des nations faisant partie du Croissant d'or. Il y aurait pourtant six cent mille héromanomanes en Iran, autant qu'en Malaisie.

PHILIPPE PONS

(1) Bien qu'on ait enregistré une augmentation soudaine d'arrivée de cocaïne sur l'archipel (42 kilogrammes ont été saisis en 1990, soit trois fois plus que l'année précédente), la préoccupation des autorités nippones reste les méthamphétamines (stimulants) : 16 000 consommateurs en trafiquants ont été arrêtés en 1990. Il en va de même en Corée du Sud : 4 220 arrestations en 1990 dont, seulement, 29 consommateurs de cocaïne.

RELIGIONS

Des chrétiens chinois au Conseil œcuménique des Eglises

Le Conseil chrétien de Chine, qui rassemble un peu plus de cinq millions de chrétiens non catholiques, a été admis à l'unanimité, lundi 18 février, comme membre du Conseil œcuménique des Eglises (COE), lors d'une session plénière de la septième assemblée générale du COE, qui se tient actuellement à Canberra (Australie). Ont été également admises au sein du COE : l'Eglise épiscopale des Philippines, l'Eglise évangélique luthérienne de Bolivie, l'Association baptiste du Salvador, le Synode luthérien du Salvador et l'Eglise des missions pentecôtistes libanes du Chili. L'Eglise réformée missionnaire néerlandaise d'Afrique du Sud a par ailleurs présenté une demande d'admission. (AFP)

□ Démission de Mgr Jules Harlé, évêque auxiliaire d'Arras. – Le pape Jean-Paul II a accepté, lundi 18 février, la démission de Mgr Jules Harlé, évêque auxiliaire d'Arras depuis 1970, qui avait demandé à être relevé de sa charge, ayant atteint la limite d'âge (soixante-quinze ans), le 3 février dernier.

SPIRITUALITÉ : UNE LOGIQUE DE PAIX

En cette période troublée, la recherche de la paix intérieure constitue peut-être la seule alternative à la violence. Le retour de la spiritualité marque cette fin de siècle.

Mais qui sont ces hommes et ces femmes qui, à un Dieu officiel et aux églises préfèrent le maître intérieur, et aux dogmes l'amour du prochain ? Ils proposent une nouvelle approche de l'esprit et du corps. Pour eux, Dieu est tombé du ciel et vit dans le cœur de chaque homme.

Un grand dossier de 30 pages.



SPIRITUALITÉ: LA GRANDE RÉVOLUTION

PSYCHOLOGIES
«Le magazine qui ouvre toutes les portes sur la vie.»

N° 84 - FÉVRIER 1991 - EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 30 F

SOCIÉTÉ

Gigantesques embouteillages dans la région Rhône-Alpes

Les sports d'hiver, pare-chocs contre pare-chocs

Les déplacements de millions de touristes dans les stations de sports d'hiver des Alpes à l'occasion des congés scolaires ont été profondément affectés par les conditions météorologiques. Samedi 16 février, des files d'attente, dont la longueur atteignait au total près de 200 kilomètres, se sont formées, notamment entre Chambéry et Albertville (Savoie), Grenoble et Bourg-d'Oisans (Isère) et sur l'autoroute A 40 Mâcon-Genève, en particulier à l'ouest du tunnel de Chemoise (Ain). Plusieurs centaines de personnes ont dû passer la nuit dans des gymnases et des lycées à Chambéry. En revanche, ces difficultés de circulation n'ont provoqué que peu d'accidents.

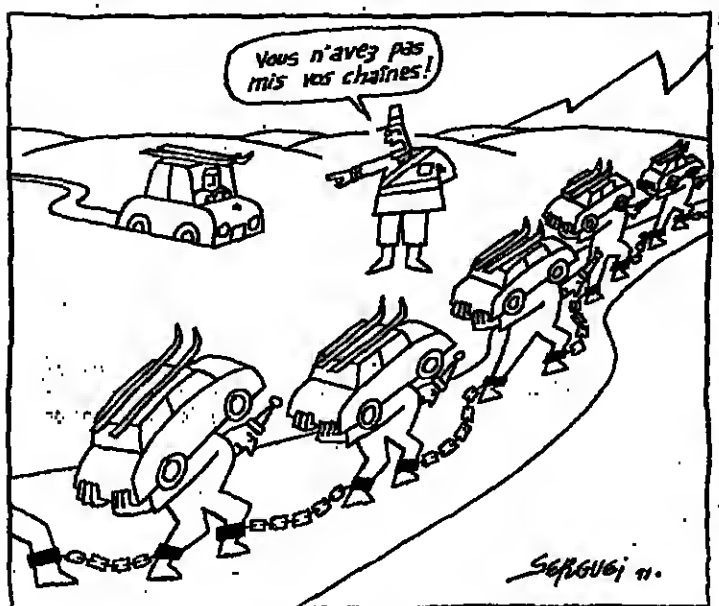
LYON

de notre bureau régional

Les spécialistes de la circulation l'avaient classé « rouge ». Côté météo, ce fut plutôt gris. Et, pour les automobilistes englués dans d'interminables bouchons, il restait un samedi noir. Ceux qui ont fini par atteindre, à 2 heures ou

Bretons et, en partie, les gens de l'Est et du Sud-Ouest ? L'argument ne paraît pas fondé. Les congestions effectuées par le centre régional d'information et de coordination routière de Lyon indiquent que le trafic sur les axes en direction des Alpes n'était pas plus important que l'année dernière pour la première semaine de congés scolaires. En hausse de 13 %, certes, sur l'A 40 désormais sans feu rouge entre Paris et les vallées alpines, mais en baisse de 5 % sur l'A 43 à la sortie de Lyon, et stable dans la vallée de la Tarentaise, où se sont présentés quarante-trois mille véhicules pendant le week-end.

Faut-il s'en prendre alors à ceux qui sont chargés de réaliser les infrastructures ? Malgré une accélération exceptionnelle des programmes pour cause de Jeux olympiques, tous les chantiers ne sont pas achevés cette année, notamment le prolongement de l'outoroute jusqu'à Albertville, qui doit faciliter l'accès à la fois aux stations de Maurienne et à celles de Tarentaise. Dans l'Ain, il faudra attendre 1996 pour voir ouvrir le deuxième tube du tunnel de Chemoise, dont le débit actuel a provoqué, samedi, de spectaculaires bouchons sur l'A 40. Mais les améliorations déjà apportées, notamment entre Albertville et Modane, à coups de centaines de millions de francs, pour rendre compatible la capacité d'accueil de la Savoie



3 heures du matin, leur station - où les offices du tourisme et la plupart des agences immobilières avaient maintenu une permanence d'accueil - n'en finissaient pas d'égreuer leurs pénibles records : « On est resté planté sur l'autoroute après Chambéry. On a mis six heures pour parcourir quinze kilomètres », se plaignait un Breton à Val d'Isère. Arrivé à 23 heures aux Arcs (Savoie), un automobiliste expliquait qu'il était parti de Lyon à 6 heures : dix-sept heures pour 230 kilomètres. Dans l'Isère, un car assurait la correspondance directe entre la gare de Grenoble et Les Deux-Alpes à fait le trajet, ce dix heures alors que d'ordinaire il couvre les 80 kilomètres en moins de deux heures.

Enlèvement impossible ?

Devant une situation qui s'aggravait d'heure en heure samedi matin, pour atteindre son paroxysme en milieu d'après-midi, les responsables de la sécurité routière, placés sous l'autorité des préfets, ont incité les automobilistes à renoncer à poursuivre leur voyage. En Savoie, on estime que deux à trois mille personnes ont suivi ces conseils. Elles ont trouvé refuge dans les hôtels de la région, qui ont rapidement affiché complet, ou chez des habitants, mobilisés ou particulièrement par des appels lancés sur les fréquences de Radio-France Savoie.

Environ sept cents personnes ont été accueillies dans des gymnases et des lycées mis à leur disposition à la demande de la ville de Chambéry. A Grenoble, aussi, les hôtels ont fait le plein avec ceux que la prudence poussait à la hâte. Mais pas toujours de gaieté de cœur : « Ça me coûte 1 500 francs de plus, cet arrêt obligatoire », regrette, dimanche matin, un Nantais après une nuit avec sa famille dans un « trois étoiles » grenoblois.

Telle que cette situation physique, la plupart de ces naufrages de la neige d'avaient plus la force de protester. Contre quoi, contre qui, d'ailleurs ? Contre le ministère de l'Éducation nationale, qui a regroupé cette année les académies en deux zones, jetant sur les routes en même temps les Parisiens, les

(trois cent cinquante mille lits) avec ses ambitions touristiques, rend l'accusation de moins en moins sérieuse.

En revanche, l'insécurité des professionnels, du tourisme entre autres, à trouver des formules facilitées l'étalement des séjours est sans doute une des causes endémiques des difficultés. Mais tous ces fous procès et ces mauvaises raisons ne peuvent, pour autant, faire oublier l'essentiel : dans une zone de montagne, les conditions météorologiques peuvent changer une situation du tout au tout. Après trois brefs éléments, on avait fini par l'oublier. Les avalanches et les coulées de boue qui se sont produites, par exemple, sur la RN 91, entre Bourg-d'Oisans et le col d'Aularet, provoquées par un radoucissement des températures après d'abondantes chutes de neige les jours précédents, ont rappelé que la montagne, comme la mer, a ses règles. Un automobiliste, interrogé par FR 3, a su relativiser les pénibles moments que sa famille et lui vivaient : « Nous avons la chance de pouvoir nous payer une semaine aux sports d'hiver ; nous sommes des privilégiés et nous plaiderais davantage serait indécent. »

BERNARD ELIE
(Avec la collaboration de Nicolas Cabrit à Grenoble.)

■ Avalanches dans les Alpes italiennes et suisses : au moins neuf morts. - Sept personnes - dont un enfant de deux ans - ont été tuées, dimanche 17 février, par une avalanche sur le versant italien du col du Géant, dans le massif du Mont-Blanc. L'avalanche a été déclenchée par une chute de neige qui est survenue vers 13 h 30 entre la Dent du Géant et le refuge Torino, à 3 500 mètres d'altitude. L'énorme coulée de neige et de glace a balayé 1 300 mètres plus bas, une piste que descendait un groupe de skieurs conduits par un moniteur. Sept corps auraient été défilés, mais on craint que d'autres corps soient encore enfouis.

En Suisse, deux personnes au moins ont péri, elles aussi, dans des avalanches qui se sont produites près d'Engelberg-Gerschnalp, et dans le massif du Pilate (canton d'Unterwald). - (AFP.)

SPORTS

RUGBY : polémique autour d'une réglementation

L'argent et l'esprit

Le rugby serait-il sur la voie du professionnalisme ? Depuis la 1^{re} édition, les joueurs ont le droit de percevoir de l'argent pour des activités de communication ou de publicité sans relation directe avec leur sport. A quelques mois de la Coupe du monde, organisée du 3 octobre au 2 novembre prochain en Grande-Bretagne et en France, la polémique prend de l'ampleur. Les traditionnalistes se mobilisent pour défendre un « esprit » qu'ils estiment menacé.

EDIMBOURG

de notre envoyé spécial

Raeborn Place n'est pas le Parc des Princes et ne le sera jamais. Ce petit stade d'Edimbourg, vaste étendue de pelouse plantée entre les demeures bourgeoises, accueille rarement plus de cinq cents spectateurs pour les matches de l'équipe de rugby locale, les Edinburgh Academicals. L'endroit est très prisé des moutons et des gosses. Les premières peuvent taquiner les canards sur l'étang voisin. Les seconds se chamaillent à loisir pendant que leurs pères assistent au match, alignés le long de la ligne de touche ou sur les travées de l'unique et minuscule tribune.

C'est ce, l'esprit rugby, aime rappeler le vieux David Skae, capitaine de l'équipe d'Ecosse. Raeborn Place est, en effet, de ces stades de faubourgs où les avants tringotiers volent à la mémoire de William Webb Ellis, le jeune homme qui est l'idée de prendre le ballon à pleines mains sur une pelouse de la ville de Rugby en 1823.

La prime du centenaire

Aujourd'hui, cet « esprit » serait en danger. Le 12 octobre dernier, le comité exécutif de l'International Board - le gouvernement du rugby mondial - a modifié le règlement concernant l'argent. Les joueurs peuvent désormais percevoir de l'argent pour des activités qui ne sont pas directement liées au rugby. Ils sont ainsi autorisés à signer des contrats publicitaires (à condition de ne pas porter de maillot à leur marque), de rédiger des livres ou des articles participant à des efforts de gala. Cette réglementation est encore très floue et le Board laisse à chaque fédération la possibilité de l'interpréter.

Les dirigeants les plus conservateurs admettent qu'il était temps d'essayer les règlements, tant les joueurs sont amoncelés à faire des sacrifices professionnels pour leur sport. Mais ils pensent que le Board a été trop loin, que la porte est ouverte à tous les excès. Les responsables anglais et écossais s'insurgent ainsi contre la possibilité offerte aux joueurs de toucher de l'argent pour présider des dîners dans les clubs.

Une telle pratique, tolérée en Nouvelle-Zélande, est interdite en Angleterre. Will Carling, le capitaine de l'équipe de la Rose, suspecté d'avoir « fantaisie » lors d'une soirée en 1989, a fait l'objet d'une enquête de la part de sa fédération. Il a finalement été blanchi : l'argent en question avait été versé à une association de lutte contre le cancer.

Deux autres affaires agitent le milieu du rugby. Le 30 décembre, l'hebdomadaire *Sunday Telegraph* révélait que les joueurs du Stade

toulousain avaient touché chacun 10 000 francs pour leur victoire dans le dernier Masters, un tournoi international organisé pour fêter le centenaire du rugby dans leur ville. Les dirigeants français ont démenti cette information. Une enquête est en cours.

L'autre affaire concerne les joueurs anglais. A l'issue du match Galles-Angleterre, samedi 9 janvier à Cardiff, ils ont refusé de répondre aux questions des journalistes. La BBC a alors révélé qu'elle avait éconduit une société qui lui demandait près de 50 000 francs pour obtenir le droit d'interroger les joueurs. Depuis le mois d'octobre 1990, cette société contrôlerait effectivement les intérêts des internationaux anglais, mais, devant le tollé provoqué par leur attitude (1), ceux-ci ont préféré, mardi 5 février, rompre le contrat qui les liait à ces « agents ».

Quant aux joueurs écossais, ils ont déjà décidé d'ouvrir en équipe et viennent de mettre en concurrence six sociétés pour choisir celle qui défendra au mieux leurs intérêts. Les Néozélandais ont été plus rapides : la gestion de leurs activités de promotion sera confiée à une société désignée par la fédération All Blacks de rugby. L'argent ainsi récolté sera versé dans une « caisse commune » avant d'être distribué aux joueurs. Les internationaux français, eux aussi, s'apprêtent à voter les dividendes de leurs exploits. Ils envisagent d'évoquer le problème du statut des joueurs avec leurs dirigeants à l'approche de la deuxième Coupe du monde.

L'ensemble du débat pourrait paraître anecdotique. Des spécialistes britanniques de communication estiment d'ailleurs que seuls quelques joueurs de premier plan, connus du grand public, sont concernés par les mesures sur la publicité : en décembre 1989, la société Prisma évaluait à 390 000 francs par an les revenus potentiels d'une vedette.

Et fait, le rugby est resté depuis longtemps les rapports hypocrites avec l'argent. A côté de ceux qui se consacrent à la promotion des chantiers de l'amateurisme, le rugby français sait offrir des « avantages » à ses joueurs. De nombreux clubs proposent un emploi - parfois fictif - un logement, mais aussi des primes de match officielles qui antécédent les fins de mois, même si les sommes en question (parfois quelques milliers de francs) n'autorisent pas à parler de professionnalisme.

L'Angleterre et ses voisines n'échappent pas à la règle. Les dirigeants néozélandais et australiens, beaucoup plus libéraux sur ce sujet, ne manquent d'ailleurs jamais de rappeler à leurs homologues britanniques que les clubs anglais proposent des sommes importantes aux vedettes de l'hémisphère sud. Quant à l'Italie, où les équipes portent les noms des sponsors qui les financent (par exemple Benetton à Trévise), elle trouve toujours les arguments pour accueillir des joueurs néozélandais ou sud-africains.

Le rugby est, en fait, prisonnier de ses propres contradictions. En restaurant des championnats paritaires par des brasseries (Courage en Angleterre, Heikeken au Pays de Galles, Melbourn en Ecosse), les fédérations britanniques ont favorisé l'émancipation d'une élite. En Angleterre, les meilleurs joueurs se retrouvent dans les clubs les plus puissants. De même, l'augmentation des droits de télévision (la

BBC vient d'acheter les droits de retransmission des trois prochaines éditions du Tournoi des cinq nations pour 100 millions de francs), la possible création, à moyen terme, d'une coupe d'Europe des clubs, et le succès attendu de la prochaine Coupe du monde (bénéfice escompté : 400 millions de francs) ne sont pas sans conséquences. Les dirigeants peuvent difficilement expliquer aux joueurs qu'ils ne seront pas invités au partage du gâteau.

L'aide aux petits

« L'argent du jeu doit retourner au jeu. En étant invité d'un petit club, un joueur assure la promotion du sport, il n'a pas à se faire payer », assure pourtant Mike Peary, le président de la fédération anglaise. « Cet argent, nous en avons besoin, pour les gamins, pour la base », certifie Bill Hogg, son homologue écossais, dont la fédération a longtemps exigé des internationaux qu'ils aient été eux-mêmes leurs maillots frappés du chardon. Réplique de David Sole,

le capitaine écossais : « Il faut évoluer. Pourquoi ne pas être rémunéré pour un dîner si le club le souhaite ? Pourquoi ne pas payer le maillot national pour une quelconque marque de bière ? Le jeu n'est pas en danger. Avec ou sans argent, on continuera à aimer ce sport. Nous ne serons jamais millionnaires. »

Le rugby est piégé, coincé entre ses racines et les intérêts des joueurs. Duocan Patterson, l'un des sélectionneurs écossais, reconnaît qu'il est urgent d'intervenir : « Nous demandons trop de sacrifices professionnels aux gens. Faisons marche arrière pendant qu'il en est encore temps ! Il faut moins de matches, moins de stages. » Albert Perras, le président de la fédération française, estime lui qu'il est trop tard : « Ce sont les Britanniques qui créveront le rugby. Ils sont débordés par l'hémisphère sud et ils vont lâcher eux. Ils ne vont pas tenir leurs championnats. Si nous ne lui gardons pas son esprit, le rugby est foutu, il tombera dans le pogon. »

En cas de retour trop brutal aux traditions, le risque est évident : les meilleurs éléments continueront de quitter les rangs du « XV » pour rejoindre les équipes de jeu à XIII, sport professionnel en Angleterre et en Australie. Les défections de ce type se sont multipliées ces dernières années. Même si le Pays de Galles, le plus touché par ce phénomène avec l'Angleterre, a doublé les indemnités journalières accordées à ses internationaux (200 francs), on voit mal comment cet exode pourrait s'arrêter. Au lendemain de la Coupe du monde, en novembre, le club de Saint-Helens serait disposé à enlever au prix fort le centre Jeremy Guscott, meilleur joueur anglais du moment.

« Ceux qui veulent nous quitter le peuvent. Nous leur souhaitons bonne chance », assure Mike Peary, le président anglais, avant d'ajouter : « Chez nous, les internationaux ne sont tout de même pas malheureux. Ils ont droit à un traitement de VIP. Ils sont logés dans des hôtels de luxe, leurs épouses sont invitées. Ils voyagent en première classe, visitent le monde. Sur tout, l'honneur de porter le maillot ne se change pas. Ce sport est trop grand pour mourir ainsi. Le jeu reste plus fort que l'individu. »

PHILIPPE BROUSSARD

La crise de la Fédération française

Les clubs boudent l'assemblée générale

La météo qui oppose, depuis quatre mois, les différentes tendances d'un rugby français en pleine crise, s'est poursuivie samedi 18 février par le report, faute de participants, d'une assemblée générale de la Fédération (FFR). Seuls 549 clubs sur les mille sept cent quarante-sept affiliés à la FFR étaient représentés à cette assemblée qui devait notamment débattre d'une réforme du système électif proposée par M. Jean Fabre, ancien président du Stade toulousain et candidat à la présidence. Pour que l'assemblée puisse débattre, le moins des clubs plus un, soit 874, devaient être présents. Le quorum n'ayant pu être atteint, la réunion a été reportée au 9 mars.

Cette nouvelle péripétie aura au moins permis aux différents protagonistes de tomber d'accord sur un point : « On se ridiculise », ont-ils admis dans un bel ensemble.

Tournoi des Cinq nations

La composition de l'équipe de France

Les sélectionneurs du XV de France ont procédé à trois changements au sein de l'équipe qui jouera contre le Pays de Galles, samedi 2 mars, au Parc des Princes. Comme prévu, l'Argentin Philippe Sella, totalement remis de la blessure qui l'a longtemps éloigné des terrains, retrouve sa place au centre de l'attaque, aux dépens du Parisien Denis Charvet. Deux changements interviennent également dans le pack, avec les retours du deuxième ligne biterrois Jean-François Gourvane (Béziers) et du troisième ligne du Racing Club de France Christophe Deslandes, qui étaient tous deux titulaires lors du deuxième match contre la Nouvelle-Zélande, en novembre à Paris. Ils remplacent le Parisien Michel Tackdjan et le Berjalien Marc Cécillon. La troisième ligne est désormais exclusivement composée de joueurs du RCF, le champion de France en titre.

La composition de l'équipe nationale est donc la suivante : Serge

Blanco (Biarritz, cap.) ; Jean-Baptiste Lafont (RCF), Philippe Sella (Agen), Franck Mermel (RCF), Patrice Lagisquet (Bayonne) ; (o) Didier Cambérède (Béziers), (m) Pierre Berbizier (Agen) ; Christophe Deslandes (RCF), Laurent Cabannes (RCF), Xavier Blond (RCF) ; Olivier Roumat (Dax), Jean-François Gourvane (Béziers), Pascal Oursat (Biarritz), Philippe Marocco (Stadoceste) et Grégoire Lascabé (Agen).

Remplaçants : Thierry Lacroix (Dax), Henri Saux (Narbonne), Marc Cécillon (Bourgnon-Jallieu), Philippe Cimbert (Bègles-Bordeaux) et Michel Tackdjan (RCF).

■ Résultats. - Les résultats de la troisième journée du tournoi, jouée samedi 16 février, sont les suivants : à Twickenham, *Angleterre b. Ecosse 21-12 ; à Cardiff, *Galles et Irlande 21-21.

Le classement. - 1. Angleterre et France, 4 points ; 3. Ecosse, 2 ; 4. Irlande et Galles, 1.

Les résultats

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Deuxième division (matchs en retard)

GROUPE « A »

Samedi 16 février, Strasbourg b. Bastia, 2-0 ; dimanche 17 février, *Mérignac b. Dijon, 4-2.

Classement. - 1. Nîmes, 32 pts ; 2. Istres, 30 ; 3. Bastia, 28 ; 4. Strasbourg, 28 ; 5. Valenciennes, 28.

GROUPE « B »

Dimanche 17 février, *Red-Star et Créteil, 0-0.

ESCRIME

CHALLENGE MORIAL

Deux ans après son premier succès dans

le Challenge Morial, l'épéiste français Eric Srecki a récidivé, dimanche 17 février, en battant en finale l'espoir soviétique Pavel Kolobkov, champion du monde junior en 1988 et médaille de bronze des derniers championnats du monde. Le Français, vainqueur de la Coupe du monde en 1989, vise désormais un titre aux prochains championnats du monde de Budapest.

SKI ARTISTIQUE

CHAMPIONNATS DU MONDE. Le skieur de la Cusaz Edgar Groppion a remporté un deuxième titre de champion du monde de bosses, l'une des trois disciplines du ski artistique, aux championnats du monde qui se sont achevés dimanche 17 février à Lake Placid (Etats-Unis). Il est le seul Français à avoir gagné une médaille d'or lors de ces épreuves, où les skieurs canadiens et américains ont occupé les victoires.

AUTOMOBILISME : le championnat de Formule 1

Des pénalités de temps pour les fauteurs d'accidents

Le Conseil mondial de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a adopté, vendredi 15 février, plusieurs modifications au règlement du championnat du monde de Formule 1, applicables dès la saison 1991. Afin de valoriser les succès, dix points (au lieu de neuf) seront désormais attribués au vainqueur d'un Grand Prix. Les pilotes comptabiliseront leurs seize résultats et non plus leurs onze meilleurs pour le classement du championnat du monde. Avec ce nouveau mode de calcul, Alain Prost, plus régulier, aurait, par exemple, été champion du monde en 1983 à la place d'Ayrton Senna.

Pour tenter d'éviter le renouvellement des incidents qui ont émaillé la saison 1990, le Conseil mondial a renforcé les pouvoirs des commissaires sportifs et de la nouvelle Commission spéciale d'enquête sur la sécurité. Des pénalités de temps pourront être infligées aux pilotes fautifs, soit sous forme d'arrêt momentané aux stands, soit sous forme de pénalisation au classement final si l'incident se produit au cours des douze derniers tours.

L'écure Larrousse a été retiré du championnat du monde de Formule 1, car elle avait pris la sixième place, pour avoir déclaré qu'elle construisait ses monoplace alors qu'elle était fabriquée chez Lola, un constructeur britannique non engagé en Formule 1. Cette mesure devrait avoir de lourdes conséquences financières pour l'écurie française. Elle sera obligée, cette saison, de disputer les pré-qualifications du vendredi matin, avant chaque grand prix. Elle devra également payer les frais de déplacement de son matériel, alors que, pour les dix premières épreuves, ces frais sont pris en charge par l'Association des constructeurs de Formule 1 (FOCA).

gées aux pilotes fautifs, soit sous forme d'arrêt momentané aux stands, soit sous forme de pénalisation au classement final si l'incident se produit au cours des douze derniers tours.

CULTURE

ARCHITECTURE

La triple constance de Mario Botta

Géométrie, symétrie, densité sont les règles de l'architecte suisse

Botta s'est fait connaître en France en construisant un théâtre à Chambéry, une médiathèque à Villeneuve, enfin en établissant un projet de cathédrale pour Evry, dont on attend le financement de la générosité et de la foi du public. Il est suisse, originaire de Mendrisio, dans le Tessin, où il est né en 1943. Cela en fait un architecte plutôt jeune, typique, par sa célébrité précoce, de cette génération de maîtres d'œuvre qui a fait émerger la nouvelle architecture européenne, ses mœurs, ses tics d'afiche, son génie, ses idées, ses tics. Bref, tout un patchwork urbain dans lequel lui, Mario Botta, se distingue précisément par une grande homogénéité de style, une écriture reconnaissable entre toutes.

Un porteur de messages éternels

L'architecture de Mario Botta, ce en quoi notre homme est triplement constant, est géométrique, symétrique et compacte. Elle est affective, voire guerrière, par sa manière de s'imposer aux paysages, montagneux ou urbains, ennemi des bastions ennemis de redans et de meurtrières, derrière lesquels on imagine des regards vigilants, attentifs. Elle est aussi défensive, c'est-à-dire protectrice à la manière de cavernes, accueillant une sorte de paix séparée dans un espace artificiel, plié, d'où les portes sont volontiers bannies. Les spécialistes soulignent en outre la connaissance des matériaux et la maîtrise technique qui président à son inventivité formelle.

Dans les années 70, alors que ses confrères étaient en paroxysme de l'habitation, continuaient de chercher leurs modèles, leurs références, et s'évertuaient à se trouver des signatures lisibles, Mario Botta s'est aisément imposé comme un porteur de messages éternels, un peu comme si l'histoire, après avoir éconché de cet autre Suisse qu'était Le Corbusier, tentait de dépeyer. Les maisons dites « unifamiliales » dont il a parsémié son canton natal du Tessin représentent en effet autant de tours de force à la fois inspirés et spectaculaires, saisissants et rassurants. Mais ce qui vaut pour des maisons, ou pour des bâtiments de taille modeste, apparaît plus difficile à mettre en œuvre dans de plus grands édifices. La formule symétrique supporte mal le changement d'échelle, et elle s'alourdit du principe de géométrie.

Les pleins et les failles, qui créent mobilité et lumière dans les maisons tessinoises, s'empêchent dans la lourdeur des matériaux, dans la trivialité des choix imposés, des règlements pompiers, des habitudes bureaucratiques. Les banques, les bureaux de Mario Botta, tout en restant d'une inspiration singulièrement plus élevée que le tout-venant de ce type d'édifices, prennent un caractère scolaire pas très gracieux. Elles sont aux maisons ce qu'est en charme de l'enfance l'embouschure d'une adolescence un peu bougonneuse.

L'âge adulte de l'architecture de Botta sera-t-il à trouver dans la cathédrale d'Evry? L'exposition du Centre culturel suisse en expose le dernier projet, un cylindre tron-

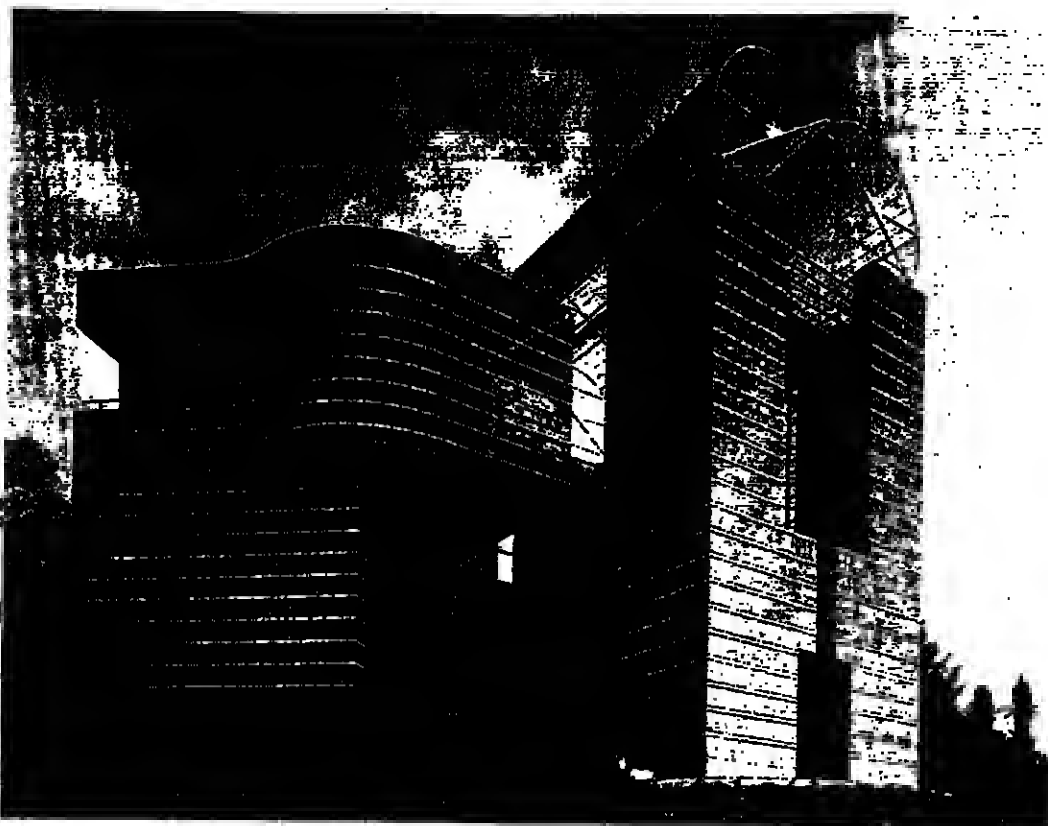
qué, trapu, qui retrouve, les épaules en plus, et dans les tonalités graves d'une voix mûre, quelque chose de la divine pureté (c'est bien le moins pour une église) de ses premières maisons. Botta, c'est heureux, a un grain. Comme il n'a plus le paysage du Tessin, il l'a mis sur la tête de sa cathédrale : une grande couronne d'arbres, dont les vertus druidiques donneront à la foi des Evryens, si le projet aboutit, de solides racines dans la terre gauloise.

Une série de maquettes assez pittoresques pour le Musée des beaux-arts de San-Francisco, coiffées d'une sorte de chapeau garni de plantations très similaires au projet pour Evry, pourraient conduire à s'interroger sur l'économie de l'imaginaire de Botta, face à de grands projets. Heureusement, sans être de dimension formidable, l'immeuble qu'il a conçu pour la galerie Watani-Uji, à Tokyo, montre que cet imaginaire est loin d'être épuisé. Sans rien renier de son obsession symétrique, il sait à nouveau la tempérer d'éléments de surprise et de grâce, qu'on ne saurait assez lui conseiller d'entretenir pour ses projets futurs.

Loquace par ses photographies et maquettes, l'exposition du Centre culturel suisse ne l'est pas, en revanche, par ses explications.

FRÉDÉRIC EDELMANN

► « Mario Botta, architecture et design » au Centre culturel suisse de Paris, 38, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris. Jusqu'au 7 avril.



Maison unifamiliale à Breguzzano (1984-1988).

THÉÂTRE

Du jambon de Carrare

Mis en scène par Robert Fortune, un montage succulent de textes sur la cuisine et la gourmandise

La cuisine est le propos d'une soirée de divertissement que donne le Théâtre Saint-Georges. Titre du menu : *A croquer*. Mais avant tout une remarque, inévitable : convient-il que des comédiens, et des spectateurs, accordent, en temps de guerre du Golfe, leur attention à quelque chose d'aussi sensuel, voluptueux, que la bonne cuisine? Réponse : oui, sans hésitation. Preuve : les services d'information ont tenu à faire savoir qu'en Arabie saoudite les soldats américains usent de mille subterfuges pour essayer d'échanger jusqu'à quatre ou cinq de leurs rations alimentaires contre une seule ration des soldats français, tant notre cuisine militaire est variée, fraîche, bien équilibrée lorsqu'il faut, succulente (un bon troyen : pour suivre les itinéraires des cantines, et aussi les lieux dant on parle, sur des cartes plus grandes et colorées que celles (parfaites) de *Wanda*, le restaurant Michelin 954 « Arabie » n'est pas terrible, la bonne carte est la « Proche-Orient » éditée à Vienne par Ravensstein Verlag, - disponible dans les FNAC et ailleurs.

Des écrivains difficiles à table

Et donc voici, pour nous donner un avant-goût de la super-cuisine des armées, un spectacle éméli et drôle, *A croquer*, qui fait défiler plusieurs écrivains connus pour difficiles à table : Rabelais (qui soignait les melons et salades de son jardin potager), Ronsard, le marquis de Sade, Victor Hugo, Alphonse Daudet, Colette... Manquent, forcément le temps d'un seul snir, quelques gastronomes majeurs, Mallarmé, qui précisait à ses élèves du lycée Condorcet qu'il ne faut boire, avec les cépages, que du saint-julien, et, avec la purée d'artichauts, que du pommard. Ou Baudelaire qui écrivait à Vigny convalescent : « Guerre, le pâtissier anglais dont la maison fait le coin de la rue de Castiglione et de la rue de Rivoli, fait des gâteaux de viande combinés avec un vin très chaud, madère ou xérès sans doute, que les estomacs les plus désoles digèrent facilement et avec plaisir. »

Tous les tableaux d'*A croquer*, relevés de danses et couplets chantés, sont drôles, ont une belle tenue, mais les deux grands moments sont une scène d'une idylle formidable, de Philippe Adrien, jouée à toute volée par Catherine Arditi et Maurice Baquet : un ménage débile attend des amis qui sont invités à dîner ; il est 8 heures du soir, ni l'épouse ni le mari n'ont rien préparé, ils ont la fièvre, aucune envie de se remuer, ils s'engouffrent comme des chiens, c'est plus fort que du Courteline. Il est vraiment triste que Philippe Adrien ait cessé d'écrire.

L'autre grand moment n'est pas un texte de cuisine : à proprement

parler, mais de « dégustation », c'est la page célèbre de Proust sur la petite madeleine, très bien dite par Brigitte Fossey, la page qui commence par : « Ma mère, voyant que j'avais froid, me proposa de me faire prendre, contre mon habitude, un peu de thé... »

Mis en scène avec pas mal de belles idées par Robert Fortune, ce spectacle s'achève par un rappel de ceux qui ne mangent pas, on mangent mal, un rappel de la faim - texte de Jacques Prévert, fortement donné, lui aussi. Tout le bien a été dit, plus haut, des acteurs de la soirée, Brigitte Fossey, émue, Catherine Arditi, vif-argent, Maurice Baquet, et aussi Jeanne Dubois, mais, puisque tous les acteurs ne sont qu'une seule grande famille, rappelons que jamais les poèmes de Jacques Prévert ne furent si bien dits, avec finesse, cœur, douceur et gaieté, que par trois grandes figures : Fabien Loris, Boris Vian, Roger Pigaut.

MICHEL COURNOT

► *A croquer*, au Théâtre Saint-Georges, du mardi au samedi à 20 h 45, dimanche samedi à 18 h 45, dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-63-47.

MUSIQUES

Une « Flûte » à clés pour Bucarest

Tamino est un réfugié politique. Famine, sous l'emprise d'une quelconque Gouche prolétarienne, veut revenir en arrière et vivre sous le règne de Sarastro, un roublard qui pratique la réductionnisme démagogique. Si Pamina échoue, c'est que sa propre mère, la Reine de la nuit, est complétement de consommation. Monostatos emprunte les traits d'un dirigeant allemand, coincé entre une doctrine, une police secrète et un mur. L'encadrement - les trois Dames, les trois Gargans - pourrait être composé d'écolos, de yuppiés, de filles faciles ou de membres des jeunesse communistes. Tout cela ne brille certes pas par la cohérence. Mais la cohérence n'est pas le propos.

A Bucarest, l'exégèse mozartienne n'est pas maçonnique mais

fortement politisée. Elle donnera lieu à une reproduction roumaino-autrichienne de la *Flûte enchantée* à l'Opéra de Bucarest, dès que (les anciens réflexes n'ayant pas tous disparu) seront défrayées les dernières autorisations ministérielles. Mise en scène : Günter Czernetzky ; scénographie : Helmut Störmer.

Dans ce pays fragilisé, le jeu de masques est l'un des loisirs favoris. Leur déchiffrement est à la fois un plaisir intellectuel et un devoir civique. Le bicentenaire de la mort de Mozart sera fêté en Roumanie avec cet attachement fidèle qu'on porte à un paradis potentiel, dans la pleine conscience de son intangibilité.

COSTIN CAZABAN

► Opéra roumain de Bucarest. Renseignements, tél. : 19/400-14-69-800.

UN NUMÉRO HORS-SÉRIE DE « CROYANTS EN LIBERTÉ »

JEAN-PAUL II ET LA GUERRE DU GOLFE

Depuis plusieurs mois, le pape Jean-Paul II a exprimé ses préoccupations face à la crise du Golfe et les exigences du combat pour la paix. Ces textes, d'une vigueur exceptionnelle, s'inscrivent dans la droite ligne de l'encyclique « Pacem in Terris » de Jean XXIII ou du « Plus jamais la guerre » de Paul VI. Pourtant, ils sont mal connus, si ce n'est ignorés. « Croyants en liberté » a décidé de publier, dans leur intégralité, les allocutions et les messages les plus récents du pape concernant cette guerre du Golfe. Ce hors-série peut être commandé à « Croyants en liberté », BP 63, 77932 Perthes cedex.

NOM PRÉNOM M
ADRESSE
commande ... exemplaires de « Jean-Paul II et la guerre du Golfe » et verse ... F
à l'ordre de Croyants en liberté
(joindre impérativement le règlement à la commande).
1 ex. : 5 F - 5 ex. : 20 F - 10 ex. : 35 F - 20 ex. : 65 F - 50 ex. : 150 F.

Il nous est parfois donné le bonheur de voir un film exceptionnel.

Plaisir rare il est vrai, mais quand il existe, l'envie nous vient de crier au chef d'œuvre.

L'EVEIL, c'est un film unique, qui vous séduit par sa tendresse, et nous rappelle que chaque bonheur éprouvé, si petit soit-il, doit être vécu intensément.

L'EVEIL, c'est l'occasion inespérée de retrouver Robert DeNiro et Robin Williams en un face à face inoubliable déjà salué par la critique, et récompensé par 3 nominations aux Oscars dont meilleur acteur Robert DeNiro et meilleur film de l'année.

L'EVEIL est une réjouissance à l'état pur ; c'est aussi et surtout pour tous, l'occasion de se rappeler qu'il faut vivre avec son cœur.

ROBERT DENIRO ROBIN WILLIAMS

L'EVEIL

SORTIE LE 20 FEVRIER

هذا من الاصل

55 من الابريل

CULTURE

CINÉMA

Des films dans un blockhaus

En attendant la grosse cavalerie américaine le Festival de Berlin essaie les cinémas nationaux

BERLIN

de notre envoyée spéciale

La Berlinale 1991 est le premier festival international du cinéma de l'Allemagne réunifiée. L'an dernier, l'événement était attendu, voire espéré. L'ambiance était électrique, tout était à faire et à rêver, tout semblait possible. Des deux côtés de l'ex-mur, la curiosité était grande. Jusqu'à l'août dernier les salles de projection et les bureaux de presse étaient restés aux environs de l'église caennaise qui se dresse au bout du Ku'damm comme l'Arc de triomphe aux Champs-Élysées. L'août dernier, la direction du festival avait mobilisé des cinémas à l'est pour y présenter les films de la compétition, et y avait vendu des tickets à prix réduits pour les autres sections.

Caractéristiques nationales

Cette fois, si le Forum, si les rétrospectives (Robert Mitzum, Jane Russell, la guerre froide), si les nouveaux films allemands et ceux pour les jeunes restent aux mêmes endroits, si les films de la compétition sont projetés pour le public au Zoo Palast - magnifique relique des années 50 que le Festival a préservée des démolisseurs - la presse est reléguée au Kongress Halle, gros bâtiment de béton élastrophobique situé près du Reichstag, dans une sorte de zoo man's land. Ni à l'ouest ni à l'est, on y est loin de tout, à Berlin ou ailleurs, entre accablés, simplement là pour avaler un film après l'autre. La salle de projection porte le nom de Fassbinder, mais dans ce blockhaus, il ne se sentirait certainement pas chez lui.

Horaires et itinéraire - cafétéria et salle de conférences de presse sont côté à côté - ont été calculés pour sortir du film, aller écouter le metteur en scène pendant quinze minutes, faire la queue, prendre un café et ingurgiter le film suivant.

La grande qualité du Festival,

c'était de participer à l'activité, à l'atmosphère d'une ville singulière, richement entretenue, et qui avait l'élégance d'exhiber sa bonne fortune sous des formes d'art haut-de-gamme. Aujourd'hui, alors que l'actualité brûle, on a l'impression d'en être coupé, et c'est dommageable pour la réception des films, qui se chargent d'actualité. L'identité du Festival, c'était aussi son ouverture sur les cinémas de l'est. Mais on sait qu'aujourd'hui, privés de leurs subventions par le vent de liberté et de libéralisme, ils sont exsangues. Comme partout, la grosse cavalerie américaine est là : *Danse avec les loups*, de Kevin Costner, *le Parrain III*, de Coppola, *le Silence des agneaux*, de Jonathan Demme... qui préparait à Berlin leur sortie européenne.

Hors compétition, Uranus, de Claude Berri, a fait l'ouverture. Pour les journalistes l'après-midi, co-soirée de gala au Zoo Palast avec discours du maître et de Marius de Hadelo, directeur du Festival. Les réactions sont plutôt sympathiques, on compare le film au roman de Marcel Aymé, « plus pessimiste », mais coté dans un petit monde aussi clocheterlesque est sans doute difficile pour des non-Français.

Avant les Américains, qui se vantent d'être universels - et ils l'ont pas tort - le Festival a joué à fond sur les caractéristiques

Robert Mitzum et Kevin Costner ne viendront pas à Berlin. L'acteur américain Robert Mitzum, attendu au Festival de Berlin où doit avoir lieu une rétrospective de ses films, a annulé sa visite, sans expliquer les raisons de sa décision. Il semble, en revanche, que ce soit la guerre du Golfe qui ait dissuadé Kevin Costner, le réalisateur de *Danse avec les loups*, projeté à Berlin, de se rendre au Festival. Francis Coppola, lui, devrait assister à la présentation de son *Parrain III*.

optionales. Avec un film très allemand de Franz Seitz, *Erfolg (le Succès)*, réduction à deux heures d'une série télévisée de prestige, avec beaucoup d'acteurs de la Schaubühne, qui démontrent comment ils y jouent en réfléchissant juste un petit peu trop avant de prononcer avec une grande concentration leur réplique. L'histoire, tirée d'un roman célèbre, se passe à Munich pendant la montée du nazisme. Elle se termine sur un échec de Hitler, ses troupes se font caarder dans les rues munichoises, il se sauve dans la voiture des héros et Bruno Ganz dit : « Ce n'est pas la dernière fois qu'on voit cet homme-là, prends garde Allemagne » - ce n'est plus un scoop.

Hors compétition, on a pu voir *Danse sur le détroit*, un film toujours classé RDA puisque tourné en 1989, beaucoup plus intéres-

sant, plus rude aussi, bien que bâti sur des symboles dont on peut seulement deviner le sens et la portée. *Amelia Lopez O'Neill* de Valeria Sarmiento, coproduction franco-helvético-chilienne, beaucoup plus éblouissante que le reste, avec tout l'attrait surréaliste latino-américain (Raul Ruiz a participé au scénario). Et enfin *le Miracle*, un film irlandais de Neil Jordan, qui nous ramène vers les années d'utopie d'il y a vingt ans. On y voit un garçon retrouver son équilibre en transgressant le tabou de l'inceste et sa petite amie coucher avec un dompteur pour libérer les animaux en cage.

Tout ceci n'est pas très encourageant pour les cinématographies nationales. Il suffira peut-être d'un film anglais, italien ou russe pour retrouver le moral et oublier le blockhaus.

COLETTE GODARD

Les débuts de Julia Roberts

« Mystic Pizza », une petite comédie pleine de bons sentiments

Il y a, dans le Connecticut, une bourgade qui s'appelle Mystic ; on y vit de la pêche et du tourisme. La plupart des habitants appartiennent à une communauté d'origine portugaise. Cela pourrait être un film de Louis Malle sur l'Amérique profonde. C'est le premier film de Donald Petrie, qui avait travaillé auparavant à des séries télévisées, et cela ressemble à un de ces téléfilms qu'on voit l'après-midi ou la nuit, sur nos chaînes.

Il se trouve que c'est aussi le premier film de Julia Roberts, dont la récente et foudroyante ascension « justifie » sans doute cette sortie. Julia Roberts est Daisy, une fille de vingt ans qui carbure à la bière et peut s'offrir tous les hommes, parce qu'ils n'ont tous envie d'elle. Elle avance dans l'existence avec désinvolture. Sa sœur cadette, Kat (Anabel Gish), est une intellectuelle qui veut aller à

l'Université. En attendant, elle travaille, avec Daisy et leur copine Jojo (Lili Taylor) à la pizzeria de Leona Valsouano (Coeleha Ferrer), dont l'enseignement est, comme de juste, *Mystic Pizza*. D'au le titre du film.

Le seul mystère de cette comédie sentimentale, humoristique et, finalement, moralisatrice, est la recette de la pizza façon Leona. Par ailleurs, tout est prévisible : les histoires d'amour des trois filles avec trois spécimens de la geot masculin aux comportements décevants, l'apprentissage de l'âge adulte et la bonté truite maternelle de la grosse Leona.

On peut être sensible à ce charme folklorique et au fait que Julia Roberts, séduisante et « nature », bien qu'assez mal photographiée, promettait largement d'être ce qu'elle est devenue. C'était en 1988.

JACQUES SICLIER

MARS

MADRID

6

10

CLIMATIZACION'91

Salon International de l'Air Conditionné, de la Ventilation, de la Réfrigération et du Chauffage.

16

24

expoocio

EXPO/OCIO
Salon des Loisirs.

16

24

INTERIORISMO CONSTRUCCION JARDINERIA

SALON INTERNACIONAL DEL BRICOLAGE
Salon International du Bricolage.

19

22

INTERDIDAC

INTERDIDAC
Salon International de l'Education.

INFOIFEMA (34-1) 470 10 14

IFEMA Avda. de Portugal, s/n
28011 MADRID Espagne Telex: 44025-41674
Fax: (34-1) 464 33 26

Chambre de Commerce Franco-Espagnole

32, Avenue de l'Opéra
75002 Paris
Tel.: (1) 47 42 40 66
Telex: (042) 21 22 59
Fax: (1) 47 42 70 02

IFEMA

Feria de Madrid

La nouvelle morale

Dans « Un flic à la maternelle », Schwarzenegger le dur embrigade une classe de gamins

Voilà un flic dur, intègre et solitaire, un composé de l'inspecteur Harry et de Terminator. Le voilà à la recherche de la femme d'un gangster, qui s'est enfuie avec l'argent de la drogue et son petit garçon. Arnold Schwarzenegger, car c'est lui, part en mission avec une femme-flic, Pamela Reed, qui devra jouer les institutrices de maternelle pour déceler le fils du gangster. Seulement elle attrape une grippe intestinale, et c'est Schwarzy qui la remplace.

Le début du film d'Ivan Reitman, *Un flic à la maternelle*, la poursuite du gangster, le voyage de cauchemar avec cette femme-flic boulimique et qui vomit partout, les premières confrontations du grand costaud avec une classe de gamins rigolards qui se moquent

de lui, c'est pas d'une originalité époustouflante, mais c'est bien fait, efficace, et on rit. Ensuite l'affaire se gâte, par défaut d'action, et surtout parce que les gamins deviennent sages. Parce que, affublés d'une barbe à la Lincoln, ils récitent la déclaration de Gettysburg à la fête de l'école, devant les parents qui écarquillent une larme. Parce que Schwarzenegger est reconnu comme le meilleur des pédagogues pour leur avoir inculqué la discipline des écoles de police.

La fio tourne même au désagréable : le gangster ayant retrouvé son fils et voulant l'enlever, Schwarzenegger l'abat devant le gosse. Puis il épouse la mère - qui était partie sans l'argent de la drogue - et tout est dans l'ordre.

COLETTE GODARD

« Vincent et moi »

Un film « pour enfants », qui fonctionne comme un jeu d'échecs : on dirait que Jo la jeune Canadienne dessinerait comme Van Gogh, au point qu'un malintentionné pourrait s'emparer de ses dessins et les vendre très cher ; on dirait qu'elle quitterait Mootral pour Amsterdam avec un copain, rencontrerait un gavroche batave, Joris le roi des canaux, et qu'ensemble ils mettraient en déroute les vilains trafiquants ; on dirait que, par magie, Jo rendrait visite à Vincent sous le soleil d'Arles et lui apprendrait qu'un jour ses œuvres vaudront des fortunes.

A ce ton ludique et irréaliste, il fallait une mise en scène franche et naïve. Pas la caméra de plomb de Michael Robbo, sa « direction d'acteurs » qui transforme les gamins en petits adultes grimés, ni cette plate roublardise qui désamorce les fantaisies du scénario et parvient même à faire de Van Gogh un peintre académique, auteur d'illustrations pour décorer les chambres des enfants sages.

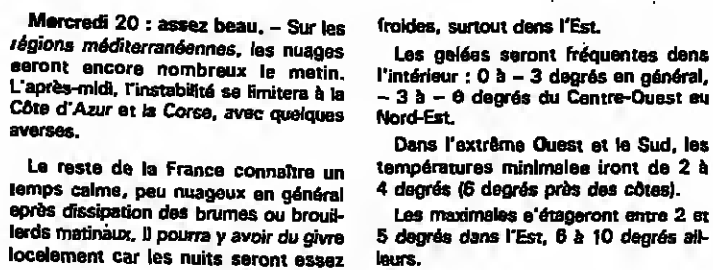
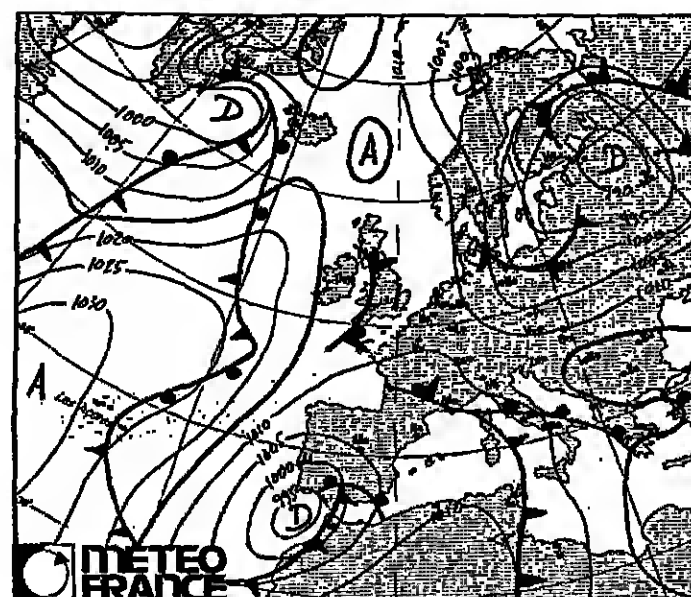
JEAN-MICHEL FRODON

Le Monde

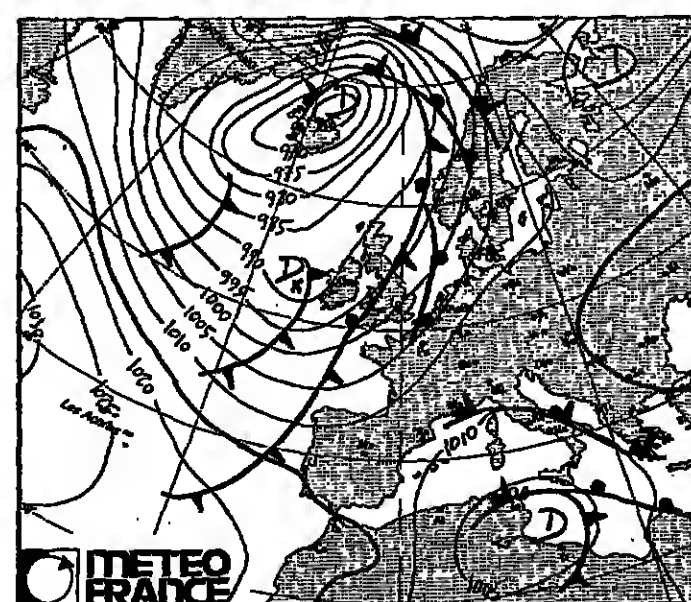
SCIENCES ET MÉDECINE

100

Prévisions pour le mardi 19 février
Pluies éparses sur le quart Sud-Ouest.
Belles éclaircies sur une petite moitié Nord

**SITUATION LE 18 FÉVRIER 1991 A 0 HEURE TU**

PRÉVISIONS POUR LE 20 FÉVRIER 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 18-02-1991.

le 17-02-1991 à 6 heures TV et le 18-02-1991 à 6 heures TV									
FRANCE									
AJACCIO	15	2	9	A	TOUTES	5	1	D	
ARLES	16	2	1	A	TOUTOULOU	10	7	C	
BORDAUX	17	2	1	A	POINTE-à-PINTE	23	22		
CORDEYAT	20	6	1	B	ÉTRANGER				
BOURGUES	4	1	1	B	ALGER	13	6	D	
BRESEY	7	1	1	C	AMSTERDAM	15	12	C	
CAZEN	5	6	1	B	ATHÈNES	15	12	C	
CHAM-BOUTE	5	6	1	B	BANGKOK	56	23	B	
CLEVER-MONT-FEE	4	2	1	C	SARCHELON	9	9	N	
DALON	3	1	1	C	BEGRAD	1	1	8	7
CHENOUVE & H&H	6	2	1	D	BELGRADE	1	1	8	7
CHENOUVE	6	2	1	D	BELGRADE	1	1	8	7
LIMOGES	3	3	1	P	BREXELLES	1	1	3	D
L'YON	4	1	1	P	LE CAIRE	20	12	D	
MARCHELLE-M&M	10	8	1	P	COPENHAGUE	21	21		
NANCY	3	3	1	P	DACAR	10	10		
NANCY	3	3	1	P	DELHI	10	10		
NICE	3	3	1	P	DIERBA	15	11	N	
PARIS-MONTS	6	2	1	P	GENEVE	3	1	P	
PAU	7	4	1	P	HONGKONG	15	2	P	
PERPIGNAN	10	10	1	P	SPAGNE	1	1	1	
RENNES	5	2	1	P	JERUSALEM	-	-	-	
ST-ETIENNE	6	2	1	P	LESBOURG	7	6	D	
STRASBOURG	4	6	1	D	LONDRES	4	2	N	
A	B	C	D	N	C	P	T	*	
averse	bruno	ciel	ciel	ciel	orange	plais	simplette	seigne	
		couvert	ciel	nuage					

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale
 moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
 (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Incidents de parcours. ■■
Film américain de George A. Romero (1988).

1.15 Flash d'informations.

2.25 Cinéma :
Justice est faite. ■■
Film français d'André Cayatte (1950).

1.10 Cinéma : L'année du chat. ■
Film allemand de Dominik Graf (1988).

0.45 Téléfilm : SOS top model.
De Jag Mundhra.
2.25 Série : Capitaine Furillo.
3.30 Série : Le voyageur.
4.00 Journal de minuit.
4.10 Série : Les globe-trotters

0.35 Cinéma :
Macadam cow-boy. ■■
Film américain de John Schlesinger (1968).
2.35 Série : Hongkong connection.
3.30 Série : Le prisonnier.
0.20 Six minutes d'informations.
0.25 Magazine : Dazibao.

0.55 **Chronique** : Le dessous des cartes.
0.00 **Magazine** : Anicroches.
1.00 **Cinéma** : Playtime. ■■■
Film français de Jacques Tati (1967).
3.05 **Documentaire** : Live.

0.00 Musique : Le rythme et la raison. Le piano du dix-huitième siècle, répertoires.

0.20 **Magazine :** Nulle part ailleurs.
Présenté par Philippe Gildas
et Antoine de Caunes.

0.30 **Cinéma :**
Haute sécurité. ■
Film américain de John Flynn (1989).

2.10 **Flash d'informations.**
Sport : Football

0.05 **Cinéma : Piranha 2,**
les tueurs volants. □
Film hollando-italo-américain de James
Cameron (1984).

1.25 Série : Le renard.
5.30 Tiercé à Saint-Cloud.
5.50 Série : Bergerac.
5.45 Dessins animés,
3.40 Série : K 2000.

0.33 Drôles d'histoires.
0.45 Cinéma :
Cul et chemise. □
Film italien d'Italo Zingarelli (1979). Avec
Bud Spencer, Terence Hill, Joe Bugner.
2.35 Cinéma :
Péché véniel. □
Film italien de Salvatore Samperi (1974).
Journal de minuit.

5.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
Emission présentée
par Valérie Pascale.

7.35 Jeu : Zygomusic.
8.05 Série : Supercopter.
9.00 Série : La petite maison
dans la prairie.

0.35. Téléfilm : Un chien pour deux.
De Michael Landon, avec Michael Landon,
Victor French.
2.15 Série : Brigade de nuit.
Maurice Chevalier, Mirella Freni.

3.45 Magazines : Dazibao.
3.50 Musique :
Boulevard rock'and hard.
2.00 Rediffusions.

5.50 Documentaire :
A l'ombre du château.

Audience TV du 17 février 199

Audience instantanée, France entière		1 point = 202 000 foyers					
HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDE LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 9
		7/7	Pub	19-20	Ca cartoon	Enfer devoir	Routes perdues
19 h 22	58,1	21,6	6,6	12,6	2,4	7,8	3,2
		7/7	Magry	19-20	Ca cartoon	Enfer devoir	Cubans pub
19 h 46	62,3	21,1	17,2	9,7	3,4	9,0	1,6
		Journal	Journal	Benny Hill	Ca cartoon	Journal	M= est servi
20 h 16	71,2	28,5	17,4	9,2	5,2	6,5	4,0
		Le ruffien	Cinq der.	Musiques...	Riviera Kwai	L'empire...	Plus fort...
20 h 56	70,4	25,2	20,8	4,4	5,3	10,8	5,9
		Le ruffien	Cinq der.	La dian	Riviera Kwai	L'empire...	Plus fort
22 h 0	64,9	25,0	18,6	2,0	5,4	10,6	5,4
		Ciné cin.	Musiques...	D' Mabuse	Equipe cin.	L'empire...	Poies Etoile
22 h 44	39,8	16,1	2,6	2,0	1,9	11,9	6,4

22 Polémique entre l'Espagne et GEC-Alstom
- Rupture des négociations dans les banques

23 à 25 Champs économiques
30 La stratégie d'Alcoa dans la fibre de carbone

30 Marchés financiers
31 Bourse de Paris

Les conséquences de la guerre du Golfe

Les bombes et l'argent

Au nom de la logique de guerre et du droit international, les bombardements continuent. Au nom de la logique de l'après-guerre et de la reconstruction, les négociations entre banquiers et entreprises s'intensifient... (Le Monde du 8 février). Chaque logique a ses raisons : mais leur cours parallèle et indépendant - tandis que le monde déplore toujours trop de morts et trop de misère - ne peut pas ne pas heurter les consciences et pas seulement celles de quelques idéalistes.

Dans la guerre du Golfe, tout se passe comme si derrière chaque bombe et chaque missile lâchés sur l'Irak, le Koweït, l'Arabie saoudite ou Israël, se profilait déjà le contrat fructueux d'une indélébile et nécessaire remise en état. Et derrière chaque général ou chaque diplomate monte l'ombre avivée d'un entrepreneur ou d'un banquier.

A Londres ou à New-York, au Japon ou en France, les États-majors des entreprises de bâtiment, de travaux publics, d'ingénierie industrielle, du secteur de la santé, des transports (sans parler, bien sûr, des marchands d'armes) cherchent à prendre pied au plus vite, ou du moins plus pudiquement à prendre des options, sur l'économie délabrée des régions riveraines de l'Euphrate et du Tigre. Il faut se tenir prêt pour le coup de sifflet de l'après-guerre, avoir des plans dans les cartons pour vendre tout de suite une usine, flambant neuve, draguer les ports encombrés de navires calcinés, proposer un hôpital moderne, répandre du bitume sur des routes crevassées.

La richesse du Koweït - et ses liquidités en banque - algues bien des appétits. L'Irak attire moins. Et vous n'avez pas tout vu, banquiers en exil ou non, opérateurs, négociants, présidents de multinationales, boursiers ! L'offensive terrestre n'a pas encore commencé. Tous les experts promettent qu'elle fera beaucoup de dégâts. Pour parodier l'ancien chancelier allemand M. Helmut Schmidt, faut-il donc considérer que les dégâts d'Irak (dans son « théâtre », il parlait des profits) sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain.

Trêve d'angélisme... On sait bien depuis des lustres que l'argent n'a pas d'odeur et que morale ne se conjugue pas toujours avec économie. Il arrive, en ces temps de grands périls, que l'argent dégage une odeur nauséabonde.

F. Gr.

Pour les syndicats, il existe chez les salariés une « hésitation revendicative »

La guerre du Golfe et le ralentissement de la croissance constituent de toute évidence des contraintes fortes pour la politique sociale du gouvernement. Les syndicats avouent, de leur côté, rencontrer un certain attentisme chez les salariés. Ce contexte, s'il pleide en faveur d'une certaine rigueur - qu'il s'agisse de la discipline salariale ou des économies prévues sur l'assurance-maladie, - pourrait en revanche compliquer la tâche des pouvoirs publics dans d'autres domaines.

Depuis l'ouverture des hostilités, l'attitude revendicative est perceptible. « Les gens sont inquiets et guère réceptifs à autre chose que la crise du Golfe. D'ailleurs, plusieurs actions syndicales ont dû être remises à plus tard », constate M. Jean-Marie Pernot, secrétaire général de la fédération CFDT des finances. M. Marc Bretteil, délégué syndical central CFDT chez Bull - où l'annonce d'un plan de réduction de mille quatre cents emplois a coïncidé avec l'entrée en guerre des forces alliées contre l'Irak - reconnaît que « parfois des revendications sont apparues dérivées » et qu'il en vient de « pondérer sans cesse son discours en fonction de ce qui se passe là-bas ».

Un « conditionnement » de l'opinion publique

Patron de l'importante fédération FO de la métallurgie, M. Michel Huc assure que « s'il le fallait, les gens se mobiliseraient ». Pour l'heure, la priorité consiste néanmoins à amortir les difficultés que traversent déjà plusieurs secteurs, comme l'automobile ou l'aéronautique, en obtenant des pouvoirs publics qu'ils accordent pour 1991 davantage de préférences.

Pour certains, cette situation est « exploitée » par le gouvernement et le patronat. Ainsi, depuis l'automne, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, s'en prend au « conditionnement » de l'opinion publique et s'est même inquiété d'un risque de sus-

pension des conventions collectives. Pour sa part, M. Louis Vianet, numéro deux de la CGT, fait état d'une « hésitation revendicative » sur le terrain - qu'il juge toutefois temporaire. Selon lui, « le conflit est utilisé à plein par le pouvoir et le patronat pour élargir et faire passer plus facilement leurs projets de recul social. Ils en prennent ouvertement prétexte pour refuser toute négociation ».

« Dans une guerre, il n'y a jamais d'aspect positif. Nous poursuivons ce que nous avons engagé, un point c'est tout », rétorque-t-on dans l'entourage du premier ministre. « La gravité de la situation et le ralentissement de l'économie, estime néanmoins un autre expert gouvernemental, vont probablement amener certaines catégories aux réflexes quelque peu corporatistes à se soucier davantage de l'intérêt général. Les choses sont ainsi mais nous n'en rajoutons pas ».

Ajustements catégoriels

Si personne ne saurait officiellement tirer argument de la guerre du Golfe, la situation actuelle pourrions-nous desservir les professions de santé - auxquelles le gouvernement tente de faire accepter une politique de « maîtrise médicalisée » des dépenses de l'assurance-maladie pour décaler près de 10 milliards de francs d'économies en 1991. « Il faudra bien que les médecins trouvent, compte tenu de la situation économique et de l'environnement international, on voit mal les représentants de ces professions monter sur leurs grands chevaux », murmure-t-on dans certains ministères.

Dans le secteur public, la politique de modération des rémunérations est plus que jamais à l'ordre du jour. Les économies budgétaires dépasseront peut-être les 12 milliards de francs initialement prévus et les ajustements pourraient peser sur les mesures catégorielles programmées (1,7 % de la masse salariale cette année, soit une demi-douzaine de milliards). Là encore, les syndicats paraissent sur la défensive. Le gouvernement paraît avoir envisagé un moment d'ouvrir des discussions dès le premier tri-

mestre. Finalement, ce sujet ne sera pas abordé dans l'immédiat. Il est vrai qu'un accord salarial, fort bienvenu dans la perspective des échéances électorales de 1993, exigerait des concessions paradoxales dans le contexte actuel.

Dans le secteur privé, un ralentissement durable de l'économie pourrait perturber la poursuite des discussions concernant les bas et moyens salaires. « Il ne faudrait pas que l'attentisme économique oilmente l'attentisme dans le domaine social », prévient M. Nicole Notat, secrétaire générale adjointe de la CFDT. Contraint de relancer le traitement social du chômage (Le Monde du 14 février), le gouvernement est conscient qu'il lui faudra aussi veiller de très près au bon déroulement des négociations sur les bas salaires.

Dans les milieux patronaux, on relève que la pression sur les rémunérations, qui était encore forte en juillet dernier, s'est atténuée et que les syndicats « n'ont pas les moyens de jouer les jusqu'au-boulistes ». Pour autant, le CNPF tient à rassurer ses interlocuteurs et précise qu'il n'entend pas revenir sur ses engagements. Alors que la seconde phase des discussions, consacrée à la fixation du point d'ajustement jusqu'à la fin 1992, le patronat fait valoir que plusieurs accords viennent d'être signés dans les branches de l'habillement, du textile ou de la métallurgie.

Par contre, il est clair que l'ambivalence générale n'est pas de nature à faciliter la démarche engagée en faveur d'une réforme des régimes de retraite. La publication du Livre blanc destiné à amorcer un débat que l'on souhaiterait serein a d'ailleurs été retardée. « Le retraité est un sujet difficile à aborder car il est passionné et souvent dramatisé. Ouvrir le dossier dans la situation actuelle n'est pas facile même s'il n'est pas question de prendre des décisions sur-le-champ », reconnaît-on au ministère des affaires sociales. Le Livre blanc devrait finalement être prêt courant mars. « C'est-à-dire après guerre », assurent les plus optimistes.

JEAN-MICHEL NORMAND

Accueil très favorable aux demandes de crédit de l'Arabie saoudite

Le ministre saoudien des finances, M. Mohammad Abul-Khalil, a confirmé, dimanche 17 février, que son pays avait contracté des emprunts auprès de banques étrangères (Le Monde du 14 février). Le ministre a souligné que les établissements occidentaux avaient réservé un bon accueil à la demande du Royaume.

Premier producteur de pétrole du monde, à la réputation financière impeccable, le Royaume saoudien avait certainement profité que son emprunt auprès des banques étrangères soit gardé secret. Mais lever une telle somme auprès des principaux établissements bancaires du monde (3,5 milliards de dollars au moins) passe difficilement inaperçu. Pour autant, les banquiers s'accrochent à penser que la « cote de crédit » de l'Arabie saoudite n'est pas affectée par cet emprunt.

Depuis plusieurs années déjà, le Royaume connaît des problèmes de liquidités, dérivés du contre-choc pétrolier. Son déficit commercial est devenu pratiquement structurel et son budget est déficitaire depuis 1983. Dès 1988, l'État a été contraint de lancer des emprunts intérieurs (bons de développement) afin de renflouer ses finances. En raison des multiples incertitudes financières créées par la crise du Golfe, les responsables saoudiens ont décidé de retarder la présentation du budget 1991, se contentant de reconduire celui de l'année 1990.

Le coût induit par le conflit avec l'Irak est estimé au total par des

experts occidentaux à près de 50 milliards de dollars, soit la moitié de la production nationale du pays. Pour faire face à ces dépenses, l'Arabie saoudite aurait pu céder une partie des actifs détenus par la SAMA (la banque centrale) dans la plupart des pays industrialisés plutôt que d'emprunter. Mais, comme le faisait remarquer un banquier français, « réaliser des actifs en ce moment, c'est catastrophique » compte tenu de la dépréciation des cours de la Bourse ou de l'immobilier constatée sur la plupart des places financières.

La stratégie consistant à emprunter jusqu'à la fin du conflit, pour une durée relativement courte (trois ans dans le cas de l'emprunt récent), paraît donc logique. D'autant plus que les banques, toujours à la recherche de clients solvables, sont très bien disposées à l'égard du Royaume saoudien. De même que les banquiers défilent à Londres pour tenter de conclure des affaires avec le KIO, l'arme financière de l'État koweïtite, en vue de l'après-guerre, ils restent présents à Ryad, même si le personnel a souvent été réduit et que des primes de risque sont offertes à ceux qui restent.

La communauté bancaire s'attend que l'emprunt récent de l'Arabie saoudite sera suivi d'autres demandes de crédit. Elle y répondra certainement favorablement. D'autant que les prêteurs s'autorisent, compte tenu de la situation de guerre, à réclamer une légère prime de risque, et obtiennent donc une rémunération intéressante.

FRANÇOISE LAZARE

INSOLITE

Une bactérie mangeuse de Trabant

Des biologistes allemands sont parvenus à isoler des bactéries capables de « digérer » la carrosserie, essentiellement composée de matière plastique, de la Trabant, la petite voiture allemande de l'Est (Le Monde du 14 février).

Jusqu'à présent, la destruction des épaves dans les fours des usines d'incinération d'or-

dures dégageait des gaz toxiques, du phénol notamment. Baptisée « trabcille », la bactérie mise au point par M. Peter Lietz, chimiste-biologiste, et son confrère M. Franz Weissenbach serait capable de transformer en dix jours les 650 kilos de carrosserie en une dizaine de kilos de biomasse.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Quelques jours après le début de sa mise en œuvre

Le nouveau plan d'ajustement brésilien suscite inquiétude et scepticisme

Pays le plus lourdement endetté du continent latino-américain (115 milliards de dollars), le Brésil apparaît désormais, de plus en plus, comme le « mauvais élève » de la région. Contrairement au Mexique, à l'Argentine et au Venezuela - autres pays surendettés - il est encore loin de pouvoir bénéficier d'un accord global d'allègement de sa dette extérieure, lié par exemple au plan Brady. Le nouveau programme de lutte contre l'inflation - le sixième depuis 1986 - annoncé il y a quelques jours provoque déjà scepticisme et inquiétude à Brasília comme dans la communauté financière internationale.

BRASILIA

de notre envoyé spécial

Morose carnaval ! Cette année, les traditionnelles réjouissances de février n'ont guère fait recette. La guerre du Golfe n'est pas vraiment en cause, même si la position brésilienne commence à tendre les relations avec les États-Unis, désireux de voir Brasília s'engager plus vigoureusement au lieu de se contenter de soutenir les résolutions de l'ONU et de lancer de fréquents appels à la paix. La défection d'un nombre important de touristes - les hôtels de Rio-de-Janeiro, normalement pleins à cette époque, ne sont occupés qu'à deux tiers - n'est pas non plus la cause essentielle du pessimisme régnant. Celui-ci s'explique par la mise en place, à la fin du mois de janvier, du deuxième plan de réajustement, qui est à la base d'une inquiétude générale.

Plusieurs raisons à cela. Tout

d'abord, la complexité d'un plan qui mélange des mesures conjoncturelles - nécessaires de l'avis de tous les observateurs - telles que le blocage des prix et des salaires, et des mesures structurelles, comme l'abandon de l'indexation et une réforme des placements à court terme. « Comment s'interroge un diplomate, ne les deux inquiètent sur la réussite d'une telle œuvre alors que les problèmes les plus simples sont encore loin d'être résolus ? »

Cette complexité des mesures proposées s'est traduite, au sein même du gouvernement, par un apparent caillouillage dans leur mise en place. La table, qui recense le prix maximal d'une grosse centaine de produits de base, n'a été remaniée quatre fois en l'espace d'une semaine, certaines données figurant à des prix nettement plus élevés que ceux couramment pratiqués. Les spéculations sur la durée du plan ont même opposé le directeur de la banque centrale, M. Ibrahim Eris, - qui estimait qu'un retour progressif à la liberté des prix pouvait être envisagé dès le mois de mars, - et le ministre de l'économie, M. Zelia Cardoso de Mello, pour qui ce blocage n'a pas de fin prévisible.

La fuite vers le dollar

Les résistances à ce plan sont aussi très nombreuses. L'apparition de certaines pénuries a déjà contraint le gouvernement à imposer des produits tels que viandes et lait. L'abandon de l'indexation des salaires sur les prix a, de plus, précipité la fuite vers le dollar. De nombreuses institutions bancaires et des particuliers ont commencé à spéculer sur une hausse rapide de la monnaie américaine, contraignant la banque centrale à vendre une partie de ses réserves en or et en devises (à hauteur de 100 millions par jour)

pour racheter du cruzeiro et éviter un effondrement de celui-ci. Les experts mettent en doute la capacité du gouvernement à poursuivre ces interventions, qui risqueraient d'amputer une bonne part des réserves de devises, estimées à un peu plus de 8 milliards de dollars.

D'autres problèmes existent, notamment ceux qui opposent les États et la capitale fédérale. Ainsi, alors que le blocage des prix était officiellement en place, le maire Erundina, maire de São-Paulo, a annoncé son intention - arguant des augmentations des prix des carburants décidées par le gouvernement - de relever les tarifs des transports publics. Au Parlement, où les mesures provisoires décidées par le gouvernement doivent faire l'objet d'un vote avant la fin du mois, plus de mille amendements ont déjà été déposés. Les nouveaux parlementaires, arrivés à la Chambre à la suite des élections de novembre, sont excessivement divisés, parfois même entre membres d'un même parti.

Sur le plan international, la chute de la crédibilité du Brésil apparaît aussi de plus en plus flagrante, en raison de la distance existant entre le discours sur la rigueur et la réalité des faits. Ainsi, malgré une politique de crédit prétendument orthodoxe, la masse monétaire a augmenté de 58 % au cours du seul mois de décembre.

Par ailleurs, les négociations sur la dette extérieure s'enlisent. Le FMI avait annoncé qu'il ne recommencerait des pourparlers bilatéraux qu'après un début d'accord avec les banques commerciales. Rien de tel n'est pour l'heure en vue. Le Brésil, qui pour son endettement se trouve à la traîne parmi les pays latino-américains, devra vraisemblablement prendre très vite de nouvelles initiatives. La volonté de privatiser

une bonne part des entreprises d'État ne s'est pas non plus concrétisée. Le dossier, là encore, n'avance pas rapidement.

Bien sûr, une telle lecture et l'échec patent du premier plan de restructuration ont des explications. En pleine année électorale - avec le renouvellement du Parlement et la désignation des nouveaux gouverneurs - les autorités brésiliennes n'ont pas pu, vu, ou se contraindre les États à réduire leurs dépenses. La résistance des industriels, qui ont souvent diminué leur production et licencié leur personnel tout en augmentant leurs prix, a, de plus, contrecarré la volonté du gouvernement, dont la politique d'ouverture sur l'extérieur n'a pas encore pu faire fléchir cette « manivelle volonte » des groupes cernés.

Il est une raison supplémentaire au désenchantement actuel : c'est l'échec successif et de plus en plus rapide de tous les plans mis en œuvre au Brésil depuis cinq ans. Un graphique publié par l'hebdomadaire *Veja* montrait leur durée de vie respective en ce qui concerne la lutte contre l'inflation : le plan cruzeiro (février 1986), dix mois d'inflation à moins de 10 % et un PIB en hausse de 7,6 % ; plan Bresser (juin 1987) et plan Veras (janvier 1989), quatre mois d'inflation à un chiffre et un PIB en hausse de 3,6 %. Pour la première version du plan Collor, l'inflation n'a pu être contenue que pendant trois mois au-dessous de 10 %, et le PIB en 1990 a diminué de 4 %. Sur cette lancée, beaucoup d'observateurs estiment à quelques semaines seulement la durée du deuxième volet du plan Collor.

Et après ? « Il serait temps que le Brésil finisse avec cette politique de plans plus drastiques les uns que les autres, mais dont l'effet de choc ne dure qu'un temps », dit un diplo-

mate. Le sénateur et leader du PSDB (Parti social-démocrate), Federico Henrique Cardoso, ne dit pas autre chose lorsqu'il estime que « le gouvernement a commis une erreur en focalisant sur l'inflation. Il est jugé chaque semaine sur cet indice, qui lui est défavorable, et le reste est oublié. Il faut préparer les gens pour une guerre longue, dure et difficile ». Les scénarios les plus souvent envisagés - et dont pas un ne prévoit un succès du plan - vont d'un renouvellement à court terme de l'équipe économique actuelle à la formation d'un hypothétique gouvernement d'union nationale. La « rentrée » du mois de mars s'annonce difficile.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Les bénéfices de Volkswagen seraient supérieurs à 3 milliards de francs

Au moment où la presque totalité des constructeurs automobiles font un triste bilan de l'année écoulée, la firme allemande annonce dans une lettre à ses actionnaires du 15 février que son bénéfice net devrait atteindre le même niveau qu'en 1989, soit 1,038 milliards de deutschemarks (3,52 milliards de francs). Les ventes, qui ont pour la première fois dépassé la barre des 3 millions de véhicules, auraient progressé de 4 % pour atteindre 68 millions de deutschemarks (231 millions de francs). Ces résultats, annoncés après la prise de contrôle du tchèque Skoda, consacrent Volkswagen comme numéro un européen des constructeurs automobiles.

PÉTROLE		
Prix du baril de pétrole brut (en dollars)		
WTI (West Texas Intermediate), à New-York	20,95	- 1,37
Brent à Londres	16,90	- 1,60
(Source : Arbitrages pétroliers France)		

La baisse des cours continuait en début de semaine, plus franchement encore qu'à la fin de la semaine précédente. Les opérateurs attendaient les résultats de la rencontre soviéto-irakienne de Moscou dans la sérénité.

MUNICATION
Intelsat est prêt
pour le relais des 1993

SCIENCES
ET MÉDECINE

Eurocic-Leaders

La Sicav des leaders européens

Comptes de l'exercice 1990 clos le 28 décembre 1990 approuvés par le Conseil d'Administration du 7 février 1991 présidé par M. Marcel BOITEUX.

Actif net au 28.12.90 : F 120.299.036

Performance 1990 : - 13,34 %

Performance du 28.12.1990 au 06.02.1991 : + 2,18 %

Valeur liquidative au 6 février 1991 : F 920,29

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 10 avril 1991 de capitaliser les revenus.

Au cours de l'exercice 1990, le CREDITO LOMBARDO représenté par M. Alfredo NERI a été nommé administrateur.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav au FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

20 % de développement en 1990



UNILOG, groupe indépendant de Conseil et d'ingénierie informatique, annonce pour 1990 un chiffre d'affaires de 535 MF. Ce chiffre est à comparer au chiffre d'affaires 1989 de 443,5 MF à périmètre de consolidation constant, soit une progression de 20 %.

Cette progression conforme aux prévisions est particulièrement due au développement des implantations régionales et du marché des grandes Administrations. Il faut également noter le leadership d'UNILOG sur le marché de l'ingénierie sur IBM AS 400.

Le résultat net est en cours d'établissement. Il devrait être au moins conforme aux prévisions du mois de novembre 1990.



ECIA - EQUIPEMENTS ET COMPOSANTS POUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ 1990

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe ECIA en 1990 s'est élevé à 7 614 millions de francs, en augmentation de 20,6 % par rapport à l'année précédente, ou 13,7 % à structure comparable, l'activité d'ECIA Echappement étant consolidée depuis le 1^{er} janvier 1990, et celle de Cycles Peugeot USA déconsolidée depuis le 1^{er} juillet 1990.

Le tableau suivant indique l'évolution pour chacun des secteurs d'activité.

(Millions de francs)	1990	1989	Variations
Equipements automobiles	4 606	3 632	+ 26,1 %
Motorisés légers	1 416	1 242	+ 14,0 %
Cycles	1 011	917	+ 10,2 %
Outils	393	319	+ 23,3 %
Mécanique	188	186	+ 1,4 %
	7 614	6 316	+ 20,6 %

SICAV DE L'UAP

SITUATION AU 28/12/90	OBLIGATIONS				ACTIONS			
	UAP A.L.T.O. (I)	UAP MOYEN TERME	UAP PREMIERE CATEGORIE	UAP ALTER	UAP ACTIONS FRANCE (I)	UAP ACTIONS SELECTIONNEES	UAP AFRICAINE (I)	UAP INVESTISSEMENTS
Orientation	Obligations françaises	Obligations françaises et étrangères	Obligations françaises et étrangères	Obligations étrangères et étrangères	60% minimum actions françaises (CEA & Pénary)	Valeurs françaises dominantes	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
Actif net total (en millions de F)	2.310,25	621,12	508,45	1.054,57	1.505,66	1.033,78	3.545,02	1.297,12
réparti comme suit (en %) :								
France - Actions	—	—	—	—	67,3	35,5	61,7	10,4
- Obligations assimilées	97,6	96,3	95,5	64,9	29,1	42,2	35,4	44,1
Etranger : Actions et Obligations	—	—	—	31,5	—	18,9	1,4	33,3
Autres emplois	2,4	3,7	4,5	3,6	3,6	3,4	1,5	4,2
Valeur liquidative de l'action (en F) au 28/12/90	160,64	116,57	10.574,01	196,92	491,80	540,52	574,54	385,10
PERFORMANCES AU 28/12/90								
Taux moyen annuel en % (2)								
- sur 5 ans	+ 9,37	—	+ 8,07	+ 7,95	+ 11,90	+ 7,67	+ 7,38	+ 6,50
- sur 10 ans	+ 12,24	—	+ 10,52	+ 12,37	+ 17,73	+ 16,01	+ 16,10	+ 12,40

(1) Ces SICAV servent notamment de supports à des contrats d'assurance commercialisés par l'UAP

(2) Ordonnée net réajusté

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la BANQUE WORMS Tour Voltaire, 1 Place des Degrés, Cedex 58, 92059 PARIS LA DEFENSE (Tél. : 49.07.50.50) et dans ses diverses agences



ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Un contrat d'équipement ferroviaire de 5,4 milliards de francs en jeu

L'Espagne s'irrite du chantage à l'emploi de GEC-Alsthom

Après une intense compétition, le groupe franco-britannique GEC-Alsthom avait remporté, en 1988, l'essentiel du contrat pour la construction du TGV espagnol. Aujourd'hui, alors que la Compagnie nationale des chemins de fer espagnole lance un appel d'offres pour la modernisation des trains de banlieue de douze grandes villes (un contrat de 5,4 milliards de francs), les Espagnols critiquent le comportement de GEC-Alsthom, notamment son chantage à l'emploi.

MADRID

de notre correspondant

Rien ne va plus entre GEC-Alsthom et les autorités espagnoles, à la veille de l'octroi à Madrid de l'un des plus importants contrats ferroviaires d'Europe. La compagnie franco-britannique menace, en effet, si elle s'en voit exclue, de fermer ses installations dans le pays, provoquant un tollé à Madrid où chacun voit une intolérable pression.

On est bien loin de l'atmosphère d'euphorie qui régnait en décembre 1988 : à l'époque, au terme d'une lutte « au finish » avec l'allemand Siemens et le japonais Mitsubishi, Alsthom venait de remporter la plus grande partie de ce qu'on appelait à Madrid le « contrat ferroviaire du siècle » : celui portant sur la construction du TGV espagnol.

Les autorités espagnoles avaient obtenu, à l'époque, une importante

contrepartie de la compagnie française. Celle-ci s'engageait à absorber deux entreprises publiques nationales du secteur ferroviaire en pleine crise, La Maquinista et Ateinsa, auxquelles viendra s'ajouter une petite firme privée, Meinfesa. Une bonne opération, assurément, pour les Espagnols, qui se débarrassaient ainsi de deux « canards boiteux » tout en assurant leur survie grâce à leur intégration au sein d'un groupe plus solide. D'abord réservés, les responsables d'Alsthom avaient compris qu'ils ne réalisaient pas, eux non plus, une mauvaise affaire : cette absorption leur permettait de prendre pied sur le marché espagnol.

A Madrid, on attendait cependant d'Alsthom qu'il procède à un transfert de technologie permettant de reconstruire et de moderniser ses nouvelles filiales. Or, s'il faut en croire les Espagnols, la firme française allait se faire tirer l'oreille, tardant à faire connaître ses projets industriels. Alsthom allait même rapatrier en France une partie substantielle de la charge de travail du TGV, arguant que ses usines au sud des Pyrénées n'étaient pas prêtes pour une telle tâche. Les autorités de Madrid acceptèrent, contraintes et forcées, craignant qu'un refus de leur part ne remette en cause les délais de fourniture. Or il est indéniable que le TGV soit opérationnel avant l'inauguration, en 1992, de l'exposition universelle de Séville et des Jeux olympiques de Barcelone.

Tandis que la compagnie jouait la carte de l'atmosphère, le monde ferroviaire espagnol entrain en ébullition : le gouvernement

annonçait un plan de modernisation du réseau des trains de banlieue dans douze grandes villes du pays, pour une valeur totale de 100 milliards de pesetas (5,4 milliards de francs), soit davantage que le contrat du TGV. Une perspective qui allait apparemment réveiller les ardeurs assoupies d'Alsthom.

La réponse de la RENFE

En juillet 1990, la compagnie présentait le plan industriel tant attendu par les Espagnols. Un plan prévoyant quelque 15 milliards de pesetas (800 millions de francs) d'investissements, le licenciement de près d'un tiers du personnel, la fermeture de deux vieilles usines et la construction d'une unité ultra-moderne près de Barcelone.

La compagnie avait-elle reçu en privé, en décembre 1988, des assurances selon lesquelles elle deviendrait le fournisseur attitré de la RENFE, la compagnie des chemins de fer espagnols ? S'attendait-elle à ce que ce nouveau contrat lui soit attribué dans le cadre d'un simple appel d'offres à l'échelle espagnole, où elle jouit d'une position déterminante ? Toujours est-il que GEC-Alsthom fut apparemment fort surprise d'apprendre qu'un appel d'offres international était lancé pour décider l'adjudication du contrat.

Peu après, en octobre, la compagnie franco-britannique annonçait le retrait de son plan d'investissement en faisant valoir qu'elle ne pouvait établir sa stratégie industrielle avant de connaître la part de marché qui lui serait attribuée. A Madrid, les syndicats et la presse à voix haute, et la RENFE à voix basse, dénonçaient un chantage destiné à faire main basse sur le contrat des trains de banlieue.

Loin de se rétracter, GEC-Alsthom poursuivait l'escalade, et, le 9 janvier, son président, M. Jean-Pierre Desgeorges, menaçait tout bonnement de fermer ses usines en Espagne s'il ne recevait pas une charge de travail suffisante. Le lendemain, le président de la RENFE, M. Julian Garcia Valverde, lui adressait une lettre critiquant une attitude qu'il qualifiait de tout à fait inhabituelle dans le cadre de relations commerciales normales, et niant l'existence de tout engagement préalable à l'égard d'Alsthom.

La RENFE devrait faire connaître dans les prochaines semaines sa décision concernant l'adjudication du contrat des trains de banlieue, ou tout au moins d'une première partie. Ses responsables assurent qu'ils ne se prononceront qu'en fonction de critères strictement commerciaux.

THIERRY MALINIAK

La SAE en Pologne. — La SAE (Société auxiliaire d'entreprises) vient de signer un protocole d'accord avec la direction générale des routes de Pologne pour une étude de faisabilité technique et financière d'une liaison autoroutière dans ce pays. L'ouvrage devrait traverser la Pologne d'ouest en est, de la frontière allemande à celle de l'URSS via Varsovie, soit une distance de 600 kilomètres.

CONJONCTURE

La balance des paiements courants sud-coréenne enregistre un déficit de 2,1 milliards de dollars

Après avoir dégagé des excédents importants pendant plusieurs années, la balance des paiements courants de la Corée du Sud a enregistré un déficit de 2,1 milliards de dollars (10,5 milliards de francs) l'an dernier, contre un solde positif de 3,1 milliards en 1989. La Banque centrale, qui a communiqué ce résultat, a expliqué cette dégradation par le renchérissement du coût de l'énergie, la croissance rapide des importations et la stagnation des exportations. La faiblesse du cours du yen constatée au cours du premier semestre de 1990 a handicapé les exportateurs sud-coréens.

Le déficit commercial bilatéral enregistré avec le Japon s'est accru de 50 % en un an, atteignant 5,9 milliards de dollars, tandis que l'excédent dégagé vis-à-vis des États-Unis a chuté de moitié, tombant à 2,4 milliards. Pour 1991, la Banque centrale prévoit un déficit des paiements courants de 2,5 à 3 milliards de dollars.

SOCIAL

S'opposant à une réforme des rémunérations

Les syndicats interrompent les négociations avec l'Association française des banques

Toutes les organisations syndicales se sont opposées, le 15 février lors d'une séance de négociations, aux propositions formulées par l'Association française des banques (AFB). Quatre délégations (CFDT, CGT, FO et SNB-CGC) ont quitté la réunion.

L'AFB souhaite une vaste réforme du système de rémunération en vigueur dans la profession, et préconise de ramener de dix-huit à huit les coefficients, en regroupant le personnel du bas de l'échelle au niveau supérieur. Les salaires minimaux garantis (n'intégrant pas les primes) s'échelonnaient de 5 450 francs à 15 090 francs par mois contre 4 676 à 14 613 francs actuellement. L'éventail des coefficients serait ramené de 3,7 à 3.

Par ailleurs, les rémunérations seraient versées en douze mensualités contre quatorze et demi aujourd'hui et s'y ajouterait une « allocation de treizième mois » égale aux appointements de décembre.

La prime d'ancienneté, calculée sur la rémunération de base, sera toujours égale à 1 % du salaire par an (dans la limite de trente-quatre ans) mais 50 % de son montant serait directement versé à l'intéressé. L'autre moitié, « majorée d'un complément au moins égal aux charges sociales patronales correspondantes » permettrait de financer le régime de retraites des banques.

Enfin, l'AFB envisage une « prime de diplôme » versée une fois pour toutes dont le montant varierait de 3 800 francs (CAP de banque, brevet professionnel d'employé de banque) à 10 000 francs (diplôme de l'Institut technique de banque ou CESB).

Reçu par le premier ministre

Le secrétaire général de la CFDT fait des propositions pour l'emploi

M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, a été reçu par le premier ministre le 15 février. Il a suggéré à M. Rocard « des déductions fiscales pour les personnes qui emploieraient des personnels pour travaux domestiques », pour s'aligner sur les avantages accordés aux entreprises qui créent des emplois. « Il n'y a pas de raison, a-t-il ajouté, de refuser cette mesure » qui, en outre, serait « un excellent moyen de lutter contre le travail au noir ».

A propos des retraites, il a souhaité une indexation sur l'amélioration de la croissance « en plus de l'évolution des prix » et s'est déclaré favorable à des dispositions permettant aux salariés de bénéficier des œuvres sociales, même en l'absence de comité d'entreprise.

Concernant la politique du gouvernement, M. Kaspar a expliqué au premier ministre son « refus d'opposer le traitement social et le traitement économique ».

M. Leclerc et la

« méthode israélienne »

M. Edouard Leclerc, venu le 15 février tenter de régler un conflit social dans un des ses établissements de Charente-Maritime, a giflé une caissière, déléguée syndicale CGT. « Quand on me traite de pourri, j'ai l'habitude depuis longtemps d'appliquer la méthode israélienne : je réponds tout de suite », a expliqué « l'apôtre de Landreau » qui aurait également, assure la CGT, « accablé d'obscénités » sa victime.

La caissière qui, avec trois autres salariées, avait refusé de modifier ses horaires, a l'intention de déposer une plainte.

France-Jai
le dialogue

هذا من الأصل

CHAMPS ECONOMIQUES

France-Japon : le dialogue amorcé

Paris accueille volontiers les investissements nippons, mais réclame la réciprocité. Un souhait encore mal perçu à Tokyo

L'a pas eu la «trouille», l'ancien métallo de Pompey, Sourd aux abjurations officielles pressant les ministres d'éviter les déplacements à l'étranger, il a, fin janvier, de Tokyo à Osaka et Kyoto, sauté de rendez-vous en séminaire, d'audiences avec des sommités en visites d'entreprises multinationales.

Au moment même où la France dépêche un proche de l'Elysée comme ambassadeur au pays du Soleil Levant, en la personne de Loïc Hennekinne, Jacques Chirac était investi par le chef du gouvernement d'une mission diplomatique délicate : tenter de réparer les dégâts causés dans l'opinion politique et économique japonaise par les aigres propos de personnalités influentes comme Edith Cresson et Jacques Calvet, qui ont pu faire croire que la France développait une vaste campagne d'opposition.

Après Michel Rocard, en juillet et en novembre, et Lionel Stoléru tout récemment, le ministre de l'aménagement du territoire et des reconversions s'est appliqué à enfoncer le clou. Il avait fait organiser par le bureau de la DATAR à Tokyo, que dirigeait Jean-Benoît de Ravure, no séminaire sous forme de «*forum économique*» au siège du patronat, le fameux Kaidanre, sous une bannière qui constituait une invite sans ambiguïté : «*Réussir en France*». Plus de quatre cents financiers, managers, patrons de grands groupes et de PME présentes y ont participé avec un sérieux impressionnant, posant parfois des questions pimentées du genre : «*Y a-t-il de la corruption en France chez les fonctionnaires ?*»

Du strict point de vue de l'aménagement du territoire et de la reconquête des régions de conversion industrielle, les investissements étrangers en France sont pain béni. Souvent d'ailleurs la logique de l'emploi heurte de front celle, plus sectorielle et parfois défensive, de telle ou telle branche industrielle. Autant dire la création de cinq cents emplois nouveaux américains ou suédois, s'est risquer d'en fragiliser - voire d'en tuer autant - sinon le double «*made in France*» dans la même industrie. A cet égard, les usines japonaises ont pu provoquer les craintes les plus vives, tant la pugnacité commerciale des firmes et l'excellence technique des fabrications nippones sont avérées.

Un pays «renfermé»

En fait, les cas de veto des autorités sur un projet d'usine (même de simple assemblage) sont devenus rares, d'autant que les Japonais savent que certains secteurs encore protégés, voire stratégiques (automobile, informatique, spatial et, bien sûr, applications militaires) leur sont toujours fermés.

En termes quantitatifs, 1990 s'est terminée en beauté. Alors qu'il y a cinq ans on recensait annuellement douze opérations, le rythme s'est accéléré depuis 1989, avec treize opérations et dix-sept l'an dernier. Le nombre d'emplois a augmenté par de nouvelles unités japonaises ou à travers des opérations en partenariat est passé de mille deux cents en 1989 à trois mille l'an dernier. Avec quatre-vingt-cinq sociétés nippones, la France est en Europe le deuxième pays d'accueil des investissements

industriels, derrière la Grande-Bretagne (132), mais devant l'Allemagne (89).

Bureautique, cosmétique, vignobles et, depuis peu, immobilier (Mitsubishi et la Sati construisent à la Défense la Japan Tower) tiennent le haut du pavé. Le nord de la France et l'Aquitaine séduisent le plus les Japonais. Les quelque cent quarante unités de production (soit 4,2 milliards de francs investis) ont, depuis le premier investissement de Peugeot à Bry-sur-Marne, en 1970, puis de Yoshida Kogyo près de Lille, en 1972, créé ou permis de sauver 24 500 emplois.

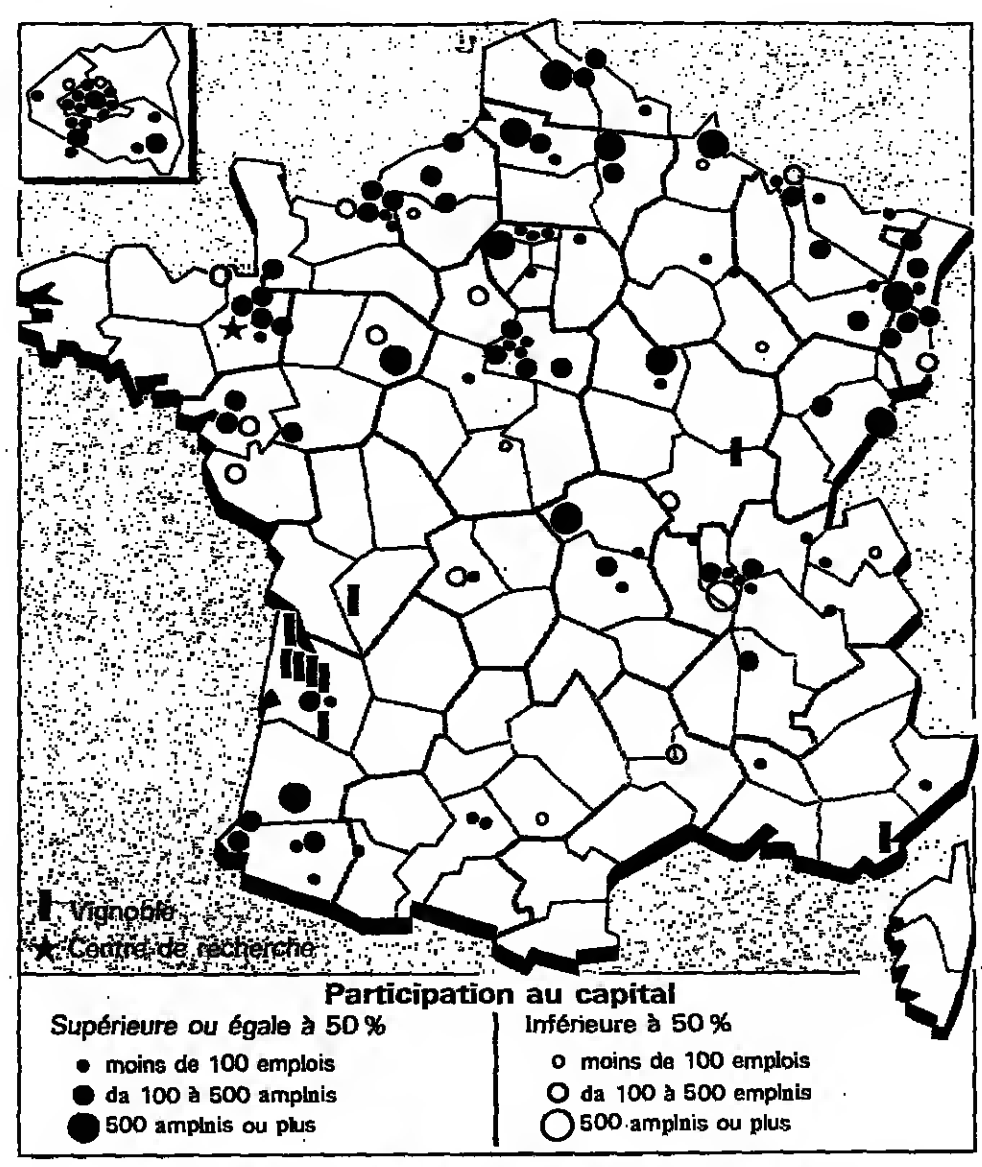
«*Les autorités britanniques se montrent traditionnellement très accueillantes vis-à-vis des industries japonaises*», déclare Tadashi Itoh, président du comité de coopération industrielle internationale du Kaidanre. De France en revanche nous parvenons souvent des critiques sévères. On sent un pays renfermé (1). A la fin de l'an dernier, le ministre des affaires étrangères a lancé une enquête dans sept pays européens sur la façon dont était perçu le Japon. C'est de France qu'est parvenu le nombre de réponses favorables le plus faible.

A qui Jacques Chirac a répondu : «*Mon pays est hospitalier aux investissements étrangers, qu'ils soient européens, américains ou japonais. La position du gouvernement est claire : il veut favoriser la venue de capitaux de votre pays, surtout ceux qui confortent la reprise industrielle dans nos régions les moins favorisées. Nous nous sommes débarrassés de l'investisseur étranger pour vous, c'est la meilleure façon d'entrer en Europe à la veille de 1993. Le dynamisme japonais stimulant à condition que la concurrence s'exerce dans l'équilibre et que les relations soient marquées par la réciprocité*».

Réciprocité ? Voilà une notion et un comportement que les investisseurs japonais ne comprennent pas. Le «*renfermé*» choqué la mentalité japonaise. «*S'il y a d'avantage de BMW que de Renault ou Japon, c'est parce que les japonais ont une meilleure réputation de solidité que les secondes. C'est l'inverse pour les japonais*», tranche Tadashi Yuasa, directeur de la division internationale de la chambre de commerce de Kyoto.

Quant au directeur du plan à la Japan Regional Development Corporation (JRDC), Hajime Kobayashi, il apporte ce témoignage accablant pour Paris : «*Sur les cent soixante parcs industriels et de développement que nous avons aménagés depuis 1962, notamment dans les anciennes zones minières, dix-sept entreprises étrangères se sont implantées, de Belgique, d'Amérique, d'Autriche, d'Allemagne, de Suisse, mais aucune de France*». Ce qui a piqué au vif le ministre de l'aménagement du territoire : «*Les entreprises françaises qui se plaignent du protectionnisme japonais devraient saisir les facilités fiscales et de crédits offertes dans ces zones pour y créer des usines et investir pour l'industrie japonaise*».

La France conçoit aussi la réciprocité sur le strict terrain de l'aménagement régional où elle pense avoir quelque ingénierie à exporter. De ce point de vue, le Japon constitue le modèle de ce qu'il ne faut pas faire, puisque les deux tiers de la population sont agglomérés sur un espace étroit entre Tokyo, Nagoya et Kobe. L'industrie et l'urbanisation dévorent sans scrupule le paysage. Dans la région du Kansai, autour d'Osaka, où fleurissent des projets pharaoniques, les industriels prennent plaisir à dénigrer Tokyo, «*métropole boulimique qui ne vit que par la finance et les politiciens*», qui a ravi le titre de capitale en 1869. Autrement dit, ajoutent ces dirigeants d'entreprises qui ont pour noms Sumitomo Rubber, Mashinaba, Taita, Minolta, Wacoal, NTN, Kyocera, Murata (qui ont tous des projets d'investis-



Les investissements japonais de production en France

sement en Europe), si vous avez des idées pour nous aider à mieux aménager notre propre territoire, nous sommes preneurs d'une coopération technique.

Une façon indirecte de faire écho au... «*dynamisme japonais*». Précisément, une immense technopole éclatée en douze sites sur quinze mille hectares, dont le clou sera un village scientifique spécial pour les prix Nobel, est en cours d'édification. Le projet a converti pour finalité de damner le pôle à la fameuse technopole de Tsukuba, près de Tokyo. «*Nous savons faire*», plaide Jacques Chirac. «*Sophia-Antipolis, au-dessus de Nice, est considérée comme un modèle et le gouvernement a décidé de doubler sa superficie. Quant à la perspective à dix ans, la France lance sept grands programmes dont deux concernent des zones comparables à votre mer intérieure du Japon : sur l'arc atlantique et sur la façade méditerranéenne de Gênes à Barcelone*». Prudence toutefois, même si les Japonais sont demandeurs : ils ont harcelé des matamores et des gens qui étaient leurs forces. «*L'aigle qui a de longues serres les cache...*», dit un proverbe du pays.

Dans l'immédiat, du côté français, l'heure est aux manœuvres de séduction. Les chambres de commerce ont créé au printemps dernier un club d'affaires franco-japonaises. Les missions réciproques se multiplient. Il faut mettre de l'ordre dans la myriade de bureaux, consultants et antennes des régions à Tokyo, qui prospectent chacun de leur côté, mettant souvent la DATAR en porte-à-faux. La France met d'abord en exergue sa «*culture*» et fait miroiter des aides financières importantes : les industriels qui installent une usine du côté de Longwy peuvent escompter 37,5 % de primes sur leurs investissements.

Des «carottes» peu efficaces

Pour attirer les carottes financières ne sont pas le critère numéro un qui décide les Japonais. Sur les trois mille emplois décidés l'an dernier, le tiers seulement seront localisés dans des régions où la DATAR verse des primes. Minolta, pour créer trois cents emplois dans les Vosges, a reçu en avril dernier l'assurance de toucher 26 millions de francs de subventions d'Etat. En revanche, Hitachi (disques magnétiques), Shiseido (cosmétiques), ou Koyo Seiko, en accord avec Renault, ont choisi Orléans, Gien et Lyon, qui ne sont pas prioritaires pour la DATAR, parce que le marché imposait ces localisations. Le président de Shiseido, Yoshiharu Fukuhara,

qui a visité quatre cents sites en Europe, dont deux cents en France, avant d'opter pour Gien, met en avant parmi les critères d'appel la stabilité politique de la France, sa réputation de centre mondial pour la mode. Les avantages fiscaux et les incitations financières n'arrivent qu'en onzième position.

Canon fournit un bon exemple d'une greffe en Bretagne qui prend et embellit : après trois usines, la consécration est arrivée l'an dernier avec la création d'un centre de recherche - à Rennes - sur la communication digitale qui sera le pendant de ceux de Londres, de Sydney et de Californie. Et quand le directeur général Tsuneo Enome compare la productivité de trois usines Canon dans le monde et affecte l'indice 100 à celle du Japon, 85 à l'allemande et 95 à 97 à la bretonne, évidemment Jacques Chirac jubile. En revanche, il peste lorsqu'une de ses collaboratrices lui annonce : «*Savez-vous que les cadres de Minolta peuvent attendre jusqu'à huit mois avant d'obtenir leur carte de commerçant d'un bureau parisien ? Voilà des détails qui compromettent l'usage*

de la France autant que les facilités fiscales et juridiques que proposent les Pays-Bas pour attirer chez eux les holdings internationales...»

Jacques Chirac dispose enfin d'une carte maîtresse dans son offensive de charme en direction des Japonais. Elle n'a rien d'économique. Le gouvernement est en train de choisir la quarantaine de personnalités qui siègeront au Conseil national de l'aménagement du territoire. Deux places étant réservées à des experts étrangers, comme l'a souhaité Michel Rocard, proposer un fauteuil dans cet aréopage à un grand manager ou à un professeur japonais réputé ferait un excellent effet...

D'Osaka, FRANÇOIS GROSCHARD

(1) En 1989 les investissements directs japonais ont représenté 1,13 milliard de dollars en France, 1,08 en Allemagne, 4,5 aux Pays-Bas et 5,23 en Grande-Bretagne, mais 32,5 aux Etats-Unis, soit la moitié du total.

Lire sur les relations Japon-Allemagne «*Les géants associés*», de Philippe Pons et «*Le temps des alliances*», de Christine Holsbuer-Madison (Champs économiques des 29 janvier et 12 février 1991).

Implantations nippones en France

Créations, extensions d'usines existantes comptabilisées comme investissements, ou prises de participations supérieures à 20 % dans l'industrie ou la recherche-développement

		(Données déduites à 100 %)
Electronique et bureautique	35	(19)
Chimie, plastiques, encres, colles, traitement de films	24	(4)
Mécanique, machines, engins	22	(4)
Electricité, micromécanique, jouet, mesure	6	(4)
Cosmétiques, parfums	7	(4)
Agroalimentaire	5	(1)
Textile	2	
Exploitations viticoles	10	
Autres	30	(5)
Total (à fin juin 1990)	141	(41)

Sur les dix-huit derniers mois

		(Données déduites à 100 %)
Electronique et bureautique	13	(6)
Chimie, plastiques, encres, colles, traitement de films	8	
Mécanique, machines, engins	6	(5)
Electricité, micromécanique, jouet, mesure	2	
Cosmétiques, parfums	2	(2)
Agroalimentaire	1	
Textile	4	
Exploitations viticoles	2	
Produits pharmaceutiques	3	
Autres	3	
Total (à fin juin 1990)	39	(13)

PERSPECTIVES : télécommunications ; chimie-pharmacie-cosmétiques ; électronique grand public ; centres de recherche ; et, pour l'instant, sous-traitants automobiles, plastiques et matériaux.
Source : DATAR

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

Février 1991

NUMÉRO SPÉCIAL - 16 pages

LA VILLE ET SES BANLIEUES

La croissance des grandes villes et plus particulièrement de leurs banlieues a redémarré en force dans les années 80, après avoir stagné pendant la précédente décennie.

Il faut toutefois remonter aux années 60 pour comprendre la brutalité d'un phénomène qui visait avant tout à vider les cités-dépotaires, les bidonvilles honteux, les taudis des marchands de sommeil. Ainsi sont nés les grands ensembles et les villes nouvelles.

En 16 pages, le Monde dossiers et documents dresse le bilan du mal-vivre des banlieues et expose les solutions mises en œuvre.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CHAMPS ECONOMIQUES

Déréglementer l'assurance : une difficile simplicité

Après vingt ans de travaux communautaires pour vaincre les résistances nationales, il s'agit de rationaliser l'actuel chaos législatif

La guerre de l'assurance dans le grand marché européen se passera de « porte-avions ». A partir d'un ancrage national (Londres, Paris ou Francfort), il est vain, pour un assureur, d'espérer inonder tous les points du continent. Techniquement, cela n'est pas impossible ; mais le marché unique reste une addition de marchés locaux très différenciés par les habitudes et la culture. Une offre standardisée, affirment les assureurs, a peu de chances de rencontrer l'adhésion des Européens.

Les contrats, la jurisprudence, les relations entre les compagnies et leurs clients diffèrent d'un pays à l'autre. Sur le marché de l'assurance automobile, par exemple, les paramètres à prendre en compte vont de la sobriété au nombre de femmes qui conduisent, en passant par les limitations de vitesse, la couleur des voitures et l'épaisseur des îlots... « Qui ne comprend pas que l'assureur doit maîtriser tous ces problèmes avant de fixer son prix ? », affirme Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA).

D'intéminables discussions

Il a néanmoins fallu vingt ans de combat aux fonctionnaires de la Commission européenne pour vaincre les résistances des différentes administrations nationales (aussi bien celles des compagnies) à la mise en œuvre des deux libertés inscrites dans le traité de Rome : la liberté d'établissement (le droit pour toute entreprise communautaire de s'établir dans l'Etat membre de son choix et d'y ouvrir des filiales) et la liberté de prestation de services (LPS : le droit de vendre un service par-delà les frontières de l'Etat d'établissement en direction des autres Etats membres).

« La liberté pour une compagnie d'assurances de s'établir ou non dans un Etat membre apparaît comme une évidence aujourd'hui, mais c'est une singularité. Cette liberté n'existe toujours pas aux Etats-Unis », explique Jacques Légu, directeur des affaires européennes et internationales de la FFSA.

Rien d'étonnant, donc, si la Commission européenne s'est d'abord attaquée au plus facile : la réassurance. Déjà largement internationalisée, la couverture des grands risques industriels n'avait besoin que d'une approbation légale. La première directive supprimant les restrictions en matière de liberté d'établissement et de LPS dans le secteur de la réassurance a donc été boudée dès le 25 février 1964.

Pour l'assurance des particuliers et des entreprises, les discussions ont été interminables. La LPS était-elle complémentaire ou subsidiaire à la liberté d'établissement ? Etait-ce le droit du pays de l'assuré ou celui du pays de l'assureur qui prévalait ? Même chose pour la fiscalité : était-ce celle de l'assureur ou celle de l'assuré qui s'appliquait ?

Sur toutes ces questions, les Anglais se sont affrontés aux Français, les Allemands aux Italiens, et le débat traînait en longueur, si bien qu'il fallut attendre neuf années pleines avant que la liberté d'établissement en matière d'assurance directe (assurance-vie exclue) soit autorisée. C'est par une directive en date du 24 juillet 1973 que les assureurs-damages furent autorisés à ouvrir des succursales ou des filiales dans les pays de la Communauté.

Restait la liberté de prestations de services. Le premier projet de directive, déposé en 1975, ne fut adopté qu'en 1988. Le débat houleux — qui avait commencé dès le milieu des années 60 — s'était poursuivi et menaçait de se perpétuer au sein du conseil européen. Si un assureur cherchait à vendre des contrats sans s'établir, quel est le droit qui s'appliquait ?

Quelle fiscalité adopter ? Les pays ayant une fiscalité zéro ne risquaient-ils pas de détourner à leur profit l'ensemble de l'activité d'assurance européenne ?

La mauvaise volonté était telle que, pour mettre un terme au byzantinisme, la Commission a usé d'un subterfuge. En 1977, elle a proposé au conseil un projet de directive destiné à faciliter la mise en œuvre des libertés fondamentales sur la réassurance. Présenté comme « technique », ce projet avait pour objet d'autoriser un ou plusieurs assureurs à exercer en LPS sur les risques importants. N'y voyant pas malice, les représentants des Etats membres au conseil des ministres de l'économie ont voulu faire preuve de bonne volonté et ont adopté un texte que tout le monde trouvait suffisamment flou pour autoriser toutes les interprétations, même les plus restrictives. Or là était le piège.

Une nouvelle directive

Plutôt que de débattre interminablement sur les principes, la Commission européenne voulait une base concrète pour agir et mettre chaque pays devant ses responsabilités. Et la directive sur la réassurance lui servit à mettre le feu aux poudres. Quelques semaines après la transposition de la directive dans les différents législations nationales, la Commission a attaqué devant la Cour de justice européenne les mesures restrictives introduites par les Danois, les Français, les Irlandais et les Allemands. N'ayant pu venir à bout des différents, la Commission a confié le dossier de la LPS aux magistrats européens, sachant que les pays membres seraient bien obligés de s'incliner devant la loi.

La Cour de justice prit quelques années à réfléchir, mais en décembre 1986 elle rendit quatre arrêts qui servirent de base à la

Commission pour réviser une convention directive sur la LPS (assurance-vie exclue). Adoptée en juin 1988, celle-ci est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1990. Aujourd'hui, les assureurs peuvent souscrire un contrat auprès de n'importe quelle compagnie de la Communauté (2000 compagnies au lieu de 400 en France), à condition que cette compagnie ait reçu l'agrément de l'Etat membre et qu'elle n'ait pas ouvert de filiale (règle du non-cumul).

Toutefois, selon qu'ils sont des particuliers ou des grands risques, les assurés n'ont pas la même liberté. La directive assimile à des particuliers toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires consolidé se situe au-dessous de deux seuils sur les trois qui ont été établis : moins de 500 salariés, de 170 millions de francs de bilan et de 90 millions de francs d'affaires. A partir de 1993, ce seuil existant toujours mais sera divisé par deux (250 employés, 90 millions de francs de bilan et 40 millions de francs d'affaires).

Au-delà de ce seuil, la liberté est plus grande. Mais les risques aussi : les assurés se soumettront à des conditions d'assurance différentes de celles qu'ils connaissent dans leur pays, et le contrôle des opérations sera extérieur à leur pays de résidence. Le droit du contrat sera celui du lieu où est situé le risque. Mais, en cas de « risques transfrontaliers », le droit sera choisi à l'amiable entre l'assureur et l'assuré. Pour résoudre le casse-tête de la fiscalité, la Commission a tranché en faveur du pays du risque, quelle que soit la nature de celui-ci ou le droit du contrat. L'Espagne sera soumise à ce régime en 1997, et le Portugal, l'Irlande et la Grèce à partir de 1999.

Une fois ce problème réglé, les services de la Commission se sont ensuite attaqués à la directive sur la LPS dans le secteur de l'assurance-vie. Deux types de démarches ont été distingués : la LPS passive (par exemple, un assureur français qui

assure sur son territoire un ressortissant d'un autre Etat membre) et la LPS active (un assureur français qui démarche activement hors de France).

Cette distinction passif-actif a été rendue obligatoire par la directive sur la libération des mouvements de capitaux. Depuis le 1^{er} juillet 1990, les ressortissants européens peuvent ouvrir un compte en devises dans n'importe quel pays de la Communauté. Et, avec cet argent, ils ont la possibilité de souscrire des contrats d'assurance vie.

C'est pour faire face à cette liberté qu'une LPS passive a été imaginée. Si un Italien ou un Belge choisit un contrat d'assurance-vie en France, la LPS a pour régime juridique le droit du pays de l'assureur. En cas de déménagement (LPS active), les règles sont celles du pays de l'assuré. Quant à la fiscalité indirecte, elle est dans tous les cas celle du pays de l'assuré.

Une remise en chantier

On ne saurait évoquer la LPS sans mentionner le régime particulier de l'assurance automobile. Pour ce pas trop compliquer la situation, l'automobile avait été exclue du champ de la directive non-vie. Elle a depuis, été depuis réinsérée avec effet au début de 1993. La directive autorise, elle aussi, la distinction entre risques de même (particuliers) et grands risques (entreprises). Une entreprise considérée comme un grand risque a néanmoins la possibilité d'assurer une flotte entière ou la seule voiture du PDG, si elle le souhaite, dans une police grand risque.

Le texte précise également que les Etats membres ont la possibilité d'élargir ces seuls aux associations momentanées d'entreprises. Sur un chantier important engageant plusieurs dizaines de sous-traitants, ceux-ci peuvent souscrire un contrat

d'assurance global pour la durée du chantier.

Délire réformateur ? Certaines directives ne sont pas encore en application que la Commission de Bruxelles a entrepris de les amender. Des directives dites de « troisième niveau » sont actuellement en chantier. Selon Jacques Légu, Sir Leon Britan, commissaire européen, est à l'origine de cette soudaine remise en chantier ; mais, loin de s'en inquiéter, il s'en félicite plutôt. Car ce troisième niveau de directives a pour objectif de rationaliser le chaos législatif élaboré ces vingt dernières années.

Jusqu'à présent, les directives de « niveau 1 » (liberté d'établissement) et de « niveau 2 » (liberté de prestation de services) portaient la marque des combats qu'il avait fallu mener pour les faire adopter ; il en résultait une complexité certaine (LPS passive ou active, par exemple). Les nouveaux textes visent la simplicité. A cet effet, deux axes de travail ont été retenus :

— Un agrément unique pour l'ensemble des opérations effectuées dans la CEE, que les entreprises opèrent par liberté d'établissement ou par voie de LPS, ce qui signifie que l'agrément du pays d'origine doit suffire à tous les autres pays ;

— Le contrôle d'une compagnie par l'administration du pays d'origine, ce qui, selon Jacques Légu, se traduit à terme par l'éclatement des services de contrôle nationaux (peu équipés pour se déplacer aux quatre coins de l'Europe) au profit d'un corps de contrôleurs européens.

Cette volonté de faire simple n'empêche bien sûr pas les problèmes de subtilité, notamment du côté du calcul des provisions mathématiques et de la mise au point de principes « prudentiels » communs. La Commission a également volontairement laissé de côté les problèmes de droit de contrat et les épines de la fiscalité. A l'impossible nul n'est tenu.

YVES MAMOU

Réglementer la banque : une souplesse surveillée

Les établissements financiers ne seront pas soumis à douze tutelles, mais au contrôle du pays d'origine

Le 1^{er} janvier 1993, un Milanais pourra ouvrir un compte dans une banque danoise et une PME portugaise obtenir un crédit auprès d'un établissement allemand. L'Europe financière sera née. Voilà pour le côté jardin. Côté cour, la construction d'un espace financier unique suppose l'adoption de principes communs aux banquiers des douze pays de la Communauté. Car il ne vient à l'idée d'aucun Etat, aussi libéral soit-il, de ne pas réglementer un secteur qui l'a toujours été.

Adoptée le 15 décembre 1989, la deuxième directive bancaire repose sur une idée simple : tout établissement de crédit agréé dans son pays d'origine peut exercer son activité dans les douze pays de la Communauté sans autre procédure d'autorisation que le seul contrôle de son autorité de tutelle. Une idée simple mais qui n'allait pas de soi.

Quand l'Europe financière s'ébauche, en décembre 1977, avec la première directive bancaire, ce n'est même pas du tout la conception qui prévaut. Si le texte affirme le principe de la liberté d'établissement d'une banque au sein de la Communauté, il le soumet à l'agrément du pays d'accueil. Le nationalisme des Etats est encore roi.

C'est avec la présentation du Livre blanc sur l'achèvement du marché commun bancaire au conseil européen de Milan des 28 et 29 juin 1985 que s'engage la

démarche qui conduira à l'adoption de la deuxième directive. Il ne s'agit pas de chercher à harmoniser les dispositions législatives, réglementaires et administratives des douze Etats membres, mais de définir quelques éléments fondamentaux pour l'exercice de l'activité bancaire, le détail de cette activité relevant de chacune des législations nationales. Désormais, la carte d'identité nationale servira de passeport européen à un établissement de crédit, qu'il exerce son activité dans un autre pays que le sien par le biais d'une succursale ou comme prestataire de services.

Ce principe suppose que le pays d'accueil fasse confiance au pays d'origine et que s'établisse un accord minimal sur quelques règles de base garantissant la solidité financière de l'établissement : capital minimal, qualité des actionnaires et des dirigeants, ratios de solvabilité...

Un caractère révolutionnaire

Le pays d'accueil reconnaît non seulement la compétence du pays d'origine pour l'agrément d'une banque, mais aussi pour son contrôle. Chaque établissement, quel que soit le pays de la Communauté où il exerce ses activités, est soumis à un seul et même régime de surveillance, celui de son pays d'origine.

Comme le souligne l'Association belge des banques dans son étude

« Introduction générale à la législation bancaire européenne » (1) : « On ne saurait trop insister sur le caractère révolutionnaire que revêt le principe du contrôle par le pays d'origine. Il rompt en effet radicalement avec la tradition, qui demeure essentiellement attachée au principe de la territorialité (...). Le contrôle par le pays d'origine place, au contraire, le principe de l'unité et de l'universalité du contrôle à l'avant-plan. »

Ce principe, d'inspiration libérale, donne aux banques une plus grande souplesse dans leurs activités puisqu'elles ne sont pas tenues de se soumettre à douze réglementations différentes. « Avoir un système dans lequel les établissements que nous avons à l'étranger dépendent de la tutelle de la banque de France plutôt que de la tutelle du pays dans lequel nous sommes situés va dans le sens de la simplification », constate Jean-Marie Weydert, directeur des affaires internationales de la Société générale. Nous avons l'habitude de travailler avec la Banque de France et il est plus rapide pour nous d'avoir accès à l'organisme de tutelle si nous n'en avons qu'un seul pour toute l'Europe. »

Cette libéralisation dans l'exercice de l'activité bancaire s'accompagne d'une surveillance accrue. Ne serait-ce que parce qu'il est plus facile à un organisme de tutelle national qu'à une institution étrangère de s'assurer du respect par ses filiales des règles qu'il a édictées et qu'il peut avoir une vision sur l'ensemble de leurs activités où qu'elles se trouvent en Europe. Cette surveillance accrue se justifie par le souci de protéger l'épargne publique, mais aussi par la confiance réciproque que s'accroissent les Etats pour le contrôle de leurs établissements, ce qui implique un consensus sur des exigences minimales garantissant la solidité des banques, et donc du système financier en général.

Ces exigences sont définies dans la deuxième directive et dans des textes annexes (17 avril 1989, 18 décembre 1989) :

— pour l'agrément, un capital minimal de 5 millions d'écus

(environ 35 millions de francs) qui peut, par dérogation, être abaissé à 1 million d'écus, l'honorabilité des dirigeants et des actionnaires ;

— des conditions pour la prise de participation dans un établissement de crédit ou pour la détention d'actions par un établissement de crédit ;

— la couverture des risques avec le respect du ratio de solvabilité entre les propres et engagés, ce qui devra atteindre 8 % à l'échéance de 1993 pour tout établissement européen.

Le principe de la compétence du pays d'origine n'implique pas que le pays d'accueil se tienne à l'écart. Il est informé de toute implantation étrangère, peut intervenir lorsque l'intérêt général le commande, que certaines dispositions ne sont pas prévues dans le pays d'origine ou en cas d'urgence, lorsque la situation financière de l'établissement étranger exige des mesures d'assainissement. En outre, le pays d'accueil reste bien entendu maître de sa politique monétaire comme de sa politique fiscale.

La coopération entre les Etats

Pierre angulaire du marché commun bancaire, la deuxième directive n'a pas l'ambition de régler tous les problèmes et laissera les faits apporter leur contribution à la construction de l'Europe financière. Plusieurs questions peuvent se poser :

— Comment fonctionnera la coopération entre les Etats et comment évolueront les différentes législations nationales ? Jean-Marie Weydert est convaincu que « la deuxième directive contient en elle-même un mécanisme qui va pousser à l'alignement des réglementations. L'idée selon laquelle la banque centrale du pays d'origine d'un établissement jusqu'aux succursales de celui-ci dans les autres pays de la Communauté est extrêmement intelligente. Dès lors, les règles les plus contraignantes ne peuvent subsister durablement. Sous peine de voir le pays dont la réglementation sera la moins

contraignante attirer les sièges sociaux des établissements financiers. »

— Que se passera-t-il en cas de conflit entre les législations du pays d'origine d'un établissement et celles du pays d'accueil, par exemple dans des domaines extérieurs à l'activité bancaire comme la publicité ou les pratiques commerciales ? Sans nul doute, Bruxelles et la Cour européenne de justice trouveront la manière d'affirmer leur rôle.

— Enfin, de quelle manière évoluera le paysage bancaire européen ? Ce n'est pas parce que les textes offrent de nouvelles possibilités qu'ils entraîneront automatiquement des changements. D'abord, parce que le mouvement est déjà enclenché. Les banques européennes, mais aussi américaines et japonaises, se préparent d'ores et déjà à l'ouverture du marché européen de 1993 en implantant des unités dans différents pays de la CEE, en rachetant des établissements locaux, en passant des accords de coopération... Mais aussi parce que l'impératif économique et financier (est-il rentable ou non de s'implanter sur tel ou tel marché ?) pèsera plus lourd que les changements juridiques.

En matière d'Europe financière, les banquiers français distinguent deux clientèles : celle des institutionnels et des grandes entreprises, et celle des particuliers et des petites entreprises (« la banque de détail »). Pour la première, le marché est depuis longtemps européen, si ce n'est mondial, et elle ne privilégie pas le facteur de proximité pour travailler avec tel ou tel établissement. 1993 ne changera pas grand-chose au travail des banquiers.

En revanche, 1993 constituera une réelle ouverture pour la seconde. A son égard, la plupart des banques commerciales se montrent prudentes. C'est le cas, notamment, de la Société générale. « Le métier de la banque de détail est un métier de proximité, affirme Jean-Marie Weydert. Le particulier ou le petit commerçant font plus naturellement confiance à celui qui parle leur langue, qui a leur culture,

qui baigne dans le même milieu qu'eux. Nos principaux concurrents en France sont la BNP, le Crédit lyonnais et le Crédit agricole. Quels que soient leurs efforts, croyez-vous que la Deutsche Bank ou la Barclays puissent, dans les dix ans qui viennent, être en France des concurrents de taille comparable à nos grandes banques françaises ? Personnellement, j'en doute. Et ce qui n'est pas possible pour ces banques étrangères en France ne l'est pas davantage pour la Société générale à l'étranger. »

CLAIRE BLANDIN

(1) « Aspects et documents » n° 110, 54 pages, juin 1990.

Lexique

Etablissement de crédit : banque définie dans la deuxième directive bancaire comme « toute entreprise dont l'activité consiste à recevoir du public des dépôts ou à octroyer des crédits pour son propre compte ».

Agrément unique : autorisation donnée à un établissement de crédit dans son pays d'origine qui lui permet d'exercer son activité dans l'ensemble de la Communauté. L'établissement est soumis au contrôle de son autorité de tutelle nationale.

Liberté d'établissement : un établissement de crédit d'un pays membre de la Communauté peut s'implanter dans un autre pays membre sans autorisation spéciale.

Liberté de prestation de services : un établissement de crédit agréé dans un pays membre peut exercer son activité dans toute la Communauté sans avoir d'implantation locale dans les autres pays.

Succursale : siège d'exploitation sans personnalité juridique d'un établissement dont le siège social se trouve dans un autre Etat.

1990
L'ALLEMAGNE RÉUNIFIÉE
Une condition
Le Monde Édition Actualité
EN VENTE EN LIBRAIRIE

هنا من الأناط

سلاسل

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Le système américain et la guerre

DÉJA la guerre du Golfe s'est vu pour effet de consolider ce qu'on pour- rait appeler le « système améri- cain » des flux financiers, dont la mise en place dans le monde, avec ses principales caractéristiques actuelles, date de 1973, avec le flottement du dollar après l'aban- don des dernières traces d'étalon-or.

A l'occasion de la récente dissonance (dont on pourrait trouver beaucoup d'au- tres exemples dans l'histoire contempo- raine) entre les politiques du crédit prati- quées en Allemagne, où l'on a procédé au relèvement du taux d'escompte, et aux Etats-Unis, où ce même taux a été abaissé, on a parlé un peu vite d'échec du groupe des Sept, lequel, on le sait, est composé, outre des deux pays déjà cités, du Japon, de la France et de la Grande- Bretagne, de l'Italie et du Canada. Cette façon de présenter les choses masque l'essentiel. Le groupe des Sept est devenu, au fil des ans, un des instru- ments les plus efficaces pour perpétuer et approfondir le système dollar. Dès le mois de 4 février, celle qui a suivi le mouvement des taux imprimés en sens contraire, ici par le Bundesbank et là par le Fed, le G7 s'opposait une nouvelle preuve qu'il continuait à remplir sa fonc- tion.

Directement et indirectement, par ses méthodes et par ses objectifs déclarés, le conflit du Moyen-Orient contribue à étren- dre et à renforcer le tissu tissé par le dollar sur l'économie internationale. Il le fait d'abord par le biais de la gestion de la récession et de la crise bancaire qui l'ac- compagne aux Etats-Unis. La conduite de la guerre, cela est évident, prime tout dans l'esprit de ceux qui en ont la charge. Il convient donc que les accidents de l'économie civile, si graves que certains d'entre eux puissent être, ne viennent pas s'interposer, si peu que ce soit, dans le déroulement des opérations militaires. Prière à l'intendance de se persuader qu'elle a pour l'heure perdu tout droit à la priorité. C'est ici que les initiatives dis- crétées du G7 se font apprécier.

Que s'est-il passé lors de cette semaine du 4 février à laquelle il vient d'être fait allusion ? On a vu les banques crouler sur les marchés des changes un montant non spécifié mais sans doute significatif de dollars. Comme ces interventions ont eu lieu dans la foulée des changements de taux intervenus

des deux côtés de l'Atlantique, l'interpré- tation qui en a été généralement donnée a été la suivante : les instigateurs d'émission se sont portés en escouade d'un dollar effaibli un peu plus par l'élargissement de l'écart entre le rendement des place- ments à court terme en dollars et en deutschemarks. Cependant, le coup de semonce des banques centrales n'est apparemment pas venu à bout de l'écrou de faiblesse dont la devise américaine est à nouveau atteinte. Au surplus, cette fai- blesse pourrait bien arranger les plus puissants. Les Américains paraissent en croire qu'avec un dollar plus bas la réces- sion sera plus facile à surmonter ; les Allemands et les Japonais, de leur côté, se disent sans doute que cela allégera d'autant leur contribution respective à l'effort de guerre.

Les interventions des banques cen- trales cessent d'apparaître comme un coup d'épée dans l'eau si on renonce à y voir une réaction contre les effets sur le taux de change de l'abaissement des taux d'intérêt américains (1). Elles prennent tout leur sens si on y voit plutôt une mesure essentiellement destinée à com- pléter et à appuyer l'abaissement des taux. La diminution des coûts du crédit aux Etats-Unis vise indirectement à aider les banques à sortir de la très mauvaise passe qu'elles ont en train de traverser, ne serait-ce qu'en améliorant la situation financière de nombre de leurs clients.

Les banques ne souffrent pas seule- ment de l'accumulation de créances dou- teuses à leur actif. De nombreux dépo- sants étrangers, alarmés par les infor- mations, vraies ou déformées, concernant la fragilité du système ban- caire américain, ont retiré leurs fonds. Voilà une raison qui pourrait bien expli- quer pourquoi, depuis le déclenchement des hostilités, les Etats-Unis n'ont pas joué, comme on s'y attendait, leur rôle traditionnel de refuge pour les capitaux du monde entier. C'est au contraire à un certain mouvement de fuite qu'on e

assaié, mouvement à peine ralenti par les incertitudes israéliennes.

Or les esquisitions de dollars par les banques centrales sont un procédé redoutablement efficace de « recyclage ». Par leur truchement, l'effet dépressif des transferts à l'étranger est supporté puis- que les banques centrales plaçant d'ar- gent à New-York - sous forme de bons du Trésor américain - leurs avoirs en dol- lars. Les nouvelles entrées compensent les sorties.

Remarquons, comme on l'a fait dans plusieurs chroniques précédentes, que, par ce moyen, tout processus d'ajuste- ment est bloqué par quoi un pays globa- lement débiteur rétablit son équilibre sur un palier plus bas (correspondant aux res- sources dont il dispose) moins celles qui lui ont été restituées. Rien de fondamenta- lement nouveau dans cela. Du fait que les pays du monde entier détiennent une part importante de leurs réserves monétaires en titres de la dette publique américaine, il résulte pour les Etats-Unis un privilège. Ils peuvent en permanence vivre plus ou moins au-dessus de leurs moyens. Ce qui est nouveau est que le G7, sous couvert de « coordination », organise au plus près le soutien accordé au dollar et les avan- tages qui lui sont attachés. Ce n'est plus seulement un déficit des Etats-Unis en général que l'on veille, mais à celui de tels ou tels agents du marché, les grandes banques de la place de New-York par exemple.

Il serait bien étonnant qu'une guerre utilisant des armes d'une très haute technicité ne coûte pas cher et, pour peu qu'elle se prolonge, qu'elle ne coûte pas beaucoup plus cher que les estima- tions, du reste approximatives, d'aujour- d'hui avancées (les dépenses du premier trimestre, d'abord évaluées à 30 milliards de dollars, la sont aujourd'hui à 58, dont 41 payés par les alliés des Etats-Unis). On peut imaginer le schéma suivant : le dollar s'affaiblit sous l'effet du déficit budgétaire estimé, pour l'exercice en cours, au montant record de 318 mil- liards de dollars en ne comptant que pour 15 milliards la part du financement du

conflit incombant directement aux Etats- Unis. Les banques centrales interven- nent : chaque fois qu'elles le font, elles souscrivent aussitôt des bons du Trésor américain. Cela revient, pour les pays créanciers, à augmenter automatique- ment leur contribution aux dépenses de la guerre.

Une autre pièce maîtresse du système américain, c'est le découpage géographi- que des pays producteurs de pétrole. Dans un article publié par l'*International Herald Tribune* le 7 février dernier, un auteur américain, Walter Russell Mead, écrit : « Les cheikhs intéressent Washing- ton. Parce qu'ils sont à la tête d'Etats riches mais peu peuplés, par conséquent faibles, ils ont besoin d'un protecteur extérieur. En contre-partie de la protection qui leur est accordée, ils sont dispo- sés à consentir des faveurs politiques et économiques à l'Amérique, au Moyen- Orient et ailleurs. Les Saoudiens appor- tent leur soutien au dollar et renforcent d'une façon générale la position centrale des Etats-Unis dans le système financier mondial. L'argent du Koweït joue un rôle similaire en faveur de la Grande-Bre- tagne - une raison pour laquelle ce pays est l'ennemi le plus déterminé des Américains dans cette crise. »

Ces lignes ont sans doute le défaut de réduire à un raisonnement une situation infiniment complexe et de ramener une guerre aux enjeux multiples à une seule de ses dimensions. Il reste que les Etats- Unis ne font pas mystère de leur intention de rétablir au Koweït l'ancienne famille régnante. Dans le passé, les Etats-Unis se sont montrés moins fidèles vis-à-vis d'amis dans le malheur. Un autre fait est que l'économie du pétrole est une écono- mie en dollars, à tel point qu'on rendrait sans doute mieux compte des flux finan- ciers réels en consolidant la balance des paiements des Etats-Unis avec celles de l'Arabie saoudite, des Emirats et des autres Etats producteurs, qui placent en fonds américains une part toujours impor- tante et parfois prépondérante de leurs recettes pétrolières. Dans la suite de l'ar- ticle cité, Walter Russell Mead va jusqu'à

renverser la thèse officielle américaine, selon laquelle les Etats-Unis, en comba- tant pour le rétablissement du statu quo territorial, assurent aux pays européens et au Japon la régularité de leur appro- visionnement pétrolier.

A propos de l'Allemagne et du Japon, notre auteur écrit : « Le pétrole et non les cheikhs intéressent l'Allemagne et le Japon. Du point de vue des consom- mateurs de pétrole, la formation d'une nation arabe, ressemblant à la différence des Etats du Moyen-Orient et leurs res- sources pétrolières, ne serait pas forcé- ment une mauvaise chose. Une telle nation ne pourrait pas se permettre de camper sur des réserves de pétrole inex- ploitées. Contrairement à, disons, l'Ar- abie saoudite, qui peut ajuster sa produc- tion pétrolière afin de manipuler les prix, une nation arabe unique aurait besoin de disposer d'un flux continu d'avance de revenus pétroliers pour satisfaire à ses besoins de développement et de consommation. »

A encore, un raisonnement purement formel en prend à son sens avec l'expérience historique. S'il est bien vrai que l'Arabie saoudite, parce qu'elle est faiblement peuplée, peut moduler à sa guise le débit de ses puits de pétrole, force est de reconnaître que cette faculté a toujours été utilisée dans le bon sens. Le royaume s'est opposé, autant qu'il l'a pu, aux hausses trop fortes du pétrole et s'est efforcé de garantir un approvisionnement aussi régulier que possible du marché, confor- mément aux intérêts bien compris et des pays producteurs et des pays consom- mateurs.

(1) Si on met l'accent ici sur l'effet de l'abais- sement du taux d'escompte américain plutôt que sur l'effet de la hausse des taux de la Bundes- bank, c'est parce que cette hausse n'a pas été suivie jusqu'à maintenant par une rémunération accrue des fonds prêtés en Allemagne. Avant le relèvement de son taux d'escompte et du taux Lombard (avances sur titres), la Bundesbank se voyait contrainte de fournir à guichets ouverts toutes les liquidités qui lui étaient demandées par les banques de la place ; ces dernières n'avaient aucune raison de s'adresser au marché où le crédit était plus cher que celui qu'accordait l'institut d'émission. C'est pour faire cesser cette situation malsaine que les autorités monétaires allemandes ont relevé leurs taux.

LECTURES

BERNARD MARIS

Le renard dans le poulailler

A peine fêtée la débâcle de l'Est par de pacifiques marchands aux oreilles délicates ne détestant rien tant que le bruit des vitrines brisées, voici que des tapis de bombes tombent sur les banlieues du globe... Le marché allait faire tâche d'huile, et redonne la guerre, le vieux combustible de l'Histoire ! Capitalisme, où est ta victoire ?

Le capitalisme un certain esprit collectif

Le capitalisme dans tous ses états, d'Alain Cotta (1), répond à cette question. On aime ce livre court, écrit d'un trait, lu de même. Il emporte la conviction. Mais il laisse une traînée de trouble. Le visage du capitalisme - notre visage - est quelque peu bideux, essouffé et marqué de tâches. Conquérant, médiatique, spéculatif, corrompu, apolitique : cinq qualificatifs « chocs », et autant de chapitres qui traduisent la fascination de l'auteur pour le système, fascination contagieuse, comme l'était celle des auteurs du *Manifeste* pour l'organisation bourgeoise. Le rythme du livre évoque le *Manifeste*.

Avant la conquête (vers les immenses riches communi- et l'islam), la reconquête. Le capitalisme triomphe d'abord à domicile. Sur le secteur public, et sur le service public. Première idée-force : ce n'est pas pour autant l'émergence de l'individu, ni l'utopie libérale succédant à l'utopie sociale. Triomphe une sorte de néo- corporatisme (corporation-entreprise, ou corporation-na- tion, comme au Japon, « société la plus centralisée, la plus nationaliste, la plus collective »).

Médiatisé, le capitalisme l'est devenu, à un point tel que l'auteur évoque l'émergence d'une troisième sphère - « le côté des sphères réelles et financières » - celle du capitalisme médiatique. Victoire des médias signifie défaits des clercs, des enseignants (« des sous-pro- fesseurs »), et surtout des hommes politiques.

A l'asservissement de la politique par les images cor- respond l'asservissement du réel par le financier. Pour Alain Cotta, la finance, les bulles, les souffles, font la croissance. Depuis dix ans, l'activité mondiale est sou- tenue à coups d'immenses bouffées d'endettement suc- cessives. Ce capitalisme financier, avec ses OPA, ses tenta- tives, ses angoisses aussi, cimente l'esprit d'entreprise, en rétribuant les grands cadres et les liants aux dirigeants.

Mais l'idée la plus originale, inépuisable, objet de cha- pitre le plus long, c'est que le capitalisme corrompt et se corrompt. Né dans la vertu et la froideur du Nord sur les décombres de la corruption, il redécouvre celle-ci, s'en nourrit, se « lubrifie », dit l'auteur... La corruption est le lubrifiant et l'excitant, injectés en quantités crois- santes dans un système de plus en plus complexe, qui se mondialise en même temps qu'il se décentralise.

La corruption mesure une défection. Car ce capita- lisme, auquel on associe si volontiers la démocratie,

triomphe sur la dépouille de la politique. Broyés par la loi d'airain économique, les hommes politiques s'adres- sent, par écran interposé, à des citoyens qui haussent les épaules et s'abstiennent, trop conscients de l'occupé des élus à changer leur monnaie bien-tre.

Livre plein de tonne. Mais porteur d'une triste con- clusion : les Etats sont « condamnés à vivre » (sic) dans un capitalisme autocratique, violent, et dopé à la corruption. Le vingt et unième siècle, tout sauf religieux, voit surgir, inéluctables, avec le déterminisme matérialiste du capi- tal, l'inégalité et la désintégration.

(1) Fayard, 190 p., 79 F. Couverture façon papier d'emballage, certainement un hommage de la maison Fayard à la déshé- ration exploitée et subtilement illustrée « Libertés 2000 » des Editions Jean-Jacques Pauvert.

Qu'est-ce que la réalité économique ?

De zéro à epsilon (Vers une nouvelle théorie de l'économie), de François Rachline (1), refuse la science réel-matérialiste et son avatar, la bulle finan- cière. Tableau économique impressionniste et nouvelle interprétation du capitalisme, de son instabilité, ce livre provoque quelque étonnement. Il ouvre au lec- teur des chemins de réflexion.

Constat : notre univers mental est fermé. Le verrou de cette prison intellectuelle ? L'équilibre. L'équilibre sup- pose la symétrie, l'égalité, l'arrêt. Le zéro. Toute la pen- sée économique depuis Ricardo part de l'équilibre et s'achève à l'équilibre, stable ou non, cyclique ou tendan- ce, rationné ou non, optimal ou non. L'autre monde - l'épsilon - est celui de l'échange infini, des dettes inex- tingnibles, de la monnaie et des fissures qui laissent passer la vie économique, la vie simplement.

François Rachline décrit ces deux mondes dans un kaléidoscope des sciences humaines : l'histoire des mathématiques, l'épistémologie, l'ethnologie, la genèse des marchands et de l'Etat. Toutes les questions contem- poraines (le couple Etat-marché, le krach, la finance, la mondialisation...) et les concepts (la vente, le surplus...) surgissent, éclairés d'une grande culture humaniste. Celle-ci justifierait à elle seule une lecture.

Mais l'ouvrage est aussi un renversement, et une théo- rie originale de la monnaie. Economie monétaire est un pléonisme, dit l'auteur. La production, la possession même sont subalternes, simples passages entre des éphé- mères monétaires. La monnaie, immatérielle, insensible et inimaginable, est ce vers quoi tendent à l'infini nos actions, dans la capture fugace de flux, d'influences, de signes de richesse. Et nous raisonnons ainsi, dans l'écono- mie moderne - et l'économie, c'est, bien sûr, la *modernité* - de vieux gestes humains : prendre, offrir, ravir.

On avait oublié que l'économie parlait de la vie des hommes. Voici un livre débordant d'humanité. Les- sons-pour porter et flotter avec des mots comme « butin », « rapine » et « capture ». Le risque est de croquer Citizen Kane et Georges Duby. Il vaut le voyage.

Le modèle économique et ses rituels, de Phi- lippe Van Parijs (2) : regard d'un philosophe sur la science économique. Pas de jargon. Pas d'effets. Lim- pide. Premier livre de ce recueil d'essais : « Le modèle économique : imposture ou nécessité ? » On voit d'ici la gourmandise sur le visage du futur lecteur... Il ne sera pas déçu.

Le modèle de la rationalité économique est devenu dominant, au point qu'il ne subsiste que des « résidus » en sciences sociales, du côté de la sociologie et de l'an- thropologie. La rationalité économique est pourtant bien restreinte ! Elle est égoïste, matérialiste, « archimédienne » (postulant la substitutabilité), parfaite et paramétrique (environnement donné). Les économistes ont relâché ces deux dernières limites, en raisonnant en termes de rati- onnalité « limitée » et, de plus en plus, en environnement stratégique par la théorie des jeux.

Philippe Van Parijs est-il neutre ? Il se présente avec le drapeau blanc du « grammairien » de l'économie modifiée. Il n'en est pas moins son ardent, convaincant et passionnant défenseur. Il reconnaît la légitimité des autres démarches (historiques). Il nous révèle aussi trois dangers. Mal choisir sa méthodologie (alors la théorie des catastrophes, qui dans l'état actuel de la connais- sance statistique est sans intérêt). Confondre réalité phy- sique et réalité sociale (la fascination de l'économiste pour le physicien). Car qui dit choix dit liberté... Et qui dit liberté dit non-nature. Méditations.

Troisième danger : la manipulation technique du réel. Là on dérape vers l'« économisme », qui modèle comme argile la réalité sociale (cela fait réfléchir : au Golfe, ne travestit-on pas la guerre en économie ? « Minimiser les coûts », « planifier »...). Livre serein, scrupuleux. Livre qui donne le sens du travail de l'économiste. A aimer et à lire ligne à ligne.

(1) Editions First, 255 p., 158 F.
(2) Librairie Droz, Genève, diffusion Champion-Stock, 243 p., index, 298 F.

Pour aider l'Europe de l'Est

Du socialisme pervers au capitalisme sau- vage, de Jacques Nagels (1), est une analyse marxiste de l'échec de l'Est. L'auteur raconte les « 3M érigés » (« régime : régime en petits groupes, en poudre ») (Robert). Les 3M sont : le monopole du parti, le monopole de l'économie, le monopole de l'idéologie.

Le socialisme pervers, c'est le stalinisme. Le capita- lisme sauvage, c'est... le capitalisme sauvage. Méticu- leuse et matérialiste description de la genèse du modèle stalinien en Russie, puis du cas polonais. Puis descrip- tion de la seconde transition, vers le marché, dans les pays de l'Est. Catalogue détaillé, chiffré, des multiples mesures, plans, réformes, réglementations et dérégulations.

Critique acablante, tellement « objective » qu'elle laisse accablé, et avec un désagréable parfum d'autocriti-

que et d'enfermement. « Quand les vautours de l'abstrac- tion nous rongent le cerveau... » (vers cité du poète po- lonais Wazyly), on ferme un livre et on regarde la fenêtre.

L'URSS au tournant (une économie en transi- tion), sous la direction de Jacques Sapir (2), a le mérite de présenter des séries longues sur le cycle russe et sur les secteurs (agriculture, industrie, coopératives), mais laisse un sentiment d'hypertrophie analytique. Et de per- manence du volontarisme lancinant (en faveur de la transition évidemment). Ah ! la reconversion des bonnes volontés planificatrices !

A l'Est en Europe (des économies en transition), OCET, sous la direction de Jean-Paul Fitoussi (3), est le livre qu'il faut absolument consulter si l'on veut une information précise sur l'état des lieux des pays de l'Est.

Que faire ? Articles de grande qualité, par de grandes plumes économiques, qui nous laissent, ce n'est pas un mal, sur notre faim de réflexion. Témoignage, à hue et à dia, de deux auteurs d'opinion opposée sur la dés- tatisation, originale expérience d'« économisme co- direct ». Ou, peut-être, simple commentaire de l'impos- sibilité du « second best » (on ne peut jamais aller et mo- tié vers le marché) ?

Témoignage également le très intéressant article sur « l'aide à l'Est » (déjà 40 milliards de dollars - hors Russie - au premier trimestre 1990), sous « condition- née » dit l'auteur, alors que visiblement elle ne l'est pas. Et s'il ne fallait pas théoriser la transition ? Si la transi- tion, comme le mouvement, ne se trouvait qu'en mar- chant ?

Protectionnisme, de Jagdish Bhagwati (4), est cer- tainement l'ouvrage qui peut nous aider à comprendre la transition, à travers la vieille question (List, Marx, Stuart Mill) de la protection des industries naissantes. Mais su- delà se trouve le vieux dilemme de l'ouverture du poulailler au renard.

Funeste protectionnisme renaissant, dit le professeur du MIT. On peut le croire. Il a construit suffisamment de modèles paradoxaux de l'échange oppresseur, ou de la croissance appauvrissante, pour qu'on admette avec lui que les paradoxes n'infirmant pas la nécessité du libre-échange.

Ce livre est court, très dense, pas très facile (bien que reprenant des conférences), car il recouvre l'immense partie immergée du commerce international dont Jag- dish Bhagwati est le grand théoricien. Mais il contient deux forts « concentrés » : l'histoire des échanges. His- toire des idées sur l'échange. On notera que le Japon, grand vainqueur du commerce ces dix dernières années, est le seul à ne pas augmenter ses « barrières non tari- faires », forme rampante et trouble du protectionnisme. Et que les Etats-Unis, enclins ce jour à la protection et au bilateralisme, répètent de façon bico inquiétante, à un siècle d'écart, l'attitude de l'empire britannique déclin- ant. Jamais le protectionnisme n'annonce des heures paisibles.

(1) Editions de l'université de Bruxelles, préface de G. de Bernis, 305 p., 140 F.
(2) L'Harmattan, 246 p., 140 F.
(3) Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 405 p., 80 F.
(4) Dunod, 165 p., 130 F.

La Direction régionale de France Télécom Bretagne recrute pour sa Direction Financière à RENNES un

Prévisionniste

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEURE (3^e CYCLE) OU GRANDES ÉCOLES

Au sein du département Planification et contrôle de gestion, il sera chargé, à partir de données représentatives de l'économie régionale et de la structure de la clientèle :

- d'élaborer et de suivre la prévision de la demande de services de Télécommunications
- d'élaborer et de suivre la prévision de Chiffres d'affaires
- d'effectuer des analyses d'impact stratégique

Nous lui demandons des qualités de créativité, de rigueur et de dialogue. Une expérience dans la fonction serait appréciée, mais nous acceptons éventuellement un débutant.

Pour tous renseignements, contacter Mr SERZPUTOWSKI, tél : 99.01.40.52. Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) à Ludovic ROUAULT - Division Gestion Ressources Humaines - Direction Régionale de France Télécom - 35032 RENNES cedex.

FRANCE TELECOM

CONTROLEUR DE GESTION

Bénéficiant pleinement de la synergie du groupe Fournier (2.000 personnes, 1,6 milliard de francs de chiffre d'affaires dont 400 millions sont réalisés par des filiales étrangères), la société Plasto S.A. consolide sa place de leader national du marché des adhésifs industriels et grand public, et développe sa pénétration du marché européen. Afin d'assurer cette forte progression, le directeur général de Plasto recherche un contrôleur de gestion qui lui sera directement rattaché. Membre du comité de direction, il assure l'élaboration, le suivi et la maîtrise du budget (370 millions). Il s'implique fortement dans les plans de développement et les plans stratégiques. Animateur d'une équipe de 6 personnes, dont un cadre, le candidat recherché

est âgé d'au moins 28 ans. De formation supérieure, ESC ou école d'ingénieurs généraliste avec un 3^e cycle gestion/finances, il apporte son expérience professionnelle sur environ 5 ans d'activité en milieu industriel, si possible dans un contexte de qualité totale. Une bonne connaissance de l'organisation informatique et des méthodes anglo-saxonnes sera très appréciée. La maîtrise de l'anglais est indispensable. De réelles possibilités d'évolution existent, notamment au sein du groupe Fournier. Poste basé à Dijon. Ecrire à Laurent PY en précisant la référence A/3235M - PA Consulting Group - 78 bd du 11 novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63. (PA Minitel 36.15 code PA)



PA Consulting Group
Creating Business Advantage

1^{ère} SESSION 1991

Débutants,
et si vous pensiez
carrière informatique ?



Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons au cours de plus de vingt-cinq ans acquis une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en maintenant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs • Bac + 4 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures • dégageant des obligations militaires • libres pour démarrer rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M182G4, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

HONORÉ Informatique

RESPONSABLE D'INVESTISSEMENTS Société financière de développement

Paris - Une société financière de développement en pleine expansion, ayant pour vocation de stimuler et de participer aux investissements privés dans des pays en voie de développement, sous forme de prêts et de participations au capital d'entreprises, recherche un chargé d'affaires pour renforcer son équipe. Il aura pour mission de détecter et de sélectionner des projets en effectuant leur diagnostic complet (étude de marché, analyse financière, évaluation de la qualité du management...), de négocier le montage juridique-financier et d'assurer le suivi de l'exploitation. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans et ayant une formation de type ESC ou équivalent.

Son expérience acquise au sein d'un établissement financier (division internationale de banque, SDR...) lui permet de maîtriser tous les aspects d'un diagnostic et tout particulièrement l'évaluation du risque. La nature des missions et les déplacements prévisibles à l'étranger (Europe, Caraïbes, Afrique) nécessitent des qualités d'organisation, des talents de négociateur confirmés, l'anglais courant et une forte ouverture à l'international. Ecrire à Olaf PECH en précisant la référence A/F9709M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Audit - Conseil - Expertise comptable

Groupe Alpha

Par leurs **DIAGNOSTICS ÉCONOMIQUES SOCIAUX ET FINANCIERS**, nos **180 collaborateurs** assistent dans toute la France les **représentants du personnel** des principales entreprises de l'Industrie ou des Services.

Aujourd'hui, nous recherchons pour nos agences parisiennes

4 CONSULTANTS (1^{ère} expérience appréciée)

Ecole de Commerce, Ingénieurs, Sciences Po, DEA Economie ou Gestion.

Paris
Bordeaux
Clermont
Grenoble
Lille
Lyon
Marseille
Metz
Nantes
Toulouse

CHARGES DE CLIENTELE Banque

Nice - Marseille - Une banque à taille humaine, spécialisée sur un marché porteur et proposant une gamme complète de produits et services, recherche dans le cadre de son expansion régionale deux chargés de clientèle pour ses agences de Nice et Marseille. Dans le respect de la politique commerciale du groupe (orientée vers les entreprises coopératives et leurs adhérents, les associations et mutuelles), ils partageront leur activité entre le développement d'un portefeuille de clientèles, le montage et l'étude de dossiers à court, moyen et long termes ainsi que la mise en place de services bancaires adaptés aux besoins de ces clientèles. Ces postes s'adressent à des diplômés

d'études supérieures (ESC, Sciences Eco, IEP, ECOFI) ou des diplômés du secteur bancaire (ITB complet, CEBB), ayant acquis une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 4 à 5 ans pour le poste basé à Nice et de 1 à 3 ans pour le poste basé à Marseille. Une bonne connaissance des techniques financières est nécessaire. Une évolution de carrière sera proposée en fonction des résultats obtenus. Ecrire à Christine BERNET, en précisant la référence A/S8647M pour Nice et A/S8648M pour Marseille - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.51. (PA Minitel 36.15 code PA)



PA Consulting Group
Creating Business Advantage

La société (CA 120 millions, en développement, 8 % de résultat brut, filiale d'un groupe international) est l'une des premières dans son activité en France : vente, location de matériel et prestations de service pour les entreprises de BTP. Elle recherche un jeune

Contrôleur de Gestion

Rattaché au Directeur Général, il aura la responsabilité de l'ensemble du contrôle de gestion (il en développera l'orientation "aide à la prise de décisions") et de la réalisation de missions particulières.

De formation SUP de CO, MAÎTRISE..., il a environ 28 ans, 3-5 ans d'expérience (en comptabilité ou dans la fonction) qu'il souhaite élargir dans un groupe international (anglais pratiqué nécessaire).

Pour ce poste basé en proche banlieue SUD PARIS, merci d'écrire sous réf. 1021 à

Gallos & Associés

116 Champs Elysées
75008 PARIS.



Contrôleur de gestion à Tours

Leader mondial dans son activité, notre groupe possède 200 sociétés implantées dans cent trente pays. Nous produisons en France plusieurs lignes de produits qui sont commercialisées en France et à l'étranger.

Nous recherchons le contrôleur de gestion d'une ligne de produits. Il assiste le Directeur de cette ligne dans la gestion de son activité, tant industrielle que commerciale : élaboration du budget et suivi des réalisations, contrôle des prix de revient usine, mise en évidence des écarts et proposition de moyens destinés à améliorer les performances. Il élabore les résultats de la ligne de produits et les communique, avec ses analyses, au contrôleur

de gestion central et au Directeur financier international.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou université) et avez une solide expérience du contrôle de gestion industriel dans un environnement international complexe. Vous parlez parfaitement l'anglais. Ce poste évolutif est basé à Tours, ville universitaire située à une heure de Paris par le TGV. Il nécessite des déplacements fréquents en région parisienne et occasionnels à l'étranger.

Notre conseil, Nicole Marichez, étudiera confidentiellement votre candidature adressée, sous réf. M/176, à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

Le Monde *de la* Gestion



**A partir de Lille,
un développement européen**

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Au sein de la LYONNAISE DES EAUX-DUMES, le Groupe DEGREMONT est leader mondial dans la conception et la réalisation d'installations de traitement d'eau et de services associés.

ERPAC, sa filiale basée à Lille, recherche son Directeur Administratif et Financier. Il s'agit d'une société à taille humaine (200 personnes, CA 200 millions) qui développe, auprès d'une clientèle industrielle, une activité de prestations de services et de vente de produits chimiques.

Sa mission : Membre du Comité de Direction, le titulaire de ce poste animera une équipe de 15 personnes et agira dans un large domaine d'activités : il aura la responsabilité de la comptabilité, de la trésorerie, des problèmes financiers, fiscaux et juridiques et la gestion du personnel ; il créera le contrôle de gestion et développera l'informatique ; il participera à la stratégie de développement et d'implantation en Europe.

Son profil : HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, âgé de 30 à 35 ans, il disposera d'une expérience acquise chez un Grand de l'Audit ou en Entreprise.

Sa réussite et son développement de carrière dans la Société et le Groupe implique un tempérament dynamique et réalisateur.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ecrire sous réf. 88-2055-1M. Discretion absolue.



HOLDING DE SOCIÉTÉS

ATTACHE(E) DE DIRECTION

Au sein d'une holding ayant de grands groupes comme actionnaires, et gérant des participations dans le domaine de l'immobilier, de l'énergie et du crédit, nous recherchons un attaché de direction.

- Il sera intégré à une petite équipe et assumera des responsabilités polyvalentes et formatrices
- suivi de l'activité et des résultats des participations de la holding,
- étude de dossiers (en vue de nouvelles participations ou d'opérations de crédit),
- gestion d'un parc immobilier,
- secrétariat administratif des sociétés filiales.

Ce poste conviendrait à un candidat ESC ou maîtrise de gestion, ayant environ 3 ans d'expérience acquise dans un cabinet d'expertise comptable, à la direction financière d'une entreprise ou dans un établissement financier, et ayant de bonnes connaissances en analyse financière, fiscalité, droit des sociétés.

La réussite dans ce poste implique de solides qualités d'analyse, de rigueur, et d'esprit d'équipe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 8 A 2088-1M. Discretion absolue.

Membre de Syntec



Responsable Consolidation/Analyse Financière

Siège européen à Nanterre 270 KF ±

Une des premières sociétés dans la micro-informatique, nous avons connu au cours de ces dernières années une importante évolution.

CA au niveau Europe : \$ 700 millions

Rattaché(e) au Responsable des Comptabilités Europe, votre fonction comprend la consolidation et l'informatisation (Lotus) de nos filiales, le reporting et la prise en charge d'analyses financières spécifiques (analyse des marges, audits financiers, ...)

Agé(e) de 27-30 ans, de formation ESC + DECS, bilingue Anglais-Français, vous avez acquis en cabinet et/ou en entreprise internationale une réelle expérience comptable, et vous avez déjà abordé la consolidation.

Organisé(e), fiable, vous connaissez bien la micro-informatique et vous êtes capable d'établir de vrais rapports avec nos filiales.

Merci d'adresser rapidement - ou de faxer au 47 04 95 38 - votre dossier de candidature (prétentions + photo) à ARCOSE SELECTION, 6 Avenue d'Espérou 75116 Paris en précisant la référence LM/10. Discretion assurée.



ALLIANZ - VIA HOLDING

CA 10 milliards - Effectif 3 200 personnes

recherche

AUDITS

La Direction Audit et Contrôle de gestion vous propose de rejoindre son équipe d'auditeurs chargée de l'analyse des mécanismes de fonctionnement et de l'implantation des nouvelles procédures de gestion dans l'ensemble des Directions du Groupe.

Agé de 28/32 ans environ, vous êtes diplômé d'une grande École de Commerce (HEC, ESSEC, SUP de Co...) ou scientifique, et bénéficiez d'une expérience de 2 à 3 ans en Cabinet d'audit : une première mission dans le secteur des assurances serait un plus.

Outre ces atouts techniques, vos qualités relationnelles (en sachant faire preuve de fermeté), la rigueur, le goût de l'investigation, alliés à une aptitude à l'autonomie vous permettront de réussir au sein du premier Groupe Européen d'Assurances.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

VIA ASSURANCES - Nicole Bassereau

56, rue Laffitte - 75439 Paris Cedex 09

Secodip 1^{ère} Société française d'études de marchés

(1200 salariés dont 750 au siège) recherche pour son siège à Chambourcy (Yvelines), un

CONTRÔLEUR DE GESTION

Votre mission sera de préparer les budgets annuels, contrôler leur application et suivre leur évolution (tableaux de bord...). Vous mènerez également des missions d'audit interne.

De formation supérieure en économie (École de Commerce ou Université de Gestion), vous êtes âgé d'environ 30 ans et possédez 3 à 4 années d'expérience.

Dynamisme, rigueur et sens relationnel sont les atouts indispensables de votre réussite.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. CG à SECODIP, Direction des Relations Humaines, BP 3, 78241 CHAMBOURCY Cedex.



Contrôleur financier

Grand groupe international d'équipements automobiles, recherche pour son unité de Normandie (700 personnes) son

Votre mission : vous aurez la responsabilité du contrôle financier de la Division automobile et serez en charge de l'ensemble des services de la comptabilité, de la trésorerie et des fonctions de contrôle de gestion.

Vous aurez en outre un rôle d'assistance et de conseil auprès du Directeur de la Division, notamment dans tous les grands choix d'investissements stratégiques.

A 30 ans environ, de formation ingénieur, complétée par une formation de gestion, vous possédez une expérience significative de cette fonction, acquise en milieu industriel.

Vous avez une bonne connaissance de la langue anglaise.

Votre personnalité, vos qualités relationnelles, vos talents de formateur seront des atouts indispensables pour la réussite de vos missions au sein d'un groupe de dimension mondiale qui peut vous offrir la satisfaction de vos ambitions.

Vous êtes prêt à relever le défi ; notre Conseil attend votre dossier.

Adressez-le à P.G. Consultants, 12 rue Rougemont, 75009 Paris, en précisant la référence CF/029101/P.

Bendix Friction Materials Europe



Le Monde *des* Cadres

LE CENTRE INFO recherche

UN RESPONSABLE POUR SON DÉPARTEMENT JURIDIQUE

Cadre confirmé, expérimenté, formation supérieure niveau 3^e cycle, spécialisation du droit du travail et de la législation sociale.

Connaissances et/ou exp. du milieu de la formation professionnelle.

Adresser candidatures et CV à : M. le Directeur du CENTRE INFO, Tour Europe Cedex 07, 92048 Paris La Défense.

Env. CV + photo + prétentions à : ENAURIE, Département des Publications, 233, rue du Fr-Si-Honoré, 75008 Paris.

ADOM 79 recrute

UN DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL À LA MUSIQUE

qui devra avoir :

- une licence universitaire ;
- une bonne formation musicale ;
- une expérience d'animation et de gestion du milieu culturel.

Les dossiers avec lettre de motivation CV, photo sont à adresser à :

ADOM 79, 15, av. Bugeault, 75000 Paris, Tél. 48-24-87-23, Date limite : 15 Mars 1991

Centre de formation recherche

PROF. COMPTABILITÉ pour BTS comptabilité, gestion (alternance) GRN, 14, av. de l'Opéra, 75001 Paris, Tél. 42-98-12-58

ASSISTANT JURIDIQUE DÉBUTANT

châque d'une solide formation juridique.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 88-48 à :

EURONUMERIS BP 80, 92100 BULGONE Cedex.

DEMANDES D'EMPLOIS

RELATIONS PUBLIQUES

J.F. 25 ans, 7 ans d'exp. en relations publiques, maîtrise sciences humaines, nat. pol. Paris, maîtrise audiovisuel ou édition. Libre de suite.

Tél. : 43-22-17-45

Stagiaire - PAO maquette, cherche stage non rémunéré du 11-03 au 15-04.

Tél. : 40-32-22-29

Dième 53 ans, édu. master, offre à famille de prendre enfants en période scolaire (sept. 100 kg chp. scolarisé).

Ville, Côte Normande, 300 km Paris. T. 33-04-82-84

DIRECTEUR

55 a., longue exp. ad. juridique, sociale et financière, maîtrise audiovisuel ou édition, nat. pol. Paris, maîtrise audiovisuel ou édition. Libre de suite.

Tél. : 43-22-17-45

RECHERCHONS FORMATEURS (titres) TOP NIVEAU

30/40 ans environ. Pour animation de modules d'enseignement à la communication en situation d'entreprise. Pratique de la vidéo indispensable.

Envoyez CV + photo Ecrire sous le n° 8226

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montparnasse, Paris-7.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix, c'est des affaires exceptionnelles, faites la suite à Paris pas cher à tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, etc.

PERRONOPERA

Agence des bijoux d'achat-échange BIJOUX.

Maison à l'ÉTOILE, 37, av. Victor-Hugo, Autre gd choix

Cours

COURS D'ARABE

EXTENSIF : méthode et cours du 4 mars au 23 jan. AFAC : 42-72-00-88

Vacances

Tourisme

SKI DE FONO

Haut-Alpes, 3 h Paris 78V Yves et Liliane vous accueillent de dernière main dans les chaumières du XVI^e cent. rénové, en chéris 2 pers. av. s.d.b. vic. Ambiance conviviale, détente, repos. Accueil 14 pers. Tél. 01-39-12-51

LE CHET L'AGNEAU, La Longeville, 25650 MONTBENOIT

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

7^e arrdt

RUE DU SAC, Apt 130 m², 4^e ét. asc., bon stand., libre. Tél. (01) 45-44-03-06

94 Val-de-Marne

SAINT-MAURICE

Superbe 2 pièces, grand standing, salon 25 m² + chambre, cuisine équipée, salle de bains, salle à manger, etc. site privé, part. + cave. 1 000 000 F à débattre. Avoir 10 h + 40-50-50-52.

appartements achats

Back URGENT 100 à 120 m² Paris 15^e arrdt, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e, 42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e, 66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.

maisons individuelles

BUTTES-CHAUMONT

MAS PARTICULIER 270 m² 4 niveaux, double exposition, 5 chambres, original, 4 900 000. 40-70-92-07

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, av. Masséna, 75008 Paris

recherche APPTS DE GRANDE CLASSE VILLES ou MEUBLES HOTEL PART. PARIS et VILLAS PARIS-EST

Tél. : (1) 45-82-30-00

locations meublées demandes

Paris

RÉSIDENT CITY

URGENT meub. pour dirigeants d'entreprises importantes

meub. 1 à 2 ans. LOYERS GARANTIS.

Tél. : (1) 45-27-12-19

bureaux

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS

Salles de réunions, stes d'archives, domiciliaires, SIÈGES SOCIAUX, d'entreprise, formelles et CRÉATION IMMÉDIATES toutes entreprises. Serv. personnalisé : courrier, téléphon., fax.

GROUPE ASPAC

1^{er} RÉSEAU NATIONAL DE CENTRE D'AFFAIRES

ETIOL 10^e 47-23-61-58

GENÈVE 15^e 47-23-61-51

ST-LAZARE 9^e 42-55-50-54

LA FAYETTE 9^e 47-23-61-51

BOULEVARD 12^e 46-20-22-25

VERSAILLES 78 30-51-48-49

+ 20 centres en France.

A PARTIR DE 80 F/IT/mois

Votre adresse commerciale

PARIS 1^{er}, 8^e, 9^e, 12^e, 15^e, 17^e.

LOCATION DE BUREAUX

INTERDOM 43-40-31-46.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM

Constitution de sociétés

Démarches et tous services

Permanences téléphoniques

43-55-17-50

Le Monde

CHAQUE MERCREDI

numéro d'ordre

VOS

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

LES BELLES PROPRIÉTÉS

L'AGENDA IMMOBILIER

L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 800 000 Français, ou dont 800 000 Parisiens. 543 000 d'entre eux appartiennent à des lycées, collèges, universités, dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France (Source : CESP 1989).

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

Attentats dans deux gares de Londres : un mort et plusieurs blessés

LONDRES

de notre correspondant

Toutes les gares londonniennes étaient fermées au public, lundi 18 février depuis le début de la matinée, après les explosions qui se sont produites dans deux d'entre elles, dont l'une a fait un mort. Les rames de métro ne s'arrêtaient pas aux stations correspondantes à ces gares, et de nombreux habitants de banlieue étaient ainsi dans l'impossibilité d'atteindre la capitale pour se rendre à leur travail.

La première explosion a eu lieu à 4 h 20, à la gare de Paddington, dans l'ouest de Londres. Elle a été provoquée par une bombe de faible puissance placée entre deux quais. Le toit de la gare a été endommagé à cet endroit ; les vitres d'un bureau de British Rail ont volé en éclats, mais il n'y a pas eu de blessés. Un hôtel voisin a été évacué. Sir Bob Reid, président de British Rail, qui s'était rendu sur place,

a déclaré que l'objectif de ceux qui avaient posé la bombe ne pouvait pas être de provoquer des pertes en vies humaines puisque la gare était déserte au moment où elle a explosé.

La seconde explosion a eu lieu à 4 h 45, heure de grande affluence, dans le hall de la gare de Victoria, qui dessert le sud de la capitale et où arrivent de très nombreux trains de banlieue. « Il semble que l'explosion était de forte puissance », a déclaré M. George Churchill-Colman, chef de la brigade antiterroriste de Scotland Yard.

Une personne a été tuée, et trente-deux autres, dont un enfant, ont été blessées. On a appris à l'hôpital de Westminster où les victimes ont été transportées. Ces attentats n'avaient pas été revendiqués et on ne sait pas si les auteurs ont été identifiés. Le 7 février, l'IRA avait perpétré un attentat au mortier visant la résidence du premier ministre britannique au 10, Downing Street.

D. Dh.

La guerre du Golfe

Au Kremlin, la « rencontre de la dernière chance »

MOSCOU

de notre correspondant

C'est au Kremlin que se joue la « rencontre de la dernière chance » avant le déclenchement de l'offensive terrestre de la coalition alliée pour libérer le Koweït. M. Mikhaïl Gorbatchev y a reçu lundi 18 février au matin M. Tarek Aziz, le chef de la diplomatie irakienne, pour essayer une ultime fois de faire cesser les combats.

Scotat à l'approche de l'heure de l'engagement terrestre, le président soviétique avait déposé mardi dernier à Bagdad son ambassadeur Evgeni Primakov, qui rencontrait aussitôt Saddam Hussein. Il en était revenu avec des « leçons d'espérance » et l'annonce de la venue à Moscou du ministre irakien.

Vendredi, l'Irak aurait en effet annoncé l'acceptation de la résolution 660 du Conseil de sécurité, prévoyant le retrait de ses troupes du Koweït, mais accompagnée d'une série de conditions, une version actualisée de ses exigences exprimées depuis le mois d'août.

Le coup a surpris les Soviétiques. L'offre irakienne était « tout à fait inattendue », a admis le porte-parole du président, Vitaly Igatenko. Ils n'en espéraient manifestement pas tant, et le Kremlin réagissait avec une vitesse peu habituelle pour exprimer sa « satisfaction » et son « espoir » devant ce « communiqué positif ». Dans la

soirée encore, Mikhaïl Gorbatchev et Ali Akbar Velayati, le chef de la diplomatie iranienne, se félicitaient de ce « signal positif » venu de Bagdad. L'unanimité et la vigueur des réactions négatives dans le camp allié allaient conduire Moscou à tempérer son optimisme samedi.

Rassurer les Occidentaux

Il s'agit de savoir si la proposition irakienne de retrait conditionnel du Koweït « constitue un point de départ vers la paix et non la poursuite d'une campagne de propagande stérile », soulignait le communiqué officiel. « Le principal à nos yeux est que la direction irakienne parie maintenant de retrait du Koweït. Malheureusement, cette disposition essentielle est accompagnée de nombreuses conditions susceptibles de réduire à néant », affirmait le texte du ministère des affaires étrangères.

La direction soviétique s'est également employée ce week-end à rassurer les signataires des résolutions du Conseil de sécurité sur la fermeté de sa position. Le ministre des affaires étrangères Alexandre Bessmertnykh a parlé dans la nuit de vendredi à samedi avec le secrétaire d'Etat américain James Baker, ainsi qu'avec Roland Dumas et son homologue égyptien, Esmat Abdel Meguid. (Interim.)

Le « pool » des télévisions françaises en Arabie saoudite menace de boycotter l'armée

Les équipes des quatre chaînes de télévision françaises basées à Ryad, en Arabie saoudite, ont décidé dimanche 17 février de « boycotter la couverture des activités de l'armée française en Arabie saoudite » à partir de lundi. Dans un communiqué, les envoyés spéciaux des chaînes affirment avoir pris cette décision après que « les autorités militaires se soient opposées à la présence dans les unités combattantes avancées, à partir de lundi, d'un journaliste camerounais et d'un preneur de son ». Le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA), poursuit

le communiqué, « a imposé, à la place de cette équipe professionnelle et aux côtés du journaliste, la présence d'une équipe technique de l'ECPA » (Etablissement cinématographique et photographique des armées).

« Du jamais vu », commentait-on lundi matin à TF 1. Les gens de l'ECPA sont aux ordres des militaires. Nos journalistes se retrouvent avec des caméras estampillées par l'armée, quand les équipes américaines continuent à travailler avec leurs caméras. Enfin, cette mesure serait inéquitable puisque les photographes de presse restent libres d'effectuer leur travail dans les conditions prévues jusqu'ici.

Au SIRPA, où l'on se refusait à tout commentaire officiel avant la fin des entretiens sur ce sujet entre le général Germanos et M. Pierre Joxe, ministre de la défense, on laissait entendre lundi matin que cette mesure, loin d'être discriminatoire, avait au contraire été adoptée pour améliorer les conditions de travail des journalistes. Ceux-ci, jusqu'ici, n'étaient autorisés qu'à effectuer de brefs reportages dans les unités combattantes avancées. Pour leur permettre de séjourner plus longtemps — entre vingt-quatre et trente-six heures — auprès des troupes, les autorités militaires avaient imaginé ce nouveau dispositif à titre expérimental, entre lundi et mercredi. On n'excluait pas lundi matin que de nouvelles dispositions puissent être étudiées.

P.-A. G.

TENNIS : vainqueur du Tournoi de Bruxelles

Guy Forget, du double au simple

Sur la lancée de sa campagne australienne, où il s'était imposé à Sydney avant d'échouer au quart de finale de l'open d'Australie de tennis, le Français Guy Forget a remporté, dimanche 17 février, à Bruxelles, son cinquième tournoi du Grand prix en battant en finale la Soviétique Andreï Cherkasov (6-3, 7-5, 3-6, 7-6).

Pour accéder à cette finale avec les armes (service, retour de service et coup droit) qui font de lui l'un des meilleurs joueurs mondiaux en double, le Français avait réussi la veille sa plus belle performance en éliminant en demi-finale le Suédois Stefan Edberg (3-6, 6-0, 6-3) qui venait

de reprendre le premier rang mondial à l'Allemand Boris Becker, contraint à l'abandon contre Cherkasov sur une déchirure à la cuisse.

Bon joueur, le Suédois a astimé après sa défaite que le Français allait être « un homme à suivre dans les prochains mois ». A vingt-six ans, Guy Forget a, semble-t-il, enfin trouvé la confiance et l'ambition qui pourraient lui permettre de rivaliser avec les meilleurs joueurs mondiaux. Son succès à Bruxelles lui assure déjà, pour la première fois de sa carrière, une place dans les dix premiers au classement de l'Association des tennismen professionnels.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

La guerre du Golfe : « Dissuasion, le combat des alliances », par M. Pierre M. Galliole : Dans la presse internationale : l'Espagne s'interroge... 2

La guerre du Golfe... 3 à 12

Désaccord franco-allemand

De nombreuses personnalités allemandes contestent les rôles français et britanniques à l'ONU... 5

Le président de l'Equateur à Paris

Un représentant de la « nouvelle vague » latino-américaine... 13

La lutte contre la drogue

Les pays d'Asie et du Pacifique vont tenter de coordonner leurs actions... 14

Le rugby et l'argent

Paléontologie autour d'une réglementation... 15

Mario Botta

au Centre culturel suisse

Des maisons « uniformisées » au projet de cathédrale à Evry... 16

L'ouverture

du Festival de Berlin

L'Allemagne, l'Irlande, le Chili... en attendant les Américains... 17

« Mystic pizza », de Donald Petrie

Une petite comédie avec Julia Roberts... 17

« Un fil à la maternelle », d'Ivan Reitman

Schwarzenegger à l'école... 17

SECTION B

Les syndicats et la guerre

Une « hésitation revendicative » chez les salariés... 21

Le nouveau plan brésilien

Scépienne et inquiétude après le nouveau programme de lutte contre l'inflation... 21

CHAMPS ÉCONOMIQUES

● Franca-Japon : le dialogue amorcé

● Déréglementer l'assurance : une difficile simplicité

● Réglementer la banque : une supplexité surveillée

● La chronique de Paul Fabre : « Le système américain et la guerre »

● Lectures, par Bernard Maris : Le renard dans la poutrelle... 23 à 25

Services

Abonnements... 2

Annouces classées... 26 à 29

Carnet... 20

Loto... 20

Marchés financiers... 30-31

Météorologie... 19

Mots croisés... 20

Radio-Télévision... 19

Spectacles... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 17-18 février 1991 a été tiré à 540 525 exemplaires.

EN BREF

Un démenti du ministre marocain de l'Information. — A la suite de la publication d'un article concernant l'invulnibilité faite par l'Irak au gouvernement marocain de retirer son contingent d'Arabie saoudite (Le Monde du 15 février), le ministre de l'Information à Rabat tient à démentir les informations faisant état de la désertion de 700 soldats marocains. Il rappelle, par la même occasion, le démenti algérien à ce sujet. Selon le ministre, « ces allégations relèvent de la pure imagination, dans le but recherché et non avoué est de participer à l'œuvre que certains médias français ont entreprise depuis quelque temps à l'encontre du royaume du Maroc en vue d'altérer sa bonne image et d'espérer de suggérer des rivalités dans la région du Maghreb qui, face au drame du Golfe, a montré une unité fondamentale dans sa démarche ».

Un maire communiste pour Leucate. — Le conseil municipal de Leucate (Aude), ville administrée depuis des décennies par le Parti socialiste, a élu, samedi 16 février, un maire communiste. Sur les dix-neuf conseillers municipaux qui devaient élire un nouveau maire, en remplacement d'Antoine Azoum (PS), décédé, douze ont apporté leur voix à M. Maurice Demotte (PCF).

Une élection cantonale partielle...

TARN : canton de Réalmont (2^e tour).

Inscr., 6 008 ; vot., 4 597 ; abst., 21,48 % ; suffr. expr., 4 453.

MM. Jean Roger, div. ad., au 1^{er} tour, 2 429 voix (54,54 %) ; élu, Michel Amiel, div. d., 2 024 (45,45 %).

[M. Jean Roger succède à Jacques Durand, PS, président du conseil général, conseiller général et maire de Réalmont, décédé le 5 janvier dernier.]

En premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 6 008 ; vot., 4 190 ; abst., 29,36 % ; suffr. expr., 4 013.

MM. Roger, 1 966 voix (48,99 %) ; Amiel, 1 661 (41,39 %) ; Jean-Claude Ambia, FN, 146 (3,62 %) ; Robert Pastre, PC, 125 (3,11 %) ; Christiana Emallé, Verts, 115 (2,85 %).

En mars 1985, Jacques Durand avait été réélu au second tour avec 2 692 voix (52,16 %) contre 2 469 (47,83 %) à M. Amiel, div. d., sur 5 279 votants (soit 18,84 % d'abstentions) ; 5 161 suffrages exprimés et 5 921 inscrits.]

... et deux municipales

HAUTE-GARONNE : Castelnau-Médoc (2^e tour).

Inscr., 4 619 ; vot., 3 370 ; abst., 27,04 % ; suffr. expr., 3 248.

Liste d'union de la droite, conduite par M. Jean Laurent, div. d., 1 639 voix (50,49 %) ; 22 élus ; liste de la majorité présidentielle, conduite par M. Jacques Roger-Machart, député, PS, 1 607 (49,50 %) ; 7 élus.

[C'est le troisième scrutin municipal organisé à Castelnau-Médoc en moins de deux ans. Les élections de mars 1989 avaient vu la défaite, à une voix près, de la liste du maire sortant, M. Roger-Machart. L'annulation de ce premier scrutin avait permis à M. Roger-Machart de prendre sa revanche, le 25 mars 1990, mais le tribunal administratif avait annulé, le 18 mai dernier, ce deuxième scrutin en raison de difficultés d'achèvement de la procédure susceptible d'avoir « altéré la régularité des opérations électorales ».]

Les résultats du premier tour étaient les suivants : Inscr., 4 619 ; vot., 3 171 ; abst., 31,34 % ; suffr. expr., 3 043.

Liste conduite par M. Laurent, div. d., 1 443 voix (47,42 %) ; liste

conduite par M. Roger-Machart, PS, 1 372 (45,08 %) ; liste du PC conduite par M. Jean-Pierre Barbelet, 228 (7,49 %).

Les résultats du premier tour de 25 mars 1990 avaient été les suivants : Inscr., 4 606 ; vot., 3 571 ; abst., 22,47 % ; suffr. expr., 3 489.

Liste d'union de la droite, conduite par M. Roger-Machart, 1 749 voix (50,25 %) ; 22 élus (3 PC, 13 PS, 3 MRG et 3 div. g.) ; liste d'union de la droite conduite par M. Laurent, 1 572 (45,17 %) ; 7 élus (1 RPR et 6 div. d.) ; liste divers conduite par M. Yves Coqneat, 159 (4,56 %).

BAS-RHIN : Mandolsheim (2^e tour).

Inscr., 3 199 ; vot., 2 163 ; abst., 32,38 % ; suffr. expr., 2 090.

Liste div. p., conduite par M. Norbert Reinhardt, 1 101 voix (52,67 %) ; 21 élus ; liste div. d., conduite par M. Charles Hutt, 941 (44,02 %) ; 6 élus.

[Les deux annulations de scrutin municipal de mars 1989, remportées par M. Reinhardt, div. d., puis du nouveau scrutin de septembre 1989, après de huit voix par M. Reinhardt, div. g., ont finalement conforté ce dernier. L'importante nette devant un scrutin adjoint de son prédécesseur. La fusion rapide des deux listes de la droite modérée — sans M. Reinhardt — n'a pas fondamentalement menacé M. Reinhardt dont la liste conserve ses vingt et un sièges.]

Mandolsheim appartient à la communauté urbaine de Strasbourg, mais ce scrutin n'y a pas la majorité de M^{me} Catherine Trammann (PS), qui a soutenu M. Reinhardt.

En premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 3 199 ; vot., 1 938 ; abst., 39,41 % ; suffr. expr., 1 867.

Liste conduite par M. Reinhardt, 780 voix (41,91 %) ; liste div. d., conduite par M. Hutt, 513 (27,56 %) ; liste div. g., conduite par M. Canille Roth, 454 (24,39 %) ; liste du FN, conduite par Michel Davard, 126 (6,44 %).

En septembre 1989, au deuxième tour, la liste de M. Reinhardt était arrivée en tête avec 1 168 voix (59,17 %) et 21 élus, contre 1 660 (49,82 %) et 6 élus à celle de M. Roth, sur 3 159 inscrits (2 382 votants soit 24,59 % d'abstention) et 2 328 suffrages exprimés.]

BOURSE DE PARIS

Matinée du 18 février

Nouvelle hausse

Bon début de semaine à la Bourse de Paris où, pour la quatrième séance consécutive, les valeurs françaises étaient orientées à la hausse. En progression de 0,32 %, des des premiers échanges, l'indice CAC 40 enregistrait des gains avoisinant 1,4 % au terme d'une heure de transactions. Dans ce contexte, les plus fortes hausses étaient menées par Colas, CDME, CSE, Compagnie bancaire. Du côté des baisses, on relevait celles de Laboratoire Roger Bellon, Saupiquet, SAT.

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

15 minutes par jour pour apprendre l'anglais

100% TITRE GARANTIS

TOSCANE - OMBRIE

Belles demeures de caractère à louer pour les vacances

Département 1200 Villas, fermes restaurées dans le catalogue Guide du 91, 250 p. broché en couleurs, en adressant un chèque de 54 F à :

Cuendet France - 416
24, rue Ravignan 75018 Paris
Tel : (1) 42 55 41 92

SVM Mac

NOUVELLE FORMULE MENSUELLE

DÉJOUÉZ LES PIÈGES DE VOTRE ORDINATEUR

Impression, disque dur, disquettes, réseaux... Les réponses à toutes les questions que vous vous posez en utilisant votre Macintosh.

Pour répondre aux exigences d'un marché en constante évolution et satisfaire les attentes de tous les utilisateurs, SVM MAC paraît désormais tous les mois. Découvrez vite ce nouveau SVM Mac avec encore plus de bancs d'essai de matériels et de logiciels, encore plus de conseils pratiques, de trucs et astuces pour aller plus vite, plus loin.

LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE "MAC".